

XI<sup>e</sup> ANNÉE. — TOME XXII.

# REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WLASSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

## SOMMAIRE:

- |   |    |
|---|----|
| I. — LES CONDITIONS D'UNE PAIX DURABLE ET L'AVENIR DU DROIT DES GENS, par M. le baron Jules de Wlassics, Président de la Chambre des Magnats, ancien Ministre ..... | 1  |
| II. — LE NATIONALISME ARABE, par M. Jules Germanus, Professeur à l'Académie Orientale de Commerce de Budapest .....   | 14 |
| III. — L'IDÉE DÉMOCRATIQUE DANS L'ALLEMAGNE EN GUERRE, par M. le Dr Max Beer .....  | 32 |
| IV. — L'ÉMIGRATION HONGROISE, par M. le baron Louis Lévy, Député.....   | 47 |
| V. — LA DÉMENCE TRIOMPHANTE, par Diplomate.....   | 51 |
| VI. — LES DÉPENSES DE GUERRE ANGLAISES.....   | 57 |
| VII. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus.....  | 61 |

**BUDAPEST,**

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ.  
 LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.  
 BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS. — ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.  
 LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.  
 COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.  
 BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.  
 CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.*

---

### LA REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE .....	} un an	{	30	cour.
ALLEMAGNE .....			30	marks.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE .....			30	francs

*Prix du Numéro: 2.50 cour. ; Étranger: 2 francs 50.*

# LES CONDITIONS D'UNE PAIX DURABLE ET L'AVENIR DU DROIT DES GENS<sup>(1)</sup>

---

## I.

Nulle époque, dans l'histoire, n'a égalé par l'ampleur et la portée des événements le laps des quatre dernières années. A chacune de nos pensées, à chaque vibration de nos nerfs, nous sentons que nous sommes à un grand tournant de l'histoire universelle. Il est impossible que tant de sang répandu, tant d'horribles carnages et de dévastations ne soient pas la rançon d'une humanité nouvelle.

Ces considérations me justifieront de sortir, cette année encore, des limites habituelles des discours de rentrée. Je m'en étais écarté dès la première année de la guerre, quand il était de mode de proclamer « la faillite du droit des gens ». A cette même place, je disais alors : « Malgré les très graves violations du droit auxquelles nous assistons et au milieu d'abus innombrables, je garde ma foi entière, aujourd'hui comme hier, dans la vertu pacifiante du droit des gens et j'attends avec une confiance grandissante l'heure où l'humanité, instruite par l'excès même de ses maux, s'appliquera les remèdes qui préviendront le retour d'une pareille catastrophe. De même que cette orgie de haine finit par déterminer dans l'âme humaine le réveil des sentiments latents d'amour et de générosité, ainsi les violations du droit et les atrocités de la guerre finiront par imposer à l'opinion publique le respect des principes de droit universellement reconnus. »

(1) Discours d'ouverture présidentiel, prononcé à la séance de rentrée du Haut Tribunal Administratif. — M. de Wlassics a été nommé depuis Président de la Chambre des Magnats.

Regardez les peuples. Ils se ressaisissent, bien que les chefs politiques et intellectuels de l'un ou de l'autre des États qui font la guerre contre nous, restent aveuglés par la haine et par l'orgueil, peut-être aussi par la folle témérité du désespoir. L'opinion publique est de plus en plus dominée par le désir de voir surgir un nouvel ordre des choses comme le fruit de la paix ardemment souhaitée, ordre de choses qu'elle se figure ayant pour fondement la puissance morale du droit, de la justice et de la loi internationale. Quelque affreux que soit le tableau de ce grand déchirement de l'humanité, aux yeux des serviteurs de l'idée du droit que nous sommes, quelques heureux symptômes commencent à se dessiner. Ce ne sont plus seulement quelques savants modestes, quelques rêveurs pacifistes et quelques philanthropes idéologues, qui osent aujourd'hui parler des conditions d'une paix durable. Des hommes d'Etat responsables, occupant les plus hauts sommets de la vie publique, font aujourd'hui leurs des idées longtemps dédaignées et repoussées avec un sourire de pitié par des hommes de gouvernement ou de partis qui tenaient la force matérielle des armes et les pratiques réalistes en politique pour la suprême sagesse. Les maîtres des trônes donnent l'exemple au milieu du bruit des batailles ; l'auguste roi, porteur de la couronne de Saint Etienne, salue avec la force d'une ardente conviction l'idée maîtresse du message de paix du Saint-Père : « Que l'ordre futur du monde soit fondé sur la force morale du droit, sur la justice et sur la légalité internationales. » Dans sa réponse au Pape, notre roi exprime l'espoir que « l'humanité renaîtra moralement par le droit » et il se déclare prêt à donner les mains à des conférences internationales qui pourraient conduire à « réaliser, avec des garanties suffisantes, la réduction graduelle et réciproque des armements sur terre, sur mer et dans les airs et qui assureraient à tous les peuples du globe la liberté des mers » et il ajoute qu'il « reconnaîtra la grande importance des cours d'arbitrage obligatoire pour le maintien de la paix ».

De même, l'empereur allemand salue l'idée fondamentale du message pontifical en faveur de la paix, dans lequel Sa Sainteté exprime la conviction que, à l'avenir, « la force morale du droit devra remplacer la force matérielle des armes ». « Nous sommes également pénétré de la conviction, dit la réponse

allemande, que le corps malade de la société humaine ne peut être guéri que par la mise en honneur de la force morale du droit.» Il en résulterait «la réduction simultanée de la force armée de tous les Etats et l'établissement de l'arbitrage obligatoire pour tous les conflits internationaux». Et, tout naturellement, les différends entre les nations se résoudraient «non pas en jetant le glaive des armées dans la balance, mais par des moyens pacifiques et, au premier rang de ces moyens, par la procédure d'arbitrage».

Telles sont les paroles qu'on entend tomber des trônes. Et les hommes d'Etat sur lesquels pèsent les plus lourdes responsabilités tiennent le même langage. Nous connaissons tous les déclarations de notre ex-ministre des Affaires étrangères. Les chanceliers allemands qui se sont succédé au cours des luttes sanglantes de la présente guerre ont exprimé des sentiments et des vues identiques. Nos adversaires font profession des mêmes principes, au moins de bouche, car ils ne cessent de répéter que leur victoire assurerait la création de la société des nations et qu'elle donnerait au monde la paix durable, appuyée sur des institutions qui en garantiraient la solidité.

Ces pensées que les apôtres de la paix durable, traités si souvent d'idéologues, essayaient de maintenir à l'ordre du jour par leurs écrits, par leurs unions interparlementaires et par leurs congrès, paraissent donc avoir été admises par les praticiens de la politique réaliste.

Par contre, ceux-là commencent à se taire qui, dans les premières années de la guerre, proclamaient à la légère la faillite du droit des gens, oubliant, lorsqu'ils formulaient ce verdict sommaire, l'immense domaine régi par le droit international en temps de paix. Est-ce que, d'ailleurs, même pour ce qui est des lois de la guerre, les règles du droit ne gardent pas leur efficacité modératrice? Est-ce que le traitement des prisonniers de guerre et des blessés, est-ce que la reconnaissance du droit à la réparation des dommages, admis dans d'innombrables cas, ne sont pas des bienfaits du droit des gens? Les détracteurs du droit des gens ont oublié que, parmi les principes de droit théoriquement affirmés, il s'en trouve beaucoup qui ne sont pas reconnus comme règles de droit positives. Ils n'ont pas songé qu'il n'était guère possible d'exiger toutes les qualités

d'une *lex perfecta* romaine de la législation presque expérimentale de la guerre, dévastatrice de vies et de biens ; car la guerre est tout de même un état anormal de la société humaine, dont Grotius lui-même a écrit : *Omnia in bello licere, quæ necessaria sunt ad belli finem*. Ils ne se sont pas rappelé que les réglementations internationales des Conférences de La Haye sont restées inachevées. Beaucoup de déclarations et de conventions internationales de la plus haute importance sont demeurées sans ratification. On a essayé d'introduire dans le code de la guerre des principes de droit donnant la solution de cas qui, dans l'état actuel de la civilisation, ne peuvent encore faire l'objet d'une réglementation légale. D'autre part, les inventions nouvelles et les nouveaux instruments de guerre ont fait surgir des contestations qui ne pouvaient être prévues lors de l'établissement des conventions. Ceux qui parlent du droit des gens avec tant de dédain, parce qu'il repose sur des conventions, devraient se dire que, peut-être, le droit international conventionnel serait mieux respecté si les Etats s'étaient préoccupés d'en faire une partie intégrante de leur droit public national, afin de l'enraciner davantage dans la conscience des peuples. Il n'est pas douteux, cependant, que la guerre actuelle, par les effets terribles qu'elle a pour tous les peuples, qu'ils soient belligérants ou neutres, a fait cruellement sentir la solidarité des intérêts humains. De la détresse de ces intérêts foulés aux pieds sortira, j'en ai la conviction, le triomphe de la solidarité internationale. Le monde entier a l'ardent désir de voir les conditions d'une paix durable assurées par le traité de paix à venir. C'est l'avis de plus en plus général qu'il est nécessaire de compléter l'œuvre des conférences de La Haye, d'établir une cour de justice internationale permanente et d'ériger un office de médiation qui ait pour charge de tenter de résoudre pacifiquement les conflits internationaux. Chaque Etat devrait s'engager par contrat, en vertu de sa volonté souveraine, à ne pas prendre les armes tant que la tentative de conciliation n'aura pas eu lieu. Enfin, le désarmement simultané et graduel et la limitation des armements doivent faire l'objet de conventions internationales.

La tâche à accomplir consiste donc dans le développement des institutions et des instruments propres à garantir la paix et dans leur perfectionnement jusqu'aux limites de ce qui

est humainement possible. Mais il ne saurait suffire de faire des conventions et de mettre sur pied des organes chargés de leur application. Chaque nation devra en outre scruter sa politique, tant intérieure qu'étrangère, pour découvrir les germes de complications internationales. Où résident les microbes de la guerre ? Si les Etats ne veulent pas consentir à s'imposer une mesure et une discipline, il est inutile d'essayer d'aborder le règlement des grandes questions internationales. Pour défendre la société contre le crime, la législation moderne s'attaque aux causes de la criminalité ; de même, pour préserver le monde du fléau de la guerre, il faut viser à extirper, ou du moins à circonscrire, les causes habituelles des guerres.

Que chaque Etat s'applique donc à cette œuvre de prophylaxie. La paix du monde est menacée par un certain nombre de vices qui affligent la politique des Etats : c'est l'égoïsme envahissant qui aspire à la domination universelle ; c'est la fièvre des armements, provoquée par la crainte d'être en retard sur les voisins ; ce sont les travers de la politique intérieure ; c'est l'exaltation chauvine du sentiment national, entretenue par certaines sphères qui envisagent une guerre comme l'affaire la plus lucrative qui soit ; ce sont les conspirations pour tenir à l'écart des échanges commerciaux des nations qui ont cependant le plus impérieux besoin de donner essor à leur vitalité et à leur génie ; ce sont les menées d'une diplomatie dénuée de scrupules qui s'immisce sournoisement dans les affaires intérieures des autres Etats ; ce sont les méthodes cachottières des gouvernements qui ne permettent pas aux parlements d'exercer leur part légitime d'influence et de contrôle sur la politique étrangère ; c'est le fâcheux système des conventions secrètes par lesquelles les traités publics sont éludés. Voilà les microbes dont le corps social est infecté et qui déterminent les éruptions comme celle que nous voyons. Et l'on trouve que ce n'est pas assez, et on prône de nos jours le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, aux dépens de l'existence d'Etats même millénaires, comme le nôtre, et on veut disloquer de grands corps politiques, résultat d'un amalgame qui s'est formé dans le creuset d'une longue histoire, pour ériger en Etats nationaux des groupes ethniques. On fait de la réalisation de ces projets une des conditions de la paix durable.

Mais ce serait, tout au contraire, un nouveau et redoutable élément explosif ajouté à tant de causes de conflagration ! Bien loin, d'ailleurs, d'être un progrès, ce serait là un recul ; car les peuples naissent des tribus, et les nations naissent des peuples, cependant que les Etats sont formés par les nations capables de s'organiser ; l'évolution inverse serait un retour à l'âge primitif. Le droit des races de disposer de leurs destinées ne peut être placé au-dessus du droit d'existence de l'Etat historiquement constitué et organisé.

\*

Je ne puis examiner ici toutes les conditions d'une paix durable proposées par des personnes autorisées ou non. Je me restreindrai à ce qui intéresse de plus près le juriste et le juge.

Cependant, je ne puis omettre d'observer que, selon ma conviction intime, la terrible guerre actuelle, par l'excès des maux qu'elle engendre, servira puissamment la cause de la paix durable. Ce rôle d'argument contre la guerre future, que remplit la guerre présente, a été indiqué par cette formule : « La guerre — contre la guerre. » Arrêtons-nous un instant à cette idée.

Un auteur français, Henri Barbusse, qui a vécu comme soldat les horreurs de la guerre et qui décrit fidèlement les peines et les souffrances des dix-sept camarades dont il partagea la vie, dit quelque part que, dès que deux armées ennemies se lancent l'une contre l'autre pour s'entre-détruire, elles se confondent en une seule armée qui commet un suicide. Malheureusement, constate Barbusse avec amertume, tant que des livres sincères ne transmettront pas de génération en génération le souvenir des douleurs causées par les grandes guerres, tant que l'histoire n'aura des lauriers que pour les hommes de guerre et qu'elle passera sous silence les victimes écrasées sous leur char de triomphe, les flots de sang et de larmes qu'aura coûtés la guerre mondiale auront été versés sans profit pour la cause de la paix, car l'homme n'est qu'une « machine à oublier », qui réfléchit peu et oublie beaucoup.



## II.

Une deuxième condition essentielle d'une paix durable est que cette guerre aboutisse à une paix juste et équitable, qui ne soit pas seulement un court armistice.

Le public en général et une partie des juristes attendent des futures négociations de paix l'établissement de nouvelles règles de droit international. Cependant, si nous relisons l'œuvre des congrès passés, nous constatons qu'il en est très rarement sorti de nouvelles règles internationales obligatoires. Depuis les traités de Münster et d'Osnabrück, désignés communément sous le nom de traités de Westphalie, il faut aller jusqu'au congrès de Paris de 1856 pour trouver trace de nouvelles règles internationales ; la déclaration de droit maritime de 1856 contient, en effet, beaucoup de prescriptions nouvelles ou considérablement réformées. Cependant, nul n'oserait contester que, depuis le congrès de Cambrai (1508) qui fut la première conférence purement diplomatique, les congrès qui se sont succédé n'aient été les organes les plus essentiels de la vie politico-juridique internationale. Les grands congrès ont toujours vu éclore des idées nouvelles, des principes inédits. Il suffit de rappeler la paix de Westphalie, qui nous valut le principe de l'équilibre politique et religieux. Il est certain que ces grands congrès marquent les étapes de l'évolution du droit des gens.

La plupart des auteurs considèrent la paix de Westphalie comme le terme de la première période du droit des gens. La deuxième période irait de 1648 jusqu'au congrès de Vienne de 1814—1815 et la troisième embrasserait les années 1815 à 1856 (paix de Paris). Le congrès de Berlin marque la fin de la quatrième période. Espérons fermement que le prochain congrès futur ouvrira l'ère bénie de la plus longue paix que le monde ait vue.

Si donc nous admettons qu'il n'est guère de la nature des congrès diplomatiques que des règles de droit positives et détaillées y soient établies, l'histoire du droit des gens enseigne cependant que, sous le couvert des négociations, se déroulent les péripéties d'un duel juridique qui met aux prises des conceptions opposées du droit international.

Je n'ai pas besoin de dire que la paix qui doit suivre une guerre de dimensions aussi colossales que le conflit actuel, comporte des centaines de conventions de nature juridique.\* Pour s'en convaincre, il suffit de feuilleter les cinq gros volumes qui contiennent les diverses conventions, au nombre de plus de cent, conclues à l'occasion de la paix franco-allemande et les lois correspondantes : on se rendra compte de l'énormité du travail juridique que représentent les questions de rectification des frontières, de reconstitution des territoires dévastés, d'indemnités, de successions, d'échange des prisonniers, de réparation des pillages abusifs, etc.

Par contre, il n'entre nullement dans le cadre des travaux du prochain congrès de la paix d'édifier un nouveau droit des gens.

Le traité de paix qui terminera le conflit mondial contiendra certainement quelques principes directeurs et des prescriptions propres à assurer au monde le bienfait d'une paix durable. Mais l'élaboration d'un nouveau droit des gens, suivant un plan d'ensemble, suppose comme condition préalable que la Conférence de La Haye sera érigée en une organisation stable et permanente. Il est indispensable d'instituer des réunions obligatoires de la Conférence à intervalles réguliers et d'après un programme soigneusement étudié.

Il est de mode aujourd'hui de dénigrer l'œuvre des deux Conférences de La Haye. C'est une tendance qu'il faut déplorer, d'autant plus que, parmi les conditions d'une paix durable qu'on propose aujourd'hui, il n'en est pas une seule qui n'ait été discutée à ces conférences, voire formulée à titre de décision ou du moins à titre de vœu. Ne nous faisons toutefois pas d'illusion : l'atmosphère qui suivra immédiatement la grande guerre ne sera pas propice à une œuvre de codification internationale. Je reconnais volontiers la valeur des travaux préparatoires de l'Union interparlementaire et des nombreux congrès pacifistes qui se sont tenus jusqu'à présent ; mais leur rôle est plutôt, me semble-t-il, de vulgariser les principes de droit qui ont passé par le crible de la discussion et de la critique des milieux compétents, tant au point de vue de la théorie qu'à celui de la pratique. Une tâche immense incombe au monde scientifique, en particulier aux organes comme l'Institut de droit international auquel nous devons déjà tant. La colla-

boration des diplomates et des juristes, et encore celle des praticiens du commerce, de l'industrie et de la finance, est indispensable. Beaucoup de principes et de thèses restent encore à examiner. Je n'en citerai qu'un exemple. Aux Conférences de La Haye, on a vu constamment la conception anglo-américaine du droit international s'opposer à la conception européenne continentale. L'Anglais érige, comme nous, en principe la liberté des mers, mais il entend par là tout autre chose que les Etats continentaux ; pour lui, la liberté des mers doit être placée sous la protection de la marine et du droit anglais et, selon lui, le système juridique anglais doit devenir en cette matière loi internationale. Nombreuses sont les normes adoptées à La Haye qui étaient le résultat de compromis artificieux et qui n'ont pas soutenu l'épreuve de la guerre. Le défaut de l'œuvre de codification réalisée à La Haye est d'être fondée sur une fausse appréciation de l'état de culture morale des peuples. On s'est laissé éblouir par l'éclat de la civilisation matérielle et, dans la noble préoccupation de se montrer humain, on a tracé des règles qui supposaient un niveau moral que la société n'avait pas réellement atteint.

Nous devons mettre à profit les leçons de la guerre. La raison de toute loi, et par conséquent celle de la loi internationale également, doit être cherchée dans les fondements positifs du droit. Il ne peut être question d'un droit des gens positif que si les prescriptions en sont basées sur des principes reconnus par l'Etat. Malgré les nombreuses entorses données aux conventions, au cours de cette guerre, je ne puis partager l'opinion de ceux qui prétendent qu'il appartient à la science seule de formuler le nouveau droit international. Personne plus que moi n'apprécie la science et je reconnais volontiers que la codification du droit positif doit se faire sous l'influence des grands maîtres du droit. Mais je vois des dangers à considérer la science et les usages et coutumes qu'elle a tracés comme l'unique source du droit. M. Kohler, le réputé professeur berlinois lui-même, ému du dédain des conventions que cette guerre a manifesté, est allé jusqu'à soutenir que le droit international ne devait plus avoir sa source dans les conventions. Sa thèse est insoutenable et je ne crois pas qu'il la maintienne, car la convention reste le véritable fondement du droit international. Le contrat international est une source de droit



reconnue par l'État. Ce contrat peut d'ailleurs être le résultat de faits concluants. L'essentiel est que le consentement mutuel existe. Les contrats écrits sont naturellement plus sûrs. Les conventions de La Haye ont bien été écrites, mais leur grand défaut est de manquer d'une ratification générale. Bien plus, elles contiennent une clause selon laquelle les ratifications particulières n'obligent aucun des belligérants, si un seul d'entre eux n'a pas adhéré aux conventions.

Pareille stipulation devra être bannie du code futur ; surtout faudra-t-il éviter, en matière de *jus belli*, de conclure des conventions qui ne peuvent pas être tenues. Il vaut mieux que le nombre des contrats soit plus restreint. Des questions que le temps n'a pas encore mûries, et pour lesquelles la « norme » elle-même est incertaine, ne doivent pas fournir matière à formule de droit positif. Pour que le tribunal d'arbitrage obligatoire fonctionne avec succès, il faut qu'il ait à prononcer d'après des règles de droit positives et mûres. A ce point de vue, il faudra soumettre à une revision sévère le droit de guerre élaboré par les Conférences de La Haye, de même que la Déclaration de Londres. Il faut que le tribunal international obligatoire puisse être un véritable instrument de juridiction. Un esprit distingué, qui a étudié les sentences arbitrales rendues jusqu'à nos jours, a dit qu'elles sont des jugements d'équité plutôt que des décisions de justice. Il est indéniable que tous les conflits entre Etats ne se prêtent pas à une décision du juge ; les plus essentiels, notamment, ne sont pas de cette nature. Et c'est pourquoi l'œuvre de la Cour d'arbitrage organisée par la première Conférence de La Haye a été utilement complétée par les avis des commissions d'enquête, instituées également par les Conférences de La Haye. Ces commissions, prévues pour les affaires de moindre importance, ont montré qu'elles pouvaient fonctionner avec un bon résultat même lorsqu'il s'agissait de questions délicates.

La Cour d'arbitrage, telle qu'elle fut organisée par les conventions de La Haye, ne pourrait suffire sous le régime du nouveau droit des gens ; il faut établir un véritable tribunal international permanent, avec une compétence nettement délimitée, qui englobe les questions de droit public et privé. Le deuxième congrès de La Haye s'occupa assez intensivement de cette idée. Une conférence diplomatique ultérieure porta

à son ordre du jour l'établissement d'un tribunal international avec une compétence limitée aux questions de droit commercial, notamment aux litiges relatifs aux lettres de change. L'Union parlementaire internationale, l'Institut de droit international, le congrès des Chambres du commerce et de nombreux congrès pacifistes ont voté des résolutions en faveur de la création d'un tribunal international permanent. Des décisions analogues ont été adoptées par deux associations créées pendant la guerre mondiale : l'*Organisation centrale pour une paix durable* et la *League to enforce Peace* organisée par M. Taft, l'ancien président des Etats-Unis.

Mais, d'après l'opinion générale, il ne suffit point d'organiser un tribunal international ; il est tout aussi important, sinon plus important encore, d'établir un corps qui agirait comme organe médiateur entre Etats dans les grands conflits d'intérêts qui, de par leur nature, ne peuvent venir devant un tribunal. Nombreux sont les plans relatifs à ce nouvel organe international. L'idée n'en est pas nouvelle et les commissions internationales d'enquête existantes fournissent des exemples d'après lesquels on pourrait se guider pour la réalisation de ce projet.

Sous ce rapport, les conventions conclues par les Etats-Unis avec plusieurs Etats européens, et même les conventions analogues qui ont été stipulées entre plusieurs Etats européens, marquent le point de départ de l'évolution du droit international positif. D'après les divers projets de réforme qui ont vu le jour, chaque Etat contractant qui aurait un litige avec un autre s'obligerait à soumettre l'objet du conflit au futur conseil international, et à attendre l'avis de celui-ci avant de déclarer la guerre. Le principal but de cette institution serait de laisser écouler un laps de temps suffisant pour que les passions guerrières suscitées par le conflit pussent s'apaiser. M. Lange, secrétaire général de l'Union interparlementaire, exprime lapidairement cette idée en disant dans un de ses derniers Rapports : « Un appel serait établi de l'homme excité à l'homme calme. » Les choses se passeraient donc autrement qu'à l'heure actuelle où, après le fait accompli des délais de douze ou de vingt-quatre heures, la cause de la paix est définitivement perdue. L'avis du conseil international, propose M. Lammasch, devrait être publié obligatoirement par chaque Etat intéressé au

conflit, et aucune critique ne devrait être exercée à ce sujet avant un délai d'un mois dès la publication, de manière à empêcher les fausses interprétations et les commentaires tendancieux destinés à servir la propagande belliqueuse.

Mais ici se pose la grande question : quelle serait la sanction, si un Etat, infidèle à son engagement, déclarait la guerre avant de soumettre le conflit au conseil international ?

Faisons remarquer tout d'abord que la question de la sanction se pose aussi bien à l'égard du fonctionnement de l'arbitrage obligatoire qu'en ce qui concerne la procédure de médiation. Or, l'histoire nous apprend que, jusqu'à maintenant, les Etats se sont toujours inclinés devant les sentences arbitrales internationales. Leur nombre s'élève à plusieurs centaines. Aucune des grandes puissances ne s'est soustraite à l'exécution du jugement et il est probable qu'elles rempliraient aussi consciencieusement l'engagement contracté par voie de convention internationale. Pour le cas, cependant, où elles s'y refuseraient, il existe déjà de nombreux projets de sanction. On propose l'emploi de moyens coercitifs, soit diplomatiques, soit économiques, soit militaires. A mon humble avis, les moyens militaires ne seraient guère applicables. Mais il existe d'autres sanctions encore que j'ai déjà indiquées dans mon essai : *La neutralité pendant la guerre mondiale*.<sup>(1)</sup> J'ai exposé là que, dans le cas de rénitence d'un Etat, les autres devraient lui infliger une diminution de capacité juridique en matière internationale. Un certain « blocus » pacifique ne serait pas inefficace dans ce cas-là.

Le professeur Lammasch, dans une étude récemment publiée, propose les sanctions suivantes : lorsqu'un Etat viendrait à manquer à un engagement résultant d'un traité, tous les autres Etats qui participent à ce traité interdiraient à leurs ressortissants de favoriser les citoyens de l'Etat fautif ; par contre, ils permettraient que les sujets de l'autre partie fussent aidés de toute manière ; en outre, l'Etat coupable serait responsable de tous les dommages de guerre causés aux autres Etats et à leurs ressortissants.

Nous ne savons pas encore quelle solution du problème de la « sanction » finira par prévaloir. Cette question fait actuelle-

(1) Voir *Revue de Hongrie*, livraison du 15 mars 1917.

ment l'objet de nombreuses publications. Une chose certaine, c'est que, dans la future codification du droit des gens, les deux parties du droit international : le *jus belli* et le *jus pacis*, feront l'objet d'un traitement approfondi et d'une mise au point rationnelle. Les conditions d'une paix durable devront être déterminées de la façon la plus complète. Les principales d'entre elles sont : l'arbitrage obligatoire, la médiation obligatoire précédant tout acte hostile, une autorité publique internationale permanente, la « sanction », la liberté des mers et la restriction progressive et mutuelle des armements.

Qu'on ne se laisse pas décourager par les difficultés. La voix de la solidarité humaine aura plus de puissance que les haines et les méfiances nationales. La logique de choses est irrésistible.

A mesure que les nations sentiront davantage leur dépendance réciproque au point de vue économique et intellectuel ; à mesure qu'elles acquerront plus fortement la conviction que le citoyen ne peut remplir sa vocation humaine à moins que les grands intérêts collectifs ne soient placés sous la sauvegarde d'une législation internationale ; à mesure que les peuples civilisés se persuaderont qu'ils ne peuvent se passer les uns des autres, qu'ils se complètent mutuellement par la diversité de leurs facultés et que le travail intellectuel et matériel de chacun est un apport indispensable au bien-être et au progrès de l'ensemble ; à mesure, dis-je, que ces idées s'empareront des esprits, un rapprochement se fera entre les nations, préparant un nouvel ordre de choses. Ayons foi dans cette illumination des consciences et croyons fermement à l'avènement d'une paix durable. Si je ne puis croire encore à la « paix éternelle » du grand idéaliste français qu'est l'abbé de Saint-Pierre, disciple fervent de Fénelon, je m'attache avec toute l'ardeur de mon âme à l'enseignement contenu dans l'admirable opuscule de Kant qui porte ce titre plein de promesses : *Zum ewigen Frieden*. La paix éternelle est l'idéal qui ne sera, hélas ! jamais atteint ; mais l'humanité peut se rapprocher de cet idéal en perfectionnant chaque fois les bases de la paix restaurée, de manière à lui assurer une continuité de règne toujours plus longue.

BARON JULES WLASSICS.

---

## LE NATIONALISME ARABE

---

La question arabe ne date pas d'hier. Elle remonte à la plus haute antiquité. Elle a commencé à occuper l'histoire, lorsque les habitants de la presqu'île arabe qui, dans leur expansion vers le nord-est, sont allés coloniser la Mésopotamie, fondant ainsi des foyers de culture sémitique dans les empires babylonien et assyrien. Si les langues sémitiques se sont répandues sur une moins grande étendue de pays que les langues indo-germaniques, c'est parce que les tribus de race sémite établies entre l'Euphrate et le Tigre ont adopté des habitudes sédentaires plus tôt que les Aryas. Les savants qui ont disserté sur les causes de l'inégale diffusion des langues ont fait là-dessus force hypothèses, sans songer à cette explication. L'idiome des peuples arrivés le plus tôt à l'état sédentaire est resté nécessairement localisé, mais aussi ces peuples sont parvenus le plus anciennement à un haut degré de civilisation.

Les Sémites ont également colonisé à une date très reculée les côtes de l'Afrique orientale. L'Abyssinie actuelle a reçu des essais de population sémite venus du sud de la presqu'île arabique à travers le détroit de Bab-el-Mandeb.

Mais le grand rôle historique des Arabes commence seulement à l'avènement de Mahomet. Lorsque les Bédouins eurent adopté sa doctrine, leurs tribus, qui jusqu'alors avaient vécu dans des guerres intestines incessantes, s'unirent pour tourner leurs armes contre les peuples voisins, sous prétexte de propager la nouvelle religion. Le problème arabe s'est posé alors pour la première fois dans toute sa gravité au monde civilisé, qui devait en être ébranlé jusque dans ses fondements. C'était au VII<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. A peine Mahomet mort (632), les Arabes firent avec une rapidité inouïe la conquête de l'Egypte,



de la Tripolitaine, de la Syrie, de la Mésopotamie ; ils furent sur le point d'envahir l'Inde.

La conquête musulmane n'a pas eu que des conséquences religieuses ; elle a produit une révolution économique. Par l'un et l'autre côté, elle a paru un fléau aux peuples qui l'ont subie. Le calife Omar (634—644), auquel remontent la plupart des institutions politiques de l'Islam primitif, défendit à ses guerriers d'acquérir des terres, parce qu'il redoutait que, une fois propriétaires terriens, ils ne prissent de l'ambition et ne refusassent d'obéir. Le calife Omar ordonna, en conséquence, que tous les territoires conquis par les croyants resteraient propriété de l'Etat. Les anciens propriétaires devaient continuer à les gérer et à les cultiver, avec l'obligation de verser au fisc, à titre de redevance, une part déterminée du produit annuel.

Cette taxe territoriale servait à entretenir toute la population arabe musulmane, hommes et femmes indistinctement. Le taux de la répartition variait selon le mérite des personnes et le degré de parenté qui les liait au prophète. En tête de la liste d'émargement, figurait Aïsha, l'épouse favorite de Mahomet, qui touchait la somme de 12.000 dirhems. La quote allait ensuite *decrescendo* jusqu'aux enfants à la mamelle auxquels était alloué un revenu de 100 dirhems. Les esclaves même étaient à la charge du Trésor public. C'était là, pour les chrétiens dépossédés, une lourde corvée économique et c'est ce qui explique les conversions à l'Islam ; en effet, les nouveaux musulmans se trouvaient libérés de cette odieuse condition et jouissaient à leur tour de la prébende instituée en faveur des croyants : ils n'avaient plus à payer qu'un léger impôt religieux. Mais Omar ne tenait pas à multiplier le nombre des croyants par des conversions de ce genre et il prit des mesures en conséquence. Ainsi, il fut défendu aux Arabes d'apprendre une langue étrangère et aux chrétiens de parler arabe ou d'écrire en cette langue. La convention conclue entre les conquérants musulmans et les chrétiens de la Syrie contenait même une clause qui défendait à ces derniers de faire instruire leurs enfants.

Sous les califes de la dynastie des Ommiades, la puissance arabe atteignit son apogée. Ces califes étaient parvenus au pouvoir en promettant de suivre en tout les préceptes du pro-

phète ; en réalité, ils se souciaient médiocrement des prescriptions sociales du Coran. Ils se préoccupèrent surtout de renforcer l'hégémonie arabe. Les fervents musulmans qui mettaient la propagation de l'Islam au dessus de toute autre pensée, avaient beau invoquer la parole du prophète : « Celui parmi vous qui est le plus pieux sera aussi le plus agréable à Dieu », ils ne réussirent pas à enrayer l'ambition arabe. La langue arabe se répandit avec une rapidité prodigieuse partout où le croissant avait évincé la croix, en Egypte, dans tout le nord de l'Afrique, en Syrie, en Mésopotamie, etc. Elle devint le principal lien intellectuel de l'empire des califes. Les nouveaux convertis étaient obligés d'étudier la doctrine sainte dans le texte arabe du Coran. Les sciences furent également enseignées dans cette langue. Il n'y eut d'exception qu'au début, quand les conquérants, sortis de leur désert, manquaient encore d'expérience en matière de comptabilité publique ; à cette époque primitive, les *divans* (livres de comptes) étaient tenus en langue persane ou grecque.

Le prestige de la nation arabe, sous les Ommiades, fut extraordinaire. On en venait à discuter, dans les livres et dans les assemblées, si la race arabe n'excellait pas au dessus de toutes les autres races et si, notamment, elle n'éclipsait pas la race persane. Les partis adverses faisaient assaut d'arguments puisés dans le Coran et dans les « saintes sentences » du prophète, inventant les textes, s'il le fallait, pour les besoins de la cause.

Pendant ce temps, les populations de l'Asie mineure s'arabisaient de plus en plus, et cette métamorphose n'affectait pas seulement le parler, elle s'étendait aux caractères ethniques. L'empreinte arabe est restée visible dans le tour d'esprit de ces populations jusqu'à nos jours. En Egypte, l'influence arabe est encore plus apparente qu'ailleurs. La population égyptienne avait gardé jusqu'à la conquête arabe sa physionomie propre avec une remarquable fidélité, sans que ni l'influence grecque, ni l'influence romaine l'eussent altérée. Mais dès que les Arabes l'eurent assujettie, elle perdit rapidement son caractère national pour se modeler sur le type du conquérant.

Le grand empire des califes jouissait donc de l'unité linguistique ; néanmoins, il ne tarda pas à se désagréger, en partie sous l'effet de causes ethniques. Si les populations de l'Egypte,

de la Syrie, de la Mésopotamie avaient assez promptement été assimilées par les Arabes, ceux-ci ne laissaient pas de subir l'influence des peuples soumis. Les gouverneurs des provinces aspiraient à se rendre indépendants du pouvoir central et y réussissaient ; ainsi, les califes voyaient leur empire se morceler en sultanats et en principautés. Néanmoins, l'unité de langue maintenait un lien entre ces Etats : la civilisation arabe leur demeurait commune. Le sentiment de la communauté de race persista même après que l'empire eut passé des mains des califes arabes à celles d'une dynastie étrangère, celle des Turcs seldjocides.

Quant à l'Arabie proprement dite, qui avait été le berceau de la nouvelle foi et le foyer de la révolution qui avait changé la face de l'Asie, dès que le grand essor de l'Islam se fut arrêté, elle dut se contenter du modeste rôle de lieu de pèlerinage.

Ce n'est pas pourtant que l'Arabie ne soit qu'un désert stérile ; trois des provinces de la presqu'île au moins, le Tihama, le Nedjd et l'Yémen, comptent parmi les contrées les plus fertiles du monde. Dans le midi de la Péninsule, s'élèvent des montagnes qui surpassent en hauteur les Carpathes. Le délaissement relatif de cette contrée tient à ce que, dans l'antiquité comme au moyen âge, toute l'activité commerciale se concentre dans le bassin de la Méditerranée et que, du temps de la splendeur de l'empire des califes, les matières premières industrielles que la Péninsule aurait pu fournir en abondance, n'étaient point appréciées. Pour satisfaire aux modestes besoins de la population clairsemée du pays, il n'y avait pas nécessité d'un de ces grands efforts d'où sortent le progrès intellectuel et économique ; les moyens de communication naturels suffisaient également. C'est ainsi que le rôle de l'Arabie, dans l'économie universelle, est resté insignifiant jusqu'à nos jours.

Lorsque les Seldjocides, n'ayant pu arrêter le morcellement de leur empire, furent remplacés à leur tour par les Turcs Osmanlis, la situation des Arabes n'éprouva pas de changement profond. Ils subissaient pacifiquement la domination des princes musulmans de race étrangère qui se succédaient dans le califat. Le sentiment national avait commencé à s'émousser en eux sous les califes Abassides ; il finit par s'évanouir totalement dans le nivellement général du monde musulman.

En 1517, le sultan Sélim I<sup>er</sup> occupa les deux cités saintes, la Mecque et Médine ; depuis lors, les sultans ottomans furent reconnus par le monde islamique tout entier comme califes ou chefs des croyants. Dans la suite, les Turcs s'emparèrent de toute la péninsule arabe, non sans avoir dû livrer de sanglants combats, surtout pour la possession de l'Yémen ou Arabie heureuse. Ce pays a été dans l'antiquité le siège d'Etats florissants. Dans les premiers siècles qui suivirent la fondation de l'Islam, la population en était divisée en tribus dont les chefs ou « rois » dépendaient des califes de Damas et plus tard de ceux de Bagdad, qui s'assuraient de la fidélité de ces chefs par l'intermédiaire d'agents spéciaux qui résidaient auprès d'eux. Au IX<sup>e</sup> siècle, l'Yémen réussit à recouvrer son indépendance et les califes furent remplacés par une série de dynasties nationales, telles que les Ziadides, les Jafurides, les Hamdanides, les Ayoubides, etc., qui exercèrent tour à tour le pouvoir suprême. La conquête turque rétablit l'ordre troublé par des dissensions intestines et, après avoir résisté quelque temps, l'Yémen se soumit enfin à la domination des sultans reconnus califes. Mais, comme dans les autres parties de l'empire Ottoman, la tranquillité et le bien-être de l'Arabie méridionale dépendaient en grande partie de la personne du gouverneur envoyé par la Sublime Porte pour administrer cette province. Le régime turc atteignit son apogée sous l'administration de Hassan pacha (1550), qui était d'origine albanaise. Cet homme remarquable fit voir qu'il était facile de gagner la population de l'Yémen par un gouvernement ferme, intègre et circonspect. Les Turcs possédèrent l'Arabie méridionale jusqu'en 1635. A cette époque, ils furent remplacés par des chefs indigènes, les *imams*, mais la tranquillité ne dura pas longtemps. En effet, depuis 1676, les imams se disputèrent entre eux la possession du pays, qui devint ainsi le théâtre de longues et cruelles guerres intestines.

Méhémet-Ali, l'entreprenant vice-roi d'Égypte, se mêla des affaires de l'Yémen à partir de 1834. Le gouverneur auquel il avait confié la Mecque, après s'être allié avec le chef de la province d'Assir, se révolta contre son autorité. Le pacha envoya, pour réprimer la sédition, son fils Ibrahim, qui réussit à conquérir le Tiama et le Taizz et à s'y maintenir jusqu'en 1840. Après la disparation de Méhémet-Ali, l'Arabie méridionale

resta quelque temps livrée à elle-même. Puis le sultan se mit en devoir de reconquérir l'Yémen, faisant valoir que cette province lui avait été léguée en héritage par son vassal, le pacha héréditaire de l'Égypte. La Sublime Porte envoya par conséquent un commissaire dans l'Yémen qui chargea le chérif de la Mecque de représenter l'autorité du calife. Mais cela ne suffit pas et les troubles continuèrent de plus belle. L'imam de Sana alla même jusqu'à attaquer le chérif dans sa résidence. La Porte se décida alors à soumettre l'Yémen par les armes. En 1849, une première expédition turque débarqua dans le pays; depuis lors, la Sublime Porte n'a pas cessé d'envoyer dans l'Yémen de nouvelles troupes pour mater les soulèvements toujours renaissants. Tantôt ce sont les Turcs, tantôt les imams, qui ont le dessus, et quand on ne guerroye pas, la lutte se poursuit à coups d'intrigues.

Le percement du canal de Suez a produit un changement radical dans la situation de l'Arabie et dans la politique des sultans à l'égard de ce pays. Le littoral de l'Ouest et du Midi, avec son *hinterland* d'une fertilité merveilleuse, s'est ouvert tout à coup au commerce international; en outre, ces côtes ont acquis une importance militaire considérable, car celui qui en est le maître est aussi le maître de l'Égypte et de la Syrie. Les hommes d'État turcs se sont aussitôt rendu compte de cette situation nouvelle et ils ont fait leur possible pour l'exploiter au profit de l'empire. Malheureusement, l'incurie invétérée de l'administration turque, ses lenteurs désespérantes, n'ont permis de réaliser qu'une partie des projets gouvernementaux. Au début de 1871, une expédition importante, commandée par Moukhtar pacha, se mit en route pour aller soumettre les provinces d'Assir et de l'Yémen. Cet habile général réussit, en une campagne de deux ans, à accomplir sa mission et à assujettir de nouveau à la domination turque l'Arabie méridionale. Un officier du corps expéditionnaire, Ahmed Rasid, a publié le récit de cette campagne.<sup>(1)</sup> Son livre est intéressant non seulement comme narration militaire et comme description géographique, mais encore et surtout par les vues politiques qu'il expose. «L'Arabie, dit Ahmed Rasid, est le centre de gravité du califat musulman. Aussi les sacrifices

<sup>1)</sup> *Tarikh-i-Yemen ve Sana*, Stambul, 1872, p. 258.

faits par l'empire Ottoman pour acquérir ce pays sont-ils justifiés. Il faudrait, avant tout, construire une ligne de chemin de fer pour relier Damas avec le Hedjaz ; cette ligne aboutirait à la Mecque et à Djiddah. La construction de cette voie ferrée n'offrirait aucune difficulté ; la nouvelle ligne serait extrêmement fréquentée ; elle serait la plus sûre garantie de la possession de l'Arabie.»

Le conseil de l'auteur fut suivi ; le chemin de fer du Hedjaz est en voie de construction ; une partie de la ligne est déjà exploitée et les prévisions de l'auteur quant au trafic se sont réalisées.

Les tribus de l'Arabie méridionale n'ont pas été seules à rêver d'indépendance. La Mésopotamie a essayé, elle aussi, de s'émanciper, sous la conduite de Dubais ibn Maziad ; mais le mouvement a été promptement étouffé. La situation géographique de l'ancienne Babylonie est d'ailleurs un obstacle à son autonomie, car, au point de vue économique, la Mésopotamie n'est qu'un pays de transit. Ce fut déjà la cause du rapide déclin de l'empire des Lahmides au moyen âge et, plus tard, celle de la chute des Maziadides. Les Bédouins s'avouèrent de plus en plus incapables de former un groupement politique ayant de la consistance ; or, les Arabes sédentaires ne peuvent compter jouer un rôle dans le monde qu'à la condition de reléguer les tribus nomades dans le fin fond du désert. Mais les populations les plus avancées de la Syrie et de la Mésopotamie pourraient seules tenter cette opération.

Ces deux pays sont les seuls où la suprématie arabe s'était maintenue, tandis que l'empire Grec tombait sous la puissance des Turcs Ottomans. Mais les conquérants ne tardèrent pas à étendre leur domination sur les bords de l'Euphrate et sur l'Arabie. Dès Sélim I<sup>er</sup>, investi du titre de commandeur des croyants, la domination des sultans se trouva établie sur les terres arabes. Au début, le régime turc parut devoir être profitable aux populations soumises. Ces tribus éparpillées, sans cohésion, sans cesse en butte aux méfaits des tyrans locaux, gagnèrent en devenant sujettes d'un empire centralisé et soumis à une administration sévère, mais équitable. De prime abord, Turcs et Arabes vécurent en bonne harmonie ; mais les gouverneurs envoyés par le sultan ne surent pas rester dignes de leur charge ; il se trouva parmi eux des hommes cupides qui ne son-

geaient qu'à s'enrichir le plus vite possible ; leur avidité souleva des ressentiments qui se traduisirent par la sédition. Comme toujours, l'incurie et la rapacité des autorités poussèrent les administrés dans la voie de la révolte. Les Turcs connaissaient la valeur des Arabes et savaient à quels adversaires redoutables ils avaient affaire ; ils prirent leurs mesures en conséquence et vinrent facilement à bout des mécontents, aussi longtemps que les révoltés n'eurent pour motif que les concussions des gouverneurs. A cette époque, le peuple arabe ne songeait pas encore à des revendications d'indépendance fondées sur la question de race ; il ne se sentait pas distinct de la nation conquérante, avec laquelle il se confondait dans l'unité de la foi religieuse.

\*

Le nationalisme arabe est un produit des temps modernes et un produit d'importation étrangère. L'éclosion en a été favorisée par l'impéritie des gouvernements turcs, dont le défaut capital a été le manque de sens politique.

Les Arabes étaient attachés au sultan, en qui ils révéraient le successeur de Mahomet ; il n'aurait fallu qu'une sage administration pour prévenir toute velléité de défection de leur part. L'étranger fut le tentateur qui éveilla les désirs d'indépendance des Arabes. Il leur fit connaître le nationalisme, ce fruit politique du libéralisme européen, cette idée-force qui a fait disparaître des Etats et en a fait surgir de nouveaux, qui a agi dans certains pays comme un élément d'unification et qui opère dans d'autres comme un ferment de désagrégation, en excitant certains groupes ethniques faisant partie d'un corps d'Etat composite, à s'affirmer comme entités morales et politiques distinctes, autrement dit comme *nationalités*.

Le nationalisme arabe a pris naissance dans la population chrétienne de Syrie. Il est, indirectement, le produit de l'action des missionnaires qui, répandant le christianisme dans ces contrées, y ont préparé le terrain, sans le vouloir, à l'action politique de leurs gouvernements. Il est évident, en effet, qu'en se faisant chrétiens, les Arabes de Syrie s'éloignaient de la communauté musulmane et devenaient plus accessibles aux

influences qui s'employaient par la suite à les détacher du califat ottoman. C'est ce qui n'a pas manqué d'arriver. Les puissances européennes, poussées sans doute par l'espoir d'acquisitions coloniales, ont envoyé leurs émissaires sur les pas des missionnaires, pour exploiter dans l'intérêt de leurs visées le travail de ces pionniers religieux, gagner la faveur des indigènes, protéger et encourager ceux qui avaient à se plaindre du régime ottoman, leur insinuer qu'ils ne seraient jamais heureux sous la domination d'une race étrangère et qu'ils devaient chercher à s'émanciper et à conquérir leur autonomie. C'est ainsi que, à l'égard des Arabes comme à l'égard de certaines races européennes, l'idée de nationalité n'a nullement germé spontanément dans l'âme populaire, mais y a été implantée artificiellement. Le mécontentement de l'Arabe, mal administré par le Turc, a pris, sous une suggestion étrangère, la forme d'une doctrine et est devenu le nationalisme arabe politique.

Ce fut vers 1820 que des missionnaires américains vinrent s'établir à Beyrouth, qui était alors un bourg insignifiant, mus par le désir très louable de relever, matériellement et moralement, la population opprimée de cette contrée. Les fonds leur furent fournis par des compatriotes charitables, car le gouvernement des Etats-Unis ne songeait pas encore à se servir des missionnaires comme de fourriers politiques. La mission américaine vit peu à peu le succès répondre à ses efforts ; elle éveilla autour d'elle le goût de l'instruction et du travail. La population arabe de la Syrie diffère en tous points de celle de l'Egypte. Le Syrien a l'âme virile ; il est actif, persévérant, violent même parfois. L'Egyptien est plutôt d'un naturel passif, soumis ; il se plie aux circonstances. La mission américaine ouvrit des écoles, installa une imprimerie et organisa des paroisses dans les villages éparpillés sur la côte. Les conversions s'opéraient principalement parmi les Maronites. Les conversions d'Arabes musulmans furent rares, à cause des risques qu'un mahométan court en changeant de religion ; en effet, il renonce du même coup à la protection des lois de son pays et s'expose sans défense au ressentiment des fanatiques. (1)

(1) On peut lire les détails des opérations des missionnaires dans le livre d'Anderson *History of the Mission of the American Board for foreign Missions*. Boston, 1874.



Les succès obtenus par la mission protestante excitèrent bientôt l'émulation des ordres religieux français ; les jésuites vinrent s'installer, vers 1860, dans un village du Liban nommé Ghazir. Mais ils n'y restèrent pas longtemps et vinrent, à leur tour, se fixer à Beyrouth, comptant sur l'assistance du consul français qui y réside. Cette ville devint bientôt le centre de la propagande catholique, appuyée, dans une arrière-pensée politique, par le gouvernement français. En 1869, on y jeta les fondements de l'université Saint-Joseph, destinée à s'élever sur un terrain légué à la mission par une riche dame maronite. Trois ans plus tard, le voyageur arrivant par mer pouvait apercevoir de loin le superbe bâtiment de l'université. Une imprimerie fut installée, qui édita à bon compte et en caractères irréprochables les chefs-d'œuvre de l'ancienne littérature arabe. L'université Saint-Joseph n'abrita, au début, qu'un enseignement secondaire ; l'organisation de l'enseignement supérieur débuta en 1883, par la création d'une faculté de médecine qui, depuis 1901, délivre des diplômes de docteur autorisant à pratiquer la médecine dans toute l'étendue de l'empire Ottoman. En 1902, s'ouvrit une faculté de langues et de lettres, pourvue de chaires d'histoire, de littérature, de philologie, etc., occupées par des savants réputés, comme MM. Hava, Lammens, Seikho, Ronzivall et d'autres encore, qui initient les étudiants à la connaissance de la littérature arabe. En ouvrant à leurs auditeurs le temple des gloires littéraires de leur langue, gloires inséparables des destinées de l'Islam, ces maîtres réveillent dans la jeunesse arabe les fiertés de la race.

C'est ainsi que la culture intellectuelle, répandue par les missionnaires protestants américains et les jésuites français fait germer dans les esprits l'idéal nationaliste. Les Arabes prennent ainsi conscience d'eux-mêmes et des caractères qui les distinguent des Turcs ; la constatation de ces différences développe l'esprit d'antagonisme qui les anime à l'égard des maîtres de l'empire, et si la population arabe gagne à cet enseignement de voir s'élever son niveau intellectuel, les intérêts politiques français en tirent un profit encore plus grand.

A côté de la vulgarisation de la littérature arabe, les jésuites de Beyrouth ne négligent pas celle des chefs-d'œuvre des littératures européennes. Ils ont commencé par la publication de

traductions des grands écrivains français et anglais (Racine, Shakespeare, Molière), puis est venu le tour des classiques de l'antiquité. Ainsi, il est sorti des presses de l'imprimerie de l'université de Beyrouth une traduction magistrale d'Homère, par Soliman Albustani, et récemment une excellente traduction du premier chant de l'Enéide.

A mesure que le bien-être de la population augmente, le goût de la littérature étrangère se répand davantage. La presse périodique, de son côté, publie fréquemment de courts morceaux littéraires. Le journalisme a fait, depuis une vingtaine d'années, des progrès très sensibles. La presse quotidienne arabe a moins souffert des mesures tyranniques du sultan Abdul Hamid que les journaux turcs publiés à Constantinople. Quant aux revues, elles ont toujours été libres de traiter les questions qui ont trait à la nation arabe, car ce sujet est censé intéresser le monde islamique tout entier ; en réalité, il sert surtout à exalter le sentiment national arabe.

\*

En Egypte, depuis que les Anglais se sont emparés du pays, le nationalisme n'est plus qu'un reflet de l'amour-propre national britannique. Les Anglais ont beaucoup fait, il est vrai, pour améliorer la situation matérielle du pays ; mais ils ont complètement négligé l'instruction populaire. Les Arabes indigènes fortunés ont dû suppléer à l'indifférence du gouvernement anglais. Il y a deux partis parmi les Egyptiens : le parti de la réforme islamique, qui a pour chef Ali Youssouf et pour organe le journal *Almuayad*, et le parti national, dirigé par Moustapha Kamal et qui a pour tribune le journal *Alliva*. L'un et l'autre ont demandé au Parlement anglais la réalisation de leur programme, la communauté de religion et le prestige du califat étant les seuls biens qui rattachent les Arabes d'Egypte à l'empire Ottoman, et encore le poids en est-il contrebalancé par le souvenir des abus d'une mauvaise administration. Si le parti de la Jeune Turquie était resté fidèle à son programme primitif, il aurait dû faire gouverner chaque province de l'empire d'une manière qui tînt compte du caractère national, des traditions et des mœurs. Dans ce cas, l'Egypte et la Syrie auraient pris une physionomie absolument arabe,

attendu que le souci des Anglais et des Français pour l'instruction du peuple de ces deux provinces ne le cède en rien au dilettantisme des autorités turques en cette matière. Rustem bey, dans un article publié par la revue *Nineteenth Century*, a donné autrefois un aperçu de la Turquie de l'avenir. Il la montrait organisée comme l'est notre monarchie : les provinces arabes avec l'Egypte y occupaient la même situation que la Hongrie dans le dualisme. La guerre mondiale a fait table rase de tous les projets de ce genre. La Syrie, la Mésopotamie et tous les Etats du sultan ont vu défiler plus de soldats étrangers et reçu plus d'idées européennes en une seule année qu'autrefois dans le courant d'un siècle. Le monde musulman a eu ainsi l'occasion d'acquérir quantité d'idées nouvelles ; les Européens, de leur côté, ont pu se rendre compte de la fertilité merveilleuse de ces contrées, qu'on a crues délaissées et désertes.

L'Arabe mahométan, quand il entre en contact avec des étrangers, surtout européens, a l'âme agitée de sentiments divers et contradictoires, et cela se comprend. Allah, par la bouche du prophète, commande aux croyants de faire la guerre aux infidèles. Les invasions arabes ont eu d'abord un succès inouï ; le croissant a conquis une grande partie de l'ancien monde. Puis la fortune a abandonné le drapeau du prophète et le recul graduel de l'Islam a été accompagné d'un formidable appauvrissement. Depuis quelques siècles, le monde mahométan se débat dans une léthargie profonde qui paralyse sa vie intellectuelle non moins que ses fonctions économiques. Ce revirement est un sujet de réflexions attristées pour les esprits musulmans. Les âmes simples, et c'est le plus grand nombre, croient que le bien-être terrestre des Européens sera suivi des tourments éternels de l'enfer, tandis que les croyants jouiront des plaisirs du paradis. Beaucoup se jettent dans le mysticisme et y trouvent des consolations et le repos de l'âme. Ceux qui réfléchissent, et ils sont plus nombreux qu'on ne croit, attribuent les malheurs de l'Islam aux croyants eux-mêmes. Ils pensent qu'il faut reviser le Coran, que le mahométisme doit s'ouvrir aux idées européennes, car, disent-ils, ce n'est pas à ses canons et aux armes perfectionnées que l'Europe doit sa suprématie intellectuelle et matérielle, mais à l'esprit qui a créé, non seulement les armes à feu, mais toute la civilisation occidentale. Ils sont, de plus, convaincus que le sentiment national

constitue un des ingrédients les plus essentiels de cet esprit et ils sont d'autant plus persuadés de la justesse de cette observation qu'ils croient en avoir la preuve *a contrario* dans le fait que l'idée nationale est une notion totalement ignorée de l'Islam. En réalité, la religion musulmane a dû tout d'abord sa prodigieuse extension au fait qu'elle n'était pas une religion nationale et le prosélytisme islamique a porté la puissance des califes à travers d'immenses pays ; mais en vertu de ce caractère international de l'islamisme, l'élément arabe a été condamné à s'effacer graduellement, jusqu'à la déchéance complète. Aujourd'hui, une partie du peuple arabe continue à espérer l'avènement universel de l'Islam, — que poursuit le panislamisme, ambitieux de s'unir sous le sceptre du calife et de fondre en un tout les peuples divers de l'Afrique et de l'Asie, depuis le Maroc jusqu'à l'archipel Malais, — tandis qu'une autre partie veut, en dépit de l'Islam, rester exclusivement arabe et appelle de ses vœux l'établissement d'un gouvernement national qui appliquerait la pure législation arabe.

Bien que l'éveil de l'esprit national arabe soit dû à l'exemple et à l'influence de l'Europe, ce mouvement n'aurait peut-être pas pris la force qu'il a, si les Turcs, contre lesquels il est dirigé, ne l'avaient encouragé par leurs fautes. Depuis dix ans, le problème arabe les préoccupe. En 1905, ils ont envoyé à Beyrouth une commission d'études chargée de rendre au gouvernement un compte exact de la situation du pays. En attendant, l'émigration de la population continue et prend des dimensions alarmantes. Chrétiens et musulmans sans distinction quittent en grand nombre le pays pour s'établir en Egypte et surtout en Amérique. De là, les émigrés envoient à leurs parents et amis des lettres, des journaux et des livres qui prêchent à ceux qui sont restés au pays l'amour de la liberté. La guerre a naturellement interrompu ce genre de propagande. Mais la semence n'a pas été répandue en vain ; elle lève et elle a déjà jeté des racines trop profondes pour que ni la force ni la persuasion puissent jamais extirper la jeune plante. En Syrie, le mouvement nationaliste s'est renforcé au cours de la guerre et il est à prévoir qu'il ira *crescendo* ; en effet, les chemins de fer dont le pays a été doté le fera s'ouvrir de plus en plus aux influences extérieures propres à accélérer l'épanouissement du nationalisme. De même que, sous Alexandre le Grand, l'expansion de l'esprit

grec conquiert l'Asie à la civilisation et y fit surgir de nouveaux empires, ainsi, aujourd'hui, le contact des idées occidentales, l'exemple de l'esprit d'entreprise de l'Europe, exercent un effet stimulant sur la nation arabe.

Vouloir étouffer ce mouvement de renaissance serait folie. Les populations de la Syrie sont désormais attachées à l'Europe par des liens autrement puissants que ceux qui les unissent à leurs coreligionnaires asiatiques. Les chemins de fer, les lignes de navigation, les influences financières les font désormais graviter dans l'orbite du monde occidental.

Outre la Syrie, la domination turque s'étend sur les populations arabes de la Mésopotamie et de l'Arabie proprement dite. En Mésopotamie, le sentiment national n'est pas développé au même point qu'en Syrie. L'animosité contre des Turcs n'y est pas aussi général et les soulèvements de l'opinion se réduisent à des explosions intermittentes de mécontentement et à des révoltes de quelques chefs de tribus. Les Bédouins nomades de ce pays sont condamnés à disparaître à bref délai, car la grand'route qui va être construite entre Mossoul et Eddeïr mettra fin à leurs pérégrinations. Ceux d'entre eux qui ne voudront pas se plier à la vie sédentaire seront forcés de se retirer dans le désert de Syrie et ils y périront sans remède.

Une bonne partie de la population sédentaire de la Mésopotamie n'est pas d'origine arabe : dans le Nord, ce sont les Kurdes qui prédominent et ils y ont pour voisins des chrétiens de Syrie nommés Arams. Les Kurdes ont la réputation de vivre exclusivement de rapines et de brigandage. Mais ce genre de vie tient peut-être à la circonstance que le territoire qu'ils habitent est situé entre trois grands pays et que les guerres continuelles qu'ils sont forcés de soutenir les détournent des occupations pacifiques. Ils ne tolèrent pas le joug des étrangers ; ils n'ont pas davantage de goût pour former un système unitaire et chacune de leurs tribus tient jalousement à son indépendance. Les Turcs sont arrivés petit à petit à briser la puissance des chefs de tribus, mais ils n'y ont pas substitué un gouvernement régulier. Actuellement, le pays kurde est le théâtre de brigandages et de meurtres incessants ; l'administration jeune-turque, au lieu de mettre fin à ces désordres, semble les favoriser, en faisant du Kurdistan un lieu de déportation pour les insurgés arméniens, élément dont la présence n'est pas pour

rendre le pays plus calme. Avant cela, on était déjà obligé de protéger les habitants de la plaine, les Kourans, groupe ethnique distinct des Kurdes, mais parlant la même langue, contre les Kurdes montagnards, pour qu'ils pussent cultiver leurs terres en paix. Les soucis de la guerre n'ont pas laissé à la Sublime Porte le loisir de porter remède à cet état de choses. Ajoutons qu'il serait dangereux aux Turcs de brusquer les Kurdes et de toucher à certaines institutions traditionnelles auxquelles ceux-ci tiennent extrêmement. Jusqu'ici la publication de livres en langue kurde a été prohibée, bien que ce peuple possède une littérature assez riche. (1)

La population araméenne de la Mésopotamie, vu son caractère calme, voire phlegmatique, paraît prédestinée aux occupations industrielles. Les Juifs parlant arabe jouent un grand rôle dans le midi du pays, surtout à Bagdad : ce sont eux qui y entretiennent la vie commerciale. Les Chaldéens, les Nestoriens, Jacobites et autres débris de peuples et de sectes religieuses de la Mésopotamie ont été complètement absorbés par l'élément arabe.

\*

Pour revenir à l'Arabie proprement dite et spécialement à l'Yémen, dont nous avons déjà parlé, il faut constater que l'ordre n'a jamais pu se rétablir complètement dans ce pays, depuis la restauration de la domination turque, en 1872. Le clinquant qui s'étale dans les demeures des fonctionnaires ottomans et dans les casernes ne doit pas faire croire au bien-être de la population ; en réalité, le pays est misérable par suite des exactions auxquelles le peuple est livré. Le gouvernement turc a commis une faute en écartant du pouvoir la dynastie *zâidite*, avec laquelle il avait d'abord conclu un traité formel ; une fois que sa domination lui parut suffisamment assurée il crut pouvoir évincer cette dynastie, dont le chef, Mahmoud Yahia ibn Hamid eddin, ne manqua pas de se soulever contre les « conquérants étrangers ». Les revendications du prétendant n'ont toutefois aucun rapport avec le nationalisme arabe ; c'est une pure affaire d'intérêt personnel et familial, en faveur de laquelle on exploite le mécontentement du peuple.

(1) Zur kurdischen Literatur. (*Wiener Zeitschrift f. Kunde des Morgenlandes*, XII, p. 102).

Mais un mouvement de cette sorte peut prendre d'un moment à l'autre le caractère d'un soulèvement national. En Arabie, le danger était plus proche que partout ailleurs, à cause de la situation géographique du pays et du voisinage de l'influence anglaise.

Tous les grands conquérants de l'antiquité ont ambitionné la possession de l'Arabie méridionale : l'étendue immense de la péninsule et sa richesse merveilleuse les ont tous tentés. Depuis l'ouverture du canal de Suez, la côte occidentale de l'Arabie, l'Yémen, et le détroit où la mer Rouge débouche dans l'Océan, ont acquis une importance extraordinaire, parce que celui qui est le maître de ces contrées commande la route de l'Inde. Aussi les Anglais se sont-ils emparés d'Aden dès 1839. Ils ont fortifié la ville du côté du nord et de l'est, y ont creusé un port superbe et en ont fait une station de ravitaillement. Leur colonie d'Aden, actuellement, égale en étendue le royaume de Wurtemberg. Le plus considérable des chefs de tribus ou princes qui reconnaissent le protectorat anglais est le sultan de Lahidj, qui réside dans la ville d'Alhota.

La Sublime Porte a vu d'un très mauvais œil l'occupation anglaise, mais ses protestations ne lui ont servi de rien. Lorsque les Turcs ont voulu recourir à des moyens plus efficaces pour contrebalancer les agissements des Anglais, ceux-ci ont riposté en appuyant le cheik insurgé Mahmoud Yahia contre les armées du sultan. En 1905, les Arabes révoltés obtinrent un grand succès, à la suite duquel la ville fortifiée de Sana tomba en leur pouvoir. Mais, heureusement pour les Turcs, les tribus arabes qu'ils ont à combattre ne savent pas rester longtemps unies sous l'autorité de l'*imam* qui les conduit à la guerre ; le commandement de tarde pas à s'éparpiller entre une multitude de chefs et souvent même les tribus finissent par se diviser et par tourner leurs armes les unes contre les autres. Après la victoire remportée par les Arabes à Sana, les Turcs conclurent avec eux un traité aux termes duquel la ville devait rester au pouvoir de l'*imam* victorieux, mais il était obligé de garder les hôpitaux, les casernes, les archives et tout ce qui appartenait à l'administration ottomane. Une trêve fut conclue pour la durée d'une année entre les adversaires. Mais il faut croire que l'*imam* n'avait pas grande confiance dans la fidélité de ses troupes, car il se déclara prêt à conclure une alliance durable avec les

Turcs. A la fin de 1905, se place l'expédition mémorable d'Ahmed Faïzi pacha. Partant de Bassorah, les Turcs traversèrent hardiment le désert et, à marches forcées, atteignirent Médine, puis parurent devant Sana, où ils rentrèrent, à la grande surprise des insurgés arabes. Mais le cheik Yahia, qui commandait la révolte, trompa la vigilance du pacha et après l'avoir, par une ruse, éloigné de la ville, le battit à plate couture. Il ne put toutefois empêcher les Turcs de s'emparer de nouveau de Sana dont les habitants les pourvurent de vivres et de munitions,

Ces péripéties font voir la versatilité des Arabes, leur manque de cohésion et l'insuffisance des moyens dont ils disposent pour soutenir leurs aspirations nationales. Leur inaptitude à poursuivre de longs desseins, leur facilité à se reposer sur les succès du moment et leur promptitude à se détourner d'une affaire quand elle se révèle ardue ; enfin, la cupidité qui engendre les prévarications et l'humeur querelleuse qui est une sauce de divisions intestines sont des causes de faiblesse qui ont déjà fait échouer mainte entreprise dont le début avait été plein de promesses.

La guerre mondiale a eu pour conséquence que les Turcs ont évacué l'Arabie centrale et méridionale, résultat dû, sans doute, en grande partie aux menées britanniques. La domination anglaise aura pour effet de changer l'Yémen en un paradis terrestre, mais ce bienfait matériel n'attachera pas pour autant l'indigène au maître étranger. Comme il est arrivé en Egypte, les rigueurs de l'administration britannique et la morgue classique de John Bull provoqueront inmanquablement dans le sein de la population arabe le réveil du sentiment national. L'Islam, et le peuple arabe en particulier, a beau avoir connu, sous le régime anglais, des jours meilleurs que du temps même de la splendeur des califes. Cela n'empêche pas que ce même régime est le plus actif fomentateur de l'esprit d'indépendance chez les peuples qui lui sont soumis, et cela tout d'abord parce que les Anglais, pour rendre ces peuples dociles à leurs desseins, ont commencé par flatter en eux les instincts d'émancipation.

Chez les Arabes restés sujets des Turcs, le sentiment national, déjà excité par le progrès intellectuel et matériel, prendra tôt ou tard une tendance politique agressive, visant à la réunion, sous un gouvernement national, de toutes les populations parlant l'arabe, sans distinction de races ni de



religion. Quand la littérature arabe sera devenue le porte-parole de ces aspirations, nul contrôle, nulle compression n'en pourront plus enrayer l'élan.

La cause nationale arabe a franchi une puissante étape au cours de la guerre actuelle par l'arrachement de l'Arabie et de l'Égypte au giron ottoman. Appelés à vivre sous un régime chrétien, les Arabes de ces pays se trouveront dispensés d'aider à la réalisation des visées panislamistes. Ils auraient reculé, peut être, devant la perspective de se soulever contre le chef des croyants ; mais quand l'heure viendra de prendre les armes contre un maître étranger et infidèle, leur conscience sera à l'aise, car ils ne feront qu'accomplir un devoir religieux en même temps que national.

Les Turcs qu'inquiète la poussée nationaliste qui se produit chez les Arabes, doivent se souvenir qu'un accès aigu de nationalisme ottoman a donné le signal de l'ère des réformes en Turquie. Dans l'ivresse de leurs premiers succès, les Jeunes Turcs se sont laissé suggestionner par l'idée de la suprématie ottomane. Il a fallu le désastre de la guerre balkanique pour faire revenir à une plus juste notion des choses les théoriciens de Constantinople. Qu'ils songent donc que le sentiment national arabe s'abreuve à la même source d'où a jailli naguère le nationalisme touranien, arboré avec tant d'enthousiasme par les réformateurs ottomans. Dans l'intérêt de son avenir et de son relèvement économique, la Turquie doit s'efforcer de créer une harmonie paisible parmi les différentes nationalités. Ce sont surtout les territoires habités des Arabes qui doivent être rattachés plus étroitement à l'Empire ottoman par des liens d'une autonomie bien organisée.

Dr. JULES GERMANUS.

---

## L'IDÉE DÉMOCRATIQUE DANS L'ALLEMAGNE EN GUERRE

---

Quand on voudra se mettre, un jour, à écrire une histoire sérieuse de la présente guerre, on s'apercevra que cette histoire se compose de plusieurs histoires particulières. Celui qui entreprendra ce labeur se trouvera en présence d'un écheveau embrouillé de faits, d'un enchevêtrement de causes qu'il s'agira de démêler, de manière à saisir à son point de départ et à suivre à travers l'entrelacement des péripéties chacun des fils conducteurs des événements. Tel fait qui, à nos yeux, tient une place considérable dans la genèse du drame, perdra alors les proportions que notre illusion lui avait prêtées et ne sera plus, pour l'historien, qu'un épisode secondaire ; tel idéal dont on aura fait pompeusement parade devant nous sera irrespectueusement remis parmi les oripeaux de théâtre. Beaucoup de choses et beaucoup de mots auxquels on attache en ce moment un grand prix tomberont dans le dédain, comme une monnaie qui n'a plus de cours ; l'abus qu'on en a fait et les déceptions que nous avons eues à leur sujet leur auront fait perdre tout leur crédit.

En effet, quelle est l'idée morale ou politique qui n'ait pas été la proie des jongleurs et des charlatans, dont on ne se soit pas servi comme d'attrape-nigauds et qui n'ait pas subi les déformations les plus extravagantes de la part de ces officines de propagande qui ont mission de préparer la pâture quotidienne de l'opinion publique ? Nous en aurons l'estomac abîmé, de cette nourriture frelatée, et déjà il se refuse à se laisser tenter par les aliments sophistiqués ou dénaturés qu'on lui présente, et il est

comme un de ces princes que la crainte d'être empoisonnés tenait dans des transes perpétuelles et qui ne savaient plus quelle espèce de nourriture prendre pour être sûrs de n'être pas victimes d'un attentat.

Le grand courant intellectuel que nous appelons du nom de « démocratie » aura-t-il le sort de tant de choses qui n'eurent qu'une vogue éphémère et dont l'opinion, promptement désabusée, s'est détournée sans retour ? Ou, au contraire, comme notre pressentiment nous le dit, une destinée meilleure lui est-elle réservée et la démocratie, sainement entendue, sera-t-elle un gain définitivement acquis à la société, et qui la dédommagera des souffrances de cette guerre ? Il n'y a pas d'idéal politique dont on nous ait davantage rebattu les oreilles, qui ait fourni le thème de plus de mensonges, dont on ait tiré davantage parti comme appât tendu aux simples, que celui-là. Mais à la différence d'autres idées que d'habiles prestidigitateurs ont mises quelque temps à la mode à la faveur des circonstances qui leur donnaient une apparence de vérité, l'idéal démocratique a jailli spontanément du tréfonds des événements. Il est, en effet, impossible de ne pas apercevoir que la conception de la vraie démocratie se dégage d'elle-même des faits prodigieux qui s'accomplissent, tandis que la fausse démocratie est chaque jour davantage discréditée.

L'idée démocratique est apparue devant nos yeux, dans la grande révolution russe, avec des proportions gigantesques. L'avenir nous fera voir quelles conséquences ce bouleversement prodigieux aura pour les autres pays. Ce n'est pas cependant à St-Pétersbourg, dans les mémorables journées de mars 1917, que l'idée démocratique a pris pour la première fois son essor pendant cette guerre. C'est en Allemagne, dans les grandes journées d'août 1914, que s'est produit le profond tressaillement qui annonçait la naissance d'un ordre de choses nouveau. C'est le peuple allemand qui a eu, le premier, l'intuition du grand changement qui allait s'opérer sous l'effet de la catastrophe européenne. La majorité du peuple allemand salua le tocsin qui l'appelait aux armes comme le glas de la tyrannie tsariste,

dont le cauchemar pesait sur le monde ; tout au moins comprit-elle qu'il s'agissait de défendre la civilisation allemande, qui repose sur le principe de la liberté, contre le danger d'une victoire de l'autocratie russe. Qu'on n'aille pas dire qu'il y a eu là une manœuvre du gouvernement allemand, Rien de pareil n'a eu lieu. Le gouvernement n'a eu qu'à constater la disposition de l'esprit public et à en tirer parti, comme il était légitime, au profit de la défense nationale. C'est le bon droit de tout gouvernement qui se trouve dans la nécessité d'appeler le peuple à la guerre. Il n'y a crime que lorsqu'un gouvernement spéculé sur tel ou tel courant d'opinion pour ourdir une menée belliqueuse. Mais qui donc, en Allemagne, aurait osé compter sur une explosion semblable du sentiment populaire à l'égard de l'absolutisme tsariste ? Personne ne pouvait en avoir le soupçon. Ce fut une révélation soudaine de l'âme populaire, tout à coup jetée dans l'atmosphère révolutionnaire de la guerre. C'est dans ces dispositions que l'Allemagne entra en campagne, les voiles gonflées par un vent d'orage démocratique.

Ceci pour ce qui regarde la politique extérieure. En même temps — et c'est là le plus important — un grand souffle d'égalité et de fraternité traversa la nation allemande. Et c'est pourquoi le mot de l'empereur : « Je ne connais plus de partis, je ne connais plus que des Allemands » rencontra un écho si enthousiaste. Ce mot avait jailli du sentiment de solidarité qui venait de confondre toutes les classes de la société en une seule. Il avait répondu à un instinct de l'âme populaire qui s'était fait jour sous la menace du danger. Le sentiment exista avant que l'empereur l'eût si heureusement formulé. La parole du souverain contenait beaucoup plus que la simple idée de la concorde civile, de l'union sacrée ; elle renfermait en germe toutes les aspirations démocratiques qui allaient peu à peu prendre corps et revêtir des formes concrètes.

Pour bien comprendre l'essor de l'idée démocratique en Allemagne, il faut considérer que, nonobstant son esprit de discipline, le peuple allemand a été de tout temps un peuple d'individualités hardies, qu'il est beaucoup moins figé dans la tradition que les peuples occidentaux,

qu'il est moins qu'eux sujet aux suggestions collectives ; enfin que, dans le fond de son tempérament, il n'est point conservateur, mais montre, au contraire, un esprit remarquablement libre d'idées préconçues. Cette constatation est importante, car, rapprochée du phénomène de l'éveil de la pensée démocratique en Allemagne, elle atteste la sincérité et la profondeur de ce mouvement. Ajoutons que nulle part les mots à panache n'ont moins de succès qu'en Allemagne. L'Allemand n'attache aucun prix aux formules sonores inscrites au frontispice des édifices publics et des églises. La trilogie sacrée de la Révolution française : Liberté, Egalité, Fraternité, ne lui dit rien, comme décor mural. Mais vienne le moment où l'Allemand sent que l'idée exprimée par ces trois mots répond à un besoin pratique, alors la formule prend pour lui un sens vivant et il aspire à la réaliser.

Cela explique pourquoi le peuple allemand s'est peu préoccupé de démocratie jusqu'à la guerre, malgré son goût naturel pour la liberté. La démocratie, à ce moment, apparaissait comme un objet décoratif bon à conserver sous vitrine. Cela ne pouvait susciter aucun engouement. Mais quand retentit le cri d'angoisse de la patrie en danger, le peuple allemand se rendit compte d'emblée du service que cet idéal politique pouvait lui rendre. L'objet de luxe d'hier devenait un objet d'utilité domestique, un outil de travail approprié à la rude besogne qui s'annonçait. Le peuple allemand possédait déjà toutes les institutions dont il avait reconnu la valeur pratique et la nécessité pour les circonstances normales de la vie nationale : une justice impartiale et non point organisée pour la défense des privilèges capitalistes ; une législation sociale protégeant efficacement le monde du travail ; un système électoral démocratique pour la nomination du Parlement impérial, et le droit de collaborer pour une part essentielle à la confection des lois, dont beaucoup peuvent passer pour exemplaires. Maintenant, la catastrophe soudaine qui s'abattait sur la nation et la perception simultanée des fautes commises donnaient au peuple allemand le sentiment qu'il devait désormais mettre lui-même la main à la conduite de ses destinées. La question

de la guerre et de la paix, celle des relations avec les peuples étrangers, le vaste problème de la réorganisation du monde bouleversé, sur tous ces sujets de préoccupation, le peuple a revendiqué le droit de se faire entendre : il a obtenu partiellement gain de cause.

Ce qu'on vient de dire du peuple est vrai également du gouvernement. Lui aussi a reconnu, bien qu'à contre-cœur, peut-être, que la terrible expérience de la guerre rendait inévitables certaines innovations qui n'avaient pas paru indispensables jusqu'alors, que même on avait tenues pour inopportunes, mais dont la nécessité s'apercevait maintenant tous les jours.

La postérité n'oubliera jamais que ce fut le mérite de M. Bethmann-Hollweg d'avoir compris l'âme populaire et annoncé les temps nouveaux qui se levaient. Le mérite est d'autant plus grand que rien, dans le passé de cet homme d'Etat, ne l'avait préparé à pareil rôle. Il ne lui a pas été donné d'entrer dans la terre promise, avec le peuple qu'il avait conduit à travers le désert ; mais du haut de la montagne, son regard en contemple la perspective.

Au milieu des péripéties de l'ardente lutte intérieure dont l'Allemagne offre le spectacle depuis le moment où M. Bethmann-Hollweg a inauguré la nouvelle orientation politique, luttés qui accompagnent fatalement toute évolution de ce genre, l'idée démocratique n'a pas discontinué sa marche victorieuse. Le principe est posé. D'importantes réalisations sont acquises. La constitution du nouveau ministère impérial et du cabinet prussien présidés par le comte Hertling, le projet de réforme électorale prussienne et surtout la collaboration effective de la représentation nationale et du gouvernement dans les questions de politique extérieure, telle qu'elle s'est manifestée par la résolution du Reichstag du 19 juillet 1917, par la réponse à la note du Pape et par les conférences tenues au sujet des négociations de Brest-Litovsk, sont autant de jalons qui marquent la direction ascensionnelle du mouvement. Ce serait une erreur de tenir certains contre-courants qui ont leur source dans des milieux étrangers et hostiles au Parlement, comme l'indice ou la preuve d'une réaction.

Tous les éléments de la nation doivent pouvoir exercer leur part d'influence sur les destinées du pays ; exclure tel ou tel élément, parce qu'il ne comptait pour rien avant la guerre, n'ayant pu faire valoir sa compétence dans les élections au Reichstag et dans les comités électoraux, ce serait faire violence à la liberté populaire. Mais ce n'est pas à l'intérieur que s'est rencontré le plus grand ennemi de cette liberté. Le coup le plus funeste lui est venu de l'étranger ; il lui a été porté par les gouvernements ennemis, et surtout par le président Wilson. En effet, l'Entente, en annonçant qu'elle se servirait de la victoire qu'elle escompte pour imposer à l'Allemagne un régime démocratique, a fait apparaître que, dans son calcul, une Allemagne démocratisée serait une Allemagne dépouillée de sa force militaire ; l'avènement de la démocratie en Allemagne supposait ainsi, d'après nos adversaires, notre défaite préalable. La démocratie allemande repousse avec indignation l'aide honteuse qu'on lui propose ; elle ne veut pas avoir l'ennemi pour allié ; elle veut pour allié le gouvernement allemand. On ne pouvait la compromettre plus funestement qu'en affichant à son égard pareil patronage. Le président Wilson s'est rendu compte depuis lors qu'il avait commis un impair ; son message de janvier 1918 montre un changement de tactique.

Une autre cause de discrédit qui menace non moins dangereusement les espérances de la démocratie allemande, c'est le triste déclin où est tombé le principe démocratique dans les pays de l'Entente et le spectacle de la lutte que les démocraties occidentales ont engagée contre la démocratie russe. Dès avant la guerre, la cause démocratique a souffert, en Allemagne, du mauvais exemple qu'offrait la France. Il est facile de concevoir que les errements du radicalisme français, l'abâtardissement du régime républicain changé de plus en plus en une oligarchie, les allures despotiques des comités de partis disposant souverainement des grandes fonctions de l'Etat, n'étaient pas propres à donner une haute idée de la démocratie et à faciliter la tâche de ses partisans en Allemagne. Beaucoup de démocrates allemands avancés, après un séjour de quelque durée à Paris, étaient revenus dégoûtés

de la politique. D'autres, qui s'imaginent à tort que c'est en France qu'il faut aller chercher des leçons, étaient déconcertés en voyant la campagne menée contre le Parlement par les journaux réactionnaires et par la presse dite modérée, par exemple, par l'*Action Française*, le *Figaro*, la *Liberté*, le *Temps*. Mais ce qui, par dessus tout, produisait un effet déplorable, c'était le spectacle de l'impuissance et de la stérilité des prétendues démocraties occidentales dans le domaine de la politique sociale et fiscale, où elles se montraient incapables de réaliser les *desiderata* les plus essentiels de la démocratie. Quelle ironie de constater que l'Allemagne les dépassait toutes de loin sur ce terrain !

Même constatation en ce qui concerne la politique extérieure : aucun Etat à forme démocratique ne pouvait passer pour devoir à ses institutions une supériorité dans le domaine diplomatique. En France comme en Angleterre, la politique étrangère était faite en dehors de tout contrôle de l'opinion, de toute collaboration du Parlement. Avec cela, le seul succès dont elle pût se targuer était d'avoir aidé à affermir la réaction russe ! Le septennat de M. Delcassé n'est-il pas le plus éclatant exemple d'une méthode de gouvernement antidémocratique dans un pays à régime parlementaire ?

Malheureusement, le formidable événement de la guerre n'a point provoqué dans les pays occidentaux la même évolution qu'en Allemagne. Il est même piquant de constater la retenue que la presse de l'Entente s'est imposée dans la question de la démocratie, pendant la phase de la guerre qui a précédé la révolution russe. Cette retenue était commandée, sans doute, par un sentiment de convenance à l'égard du gouvernement tsariste ; mais elle était aussi l'effet d'un calcul de prudence : l'Entente avait le plus grand intérêt au maintien du régime autocratique russe et elle ne redoutait rien tant qu'un mouvement populaire susceptible de l'ébranler. Trotzky a fait la preuve que les chefs socialistes français s'étaient employés de toute leur force à empêcher qu'il ne se produisît en Russie une action dirigée contre le tsarisme. Aussi les propagandistes de l'Entente durent-ils, en fait



de manifestations démocratiques, se borner à exploiter le thème du militarisme allemand, en brochant là-dessus des variations connues et qui sont un travestissement de la réalité.

On se rappelle la méprise de l'opinion publique dans les pays de l'Entente au sujet du caractère de la Révolution russe : on crut d'abord à une révolution bourgeoise et on pensa que ses auteurs allaient se servir de l'idée démocratique comme d'excitant belliqueux. Aussi la chute du tsarisme, de même que l'entrée en guerre de l'Amérique, fournirent-elles le sujet de mainte déclamation sur « la lutte pour le triomphe de la démocratie ». Mais quand la seconde révolution russe vint ruiner les espérances qu'on avait mises dans la première, ce fut un tollé dans le camp de l'Entente contre l'ancien allié. Tous les vœux de la France et de l'Angleterre furent pour la contre-révolution et l'on se mit en devoir de soutenir par tous les moyens les amis du régime déchu, pour les aider à culbuter le nouvel ordre de choses et à rétablir le tsarisme.

L'idée démocratique gagnait-elle du moins du terrain dans la politique intérieure des pays ententistes ? Bien au contraire ; on pouvait suivre de jour en jour les phases de son déclin. L'Angleterre se transforme en Etat militariste et la liberté d'opinion n'y fut bientôt plus qu'un souvenir : toute tendance politique qui ne portait pas l'estampille officielle fut l'objet d'une impitoyable répression.

En France, toute la vie nationale fut dirigée d'après l'unique point de vue de la guerre. M. Clemenceau n'inventa rien en fait de bâillonnement de l'esprit public. Bien avant lui, il ne fut plus permis de penser autrement que ne le voulait le pouvoir. La liberté de la presse et de la parole n'a été nulle part plus radicalement étouffée que dans la République française. Il y a eu en Allemagne un cas Liebknecht ; en France, il y en a eu des centaines et combien plus criants ! Le plus imperceptible signe de lassitude, la plus timide plainte sur les horreurs de la guerre encourent en France les foudres de la justice. L'opinion publique a cessé d'exercer la moindre influence sur

le cours de la politique : ni la presse, ni les assemblées, ni les salons n'ont plus d'action. Par le système des séances secrètes du Parlement, le peuple se trouve exclu des débats dans lesquels son sort se décide ; le Parlement, à son tour, est tenu à l'écart du gouvernement par la pratique des traités secrets, par lesquels la France assume à son insu des engagements qui l'entraînent à une prolongation indéfinie de la guerre. En somme, depuis l'ouverture des hostilités, le peuple français vit sous le régime de la dictature ; M. Clemenceau n'a fait que porter la dictature au plus haut degré de puissance qu'elle ait atteint jusqu'ici. Le monde n'est plus au courant de ce qui se passe en France et la France ne sait presque plus rien de ce qui se passe dans le monde. Une poignée d'hommes commandent ce peuple qui perd son sang à flot depuis quatre ans.

En Amérique règne un président investi de pouvoirs presque discrétionnaires. En Italie, un semblant de régime parlementaire subsiste encore ; mais le risque est réduit au minimum pour le gouvernement, qui tient la frontière hermétiquement fermée aux nouvelles de l'extérieur.

L'essence de la démocratie, c'est que le peuple dirige lui-même ses destinées en pleine connaissance de cause. On doit convenir que ce n'est pas tout à fait le cas des peuples de l'Entente.

On comprend à la rigueur l'attitude des gouvernements qui agissent ainsi avec leurs peuples sous l'aiguillon de l'intérêt du moment ; ce qui déconcerte, par contre, c'est le spectacle que donnent ces peuples eux-mêmes. Comment le principe démocratique a-t-il pu subir pareille éclipse dans la conscience des masses ? D'ordinaire, ni la pression officielle si puissante qu'elle soit, ni la crainte de la répression, ni la perspective des tribunaux militaires, ni la menace des travaux forcés, ni même celle de la peine capitale ne sont capables d'étouffer totalement le sentiment de la liberté. Au contraire. Or, nous voyons dans les nations occidentales, et surtout en France, l'arbitraire gouvernemental et la dictature militaire s'exercer sans qu'on aperçoive le moindre signe d'une réaction d'en bas, comme il serait logique qu'il s'en produisît. La cause de cette passivité étrange est la même que celle qui ex-

plique l'indifférence ou la résignation constatée chez les peuples de l'Entente à l'égard de la politique extérieure de leurs gouvernements : on a oblitéré la conscience de ces peuples en leur insufflant la haine et en les saturant de mensonges. Le peuple allemand n'a eu qu'un accès passager d'anglophobie, aujourd'hui oublié. A part cela, il est resté sans haine à l'égard de ses adversaires et aucune campagne n'a été faite pour exciter en lui pareil sentiment. Bien loin de là. Nous savons, par exemple, que les autorités allemandes, sans parler d'un grand nombre de journaux dont la modération est remarquable, sont intervenues fréquemment pour réprimer les écarts d'un patriotisme mal entendu qui se portait à des excès de parole à l'égard de l'ennemi. Plus encore : on sait que la censure allemande a toujours laissé les journaux rendre librement compte de tout événement important concernant l'ennemi ; que toute manifestation politique de tribune ou de presse qui s'est produite dans le camp adverse, tout bulletin ennemi sur les opérations de guerre ont pu être publiés sans entrave en Allemagne, de sorte que le peuple allemand est tenu au fait des événements extérieurs presque aussi complètement qu'en temps normal. Quelles informations un citoyen américain, un citoyen anglais ou un citoyen français peut-il se procurer, par contre, sur l'Allemagne ? En Amérique, en Angleterre, en France surtout, c'est le régime de l'ignorance délibérément entretenue par la volonté du gouvernement ; pis encore, c'est le régime de la tromperie organisée ; c'est la culture systématique de la haine inoculée et attisée par les pouvoirs publics ; c'est l'excitation méthodique du mépris à l'égard de l'adversaire. Voilà le traitement auquel est soumise l'opinion publique dans les pays occidentaux et le peuple français est celui auquel ce traitement est appliqué à doses les plus massives. On a jeté ce peuple et ses alliés dans un état d'hallucination où ils s'imaginent que la guerre doit inexorablement être poursuivie jusqu'à la victoire ou à l'anéantissement et où ils font litière de toute autre préoccupation : ni les libertés publiques ni aucun autre intérêt de la nation ne comptent plus pour rien. Les gouvernements des Etats de l'Entente ont étouffé le sentiment de la démocratie dans la conscience

de leurs peuples par les mêmes moyens qu'ils ont employés pour faire durer la guerre.

Cet ensemble de circonstances n'était rien moins que favorable à l'essor de la démocratie en Allemagne. Voyons tout d'abord quel fut l'effet de la Révolution russe.

Ainsi que nous l'avons dit au début de cette étude, le fait que l'Allemagne était en guerre avec le tsarisme fournissait à l'idée démocratique un merveilleux tremplin. Ce n'était plus simplement un gouvernement ennemi que l'on combattait ; c'était un système politique, dénoncé comme un danger pour tout l'univers. La cause de la démocratie gagnait en prestige chez nous, autant qu'elle avait souffert dans les Etats occidentaux du fait de l'alliance avec l'autocratie russe. Quand vint l'heure de l'affranchissement du peuple russe, le mouvement démocratique battait son plein en Allemagne. La chute du régime tsariste lui valut de prime abord un surcroît de popularité ; d'une part, en effet, le triomphe des idées nouvelles en Russie, d'où elles retentissaient à travers le monde, ne pouvait manquer son effet d'entraînement sur l'opinion ; de l'autre, la disparition du pouvoir autocratique faisait concevoir aux démocrates allemands l'agréable espérance d'une prompte conclusion de la paix et d'un rapprochement avec la démocratie russe. Du même coup, la Révolution russe rendait de plus en plus difficile la position de la minorité réactionnaire d'Allemagne. Tout d'abord ce parti se trouvait désormais isolé et perdait l'appui moral que lui fournissait l'existence du régime absolutiste russe. Ensuite, deux arguments importants lui étaient enlevés : il ne pouvait plus désormais alléguer le péril russe pour dire qu'il fallait que l'Allemagne conservât les institutions qui étaient la garantie de sa sécurité, et il n'avait plus la ressource, pour écarter les propositions de réformes politiques, de faire valoir combien les institutions allemandes étaient libérales en comparaison du régime russe. L'effondrement du tsarisme, en faisant naître l'espoir d'une amitié durable entre l'Allemagne et la Russie et en donnant à la démocratie russe la possibilité de faire ses preuves de sagesse politique, était donc d'un bon augure pour l'essor de l'idée démocratique

en Allemagne ; cet événement paraissait notamment devoir faciliter au gouvernement la réalisation de son programme de réformes dans l'empire et en Prusse.

Malheureusement, le cours que prit la Révolution russe vint bientôt troubler les calculs des amis de la démocratie. Le spectacle de la décomposition intérieure de l'empire russe — décomposition qui était, il est vrai, un effet de la mauvaise administration tsariste — ; l'allure chauvine et les tendances impérialistes imprimées à la politique russe par le cabinet Lwoff-Milioukoff ; la reprise des opérations de guerre par Kerensky ; enfin, les mesures antidémocratiques de l'un et l'autre gouvernement firent éprouver une rude déception à ceux qui avaient salué avec une si vive espérance l'aurore de la liberté venue éclairer les anciens sujets du tsar.

La nouvelle république russe avait déjà bien perdu de son prestige, quand Lénine et Trotzky arrivèrent au gouvernement avec le programme de paix que l'on connaît. C'était, cette fois, la véritable démocratie qui s'asseyait au pouvoir. Malheureusement, le désenchantement fut aussi prompt que la première fois. La teinte socialiste extrême qu'arbora le nouveau régime ; la politique qu'il adopta à l'égard des nationalités ; le système absolutiste de gouvernement de Lénine et de ses amis, qui se proposaient bien, sans doute, de réaliser les vœux de la démocratie, mais en ayant recours à des méthodes qui n'avaient plus rien de commun avec les principes démocratiques : tout cela était fait pour donner des arguments aux adversaires de la démocratie et pour ôter toute envie aux démocrates allemands de se targuer de l'expérience russe. Bien entendu, on ne prétend pas, ici, juger la conduite des chefs de la démocratie russe du point de vue interne et l'on ne songe point à contester les nécessités avec lesquelles ils se sont trouvés aux prises. Il convient, en outre, de remarquer que la Russie nouvelle n'est pas encore arrivée au terme de son évolution et que, par conséquent, il serait prématuré de porter sur elle un jugement définitif. Notre rôle, en ce moment, se borne à constater, au vu du résultat provisoire des événements de Russie, que si ces événements ont favorisé par certains

côtés le mouvement démocratique allemand, ils n'ont pas été sans lui nuire par d'autres côtés ; que le seul gain tangible que le bouleversement russe ait procuré à l'idée démocratique est la disparition du tsarisme et que, en définitive, les amis des libertés populaires en Allemagne doivent compter surtout sur eux-mêmes et fonder leurs espérances sur l'éveil du sentiment démocratique dans la conscience de la nation, éveil qui a précédé de longtemps la Révolution russe.

Que peut-on augurer de l'avenir réservé à l'idée démocratique en Allemagne et dans le reste du monde, après le rétablissement de la paix ? A notre avis, en mettant à part la Russie, c'est en Allemagne qu'est le foyer le plus vivant de l'idée démocratique. Cette affirmation paraîtra paradoxale aux esprits superficiels qui jugent de tout d'après la forme extérieure et qui ne veulent pas se donner la peine de regarder au fond des choses. Nous la maintenons cependant. En effet, le mouvement démocratique allemand a jailli de la conscience nationale, sous le choc de la guerre, avec une spontanéité révolutionnaire. Il a triomphé des plus vives résistances intérieures ; il a soutenu victorieusement l'épreuve dangereuse de la méfiance qu'appelait sur lui la propagande ennemie en faveur de la démocratisation de l'Allemagne ; il s'est affermi, quoiqu'il eût contre lui le fait, profitable à ceux qui le combattaient, de la faillite de la démocratie dans les pays de l'Entente et de l'hostilité de celle-ci contre la jeune démocratie russe ; il a gagné la confiance de l'opinion, enfin, en dépit des motifs de défaveur qu'on pouvait alléguer en citant le mauvais fonctionnement de la machine gouvernementale et militaire dans les Etats ententistes à système démocratique et en dépit du désarroi dans lequel la lutte pour la liberté avait jeté la Russie. L'essor de l'idée démocratique en Allemagne n'apparaîtra dans toute sa puissance qu'après la guerre. On est en droit d'espérer que, une fois disparues les prétendues nécessités de guerre dont les gouvernements des puissances occidentales se prévalent pour tenir en échec les libertés publiques, le sentiment de la souveraineté populaire se réveillera dans ces peuples et qu'ils éprouveront le besoin

de demander des comptes à ceux qui ont abusé du blanchiment de la nation pour prolonger inutilement la guerre. Si la Russie réussit à surmonter la crise d'anarchisme actuelle, la grandiose démonstration qu'elle aura fournie sera acquise en faveur du principe démocratique.

Enfin, un résultat capital sera celui-ci : le monde, en s'inclinant devant la véritable démocratie, saura la distinguer de ce qui n'en est que la contrefaçon. Trop longtemps on a abusé du nom de démocratie pour en décorer des régimes politiques où règne, sous cette fausse enseigne, la dictature d'un parti ou une dictature parlementaire. Le peuple allemand n'éprouve aucune tentation de reproduire chez lui pareille caricature de la liberté et de la souveraineté populaire. Pour s'en préserver, il faudra qu'il donne une forme de vie nouvelle au principe démocratique. Le règne de la majorité n'est pas tout, en effet ; ce n'est même qu'une garantie illusoire ; car un tyran, qu'il soit prince ou avocat, saura toujours se servir des pleins-pouvoirs que lui aura conférés une majorité moutonnaire, pour gouverner contre les intentions du peuple. Le peuple allemand devra veiller à ce que l'Etat populaire soit dirigé par les meilleurs et les plus capables, et non par ceux qui ont le plus de rouerie et de faconde. Il comparera les grands et précieux enseignements de son histoire avec les déplorables expériences des Etats occidentaux et de la Russie et saura tirer de son propre fonds les formes politiques qui seront l'expression sincère du principe démocratique, formes que les autres grands peuples n'ont pas su trouver.

La réalisation de ces espérances dépend d'une condition : il faudra préalablement réorganiser de fond en comble le système des relations d'Etat à Etat. Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître qu'il y a corrélation entre la marche des rapports internationaux et la situation intérieure des Etats. Mais on s'imagine à tort que c'est la politique intérieure des peuples qui réagit sur la politique extérieure des gouvernements. C'est le contraire qui est vrai. La vie interne des nations est sous l'influence des conjonctures internationales. Il n'y a pas de progrès interne possible pour un peuple tant

qu'il est dans l'appréhension de complications extérieures. Ce ne sera donc que lorsqu'on aura posé les conditions d'une cohabitation paisible des nations qu'on pourra voir se produire le réveil du sentiment de la liberté chez les peuples qui, sous l'effet de l'apeurement produit par le danger extérieur, ont refoulé cet instinct de la liberté et abdiqué le droit de diriger eux-mêmes leurs destinées. Le sort de l'idée démocratique dépend en conséquence des clauses du traité de paix qui mettra fin à la guerre : ce traité sera un arrêt de vie ou de mort pour la démocratie.

Dr. MAX BEER.



---

## L'ÉMIGRATION HONGROISE

---

L'émigration hongroise pour les pays d'outre-mer a pris des proportions de plus en plus fortes pendant les dernières décades du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1901, l'auteur de ces lignes a porté à la tribune de la Chambre des députés la question de l'émigration pour appeler l'attention du gouvernement sur les pertes que faisait ainsi la nation hongroise ; il a présenté des propositions en vue d'une réglementation légale de l'émigration, réclamant en particulier l'institution d'un contrôle sévère et insistant sur les mesures qu'il y aurait à prendre pour supprimer, pour autant que cela dépend de nous, les causes de l'exode de la population.

La statistique de 1900 accusait un chiffre de 54.767 émigrants hongrois ; en 1901, le nombre fut de 71.474 ; en 1902, 91.762 personnes quittèrent la Hongrie. En 1903, avant qu'entrât en vigueur l'article IV de la loi, le chiffre des émigrants s'éleva à 119.944. A l'heure actuelle, le dixième environ de la nation hongroise est fixé aux Etats-Unis et au Canada. Un des devoirs les plus graves et les plus urgents du législateur est d'aviser aux moyens de faire rentrer en Hongrie cette masse énorme d'exilés volontaires ; il faut que toute cette population industrielle, travailleuse, douée d'excellentes qualités, soit attirée de nouveau aux foyers qu'elle a quittés ; pour cela, une grande œuvre législative et sociale est à faire ; il s'agit de procurer à ces centaines de milliers de compatriotes les moyens de gagner leur existence dans leur pays ; de faire en sorte qu'ils s'y plaisent, qu'ils y voient leur avenir et l'avenir de leurs familles assuré et qu'ils n'aient plus jamais la tentation de reprendre la route de l'étranger. Cela peut-il se faire ? Je le crois.

L'accroissement formidable de l'émigration hongroise est la résultante de deux causes principales : la plus décisive gît dans le fait qu'il est plus facile de gagner, sa vie dans les pays d'outre-mer qu'au pays natal. Je ferai abstraction dans cet article d'autres causes accessoires, telles que le manque intermittent de travail, les conjonctures locales défavorables, le recrutement intéressé des émigrants. Je m'en tiens à la cause principale que je viens d'énoncer et je constate, à l'appui de mon affirmation, que les Hongrois immigrés aux Etats-Unis ont envoyé à eux seuls au pays, en certaines années, des sommes variant de 300 à 360 millions de couronnes, comme produit de leurs économies. Cet argent était destiné en grande partie à éteindre des dettes et à acheter des terres.

La cause d'émigration que je viens d'indiquer cessera toutefois d'exercer ses effets dorénavant pour un temps probablement assez long, parce que les salaires payés en Hongrie ont éprouvé, du fait de la guerre, une hausse considérable. Notre agriculture aussi bien que notre industrie encore débutante seront vraisemblablement longtemps encore en mesure de bien rémunérer la main-d'œuvre, ce qui fera revenir au pays une partie de nos émigrés. Les amères expériences qu'ont faites en Amérique et au Canada nos compatriotes que la guerre a trouvés établis sur la terre ennemie, retiendront certainement dans la patrie ceux qui auraient pu avoir l'idée d'aller chercher fortune de l'autre côté de l'Océan. Et même, après la guerre, il n'y aura pas assez de tonnage pour ramener la foule des émigrés pris d'une envie irrésistible de retour au pays des aïeux.

La seconde cause majeure de l'émigration est la rareté du sol accessible au paysan ambitieux de devenir propriétaire. On trouvera une étude détaillée de ce sujet dans un article intitulé : *Amerikakrise und Bodenreform in Ungarn*, paru dans la livraison du 13 avril 1917 de la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte*. On a porté quelque remède à ce triste état de choses au moyen de la loi sur le parcellement du sol ; l'Etat a fondé, pour favoriser la formation de la petite et moyenne propriété, la Banque altruiste. Mais cette action devra être développée et mise sur un pied beaucoup plus vaste. Il s'agit de remplir le vœu le plus ardent du paysan hongrois qui dispose

d'un capital suffisant pour s'établir, mais qui ne peut satisfaire son désir, parce qu'il ne trouve pas de terre à acheter. On obtiendra ainsi une meilleure distribution de la propriété agraire, ce qui aura pour conséquence le perfectionnement de l'exploitation du sol et l'accroissement de la production. Ce sera là notre principale ressource pour faire face aux charges effrayantes de la guerre. La race hongroise est une race d'agriculteurs; elle doit revenir à la terre.

Nul doute que l'application des grandes mesures que le corps législatif et le gouvernement ont inscrites dans leur programme et que le redressement des graves inconvénients actuels par le moyen du parcellement et de la colonisation n'aient pour effet de déterminer le retour au pays d'une grande partie de nos compatriotes établis outre-mer. Nous disposons d'étendues considérables d'un sol d'excellente qualité pour la multiplication de la petite propriété et la colonisation. La propriété foncière des villes et des communes est celle à laquelle on songe tout d'abord, tant en raison de ses dimensions et de sa répartition qu'en égard au fait que l'exploitation et le rendement en laissent fort à désirer. La superficie totale de ces biens approche de 5,600.000 arpents. 131 villes et communes sont propriétaires de domaines dont la superficie varie de 6000 à 100.000 arpents; 220 villes ont des biens-fonds dont l'étendue varie de 1000 à 6000 arpents. Dans cette catégorie rentrent les copossessorats, dont l'ensemble des biens forme un total de 320.000 arpents. Mais, en outre, la majorité du haut clergé catholique est disposée à mettre en vente une partie des biens d'Eglise et à favoriser, dans un esprit patriotique, la saine ambition de notre peuple d'être associé à la possession du sol, en introduisant le système du bail perpétuel. De très grandes portions de propriété foncière pourraient ainsi être mises à la disposition des paysans, car les terres placées sous l'administration des évêchés forment une étendue d'environ 700.000 arpents, celles des chapitres cathédraux représentent une superficie de 486.000 arpents, et les biens de main-morte, plus de 1,600.000 arpents. La grande propriété rurale appartenant à la catégorie des fidéicommiss et autres



institutions analogues, et qui n'embrasse pas moins de 2,350.000 arpents, supporterait également de bon gré une aliénation partielle, afin de coopérer à la formation de petits domaines; une part du produit de ces ventes servirait à réduire les dettes dont elle est chargée; une autre part trouverait son emploi dans des placements qui favoriseraient une exploitation plus intensive et plus rémunératrice des terres.

La population agricole de la Hongrie se distingue par sa sobriété et son esprit d'économie; elle a réalisé pendant la guerre des profits notables. Nos compatriotes d'Amérique ont accumulé, de leur côté, pendant trois ans les économies qu'ils avaient l'habitude d'envoyer au pays; je ne crois pas exagérer en évaluant à un milliard de couronnes le capital ainsi amassé et qui est destiné en majeure partie à des acquisitions foncières. Le dollar, qui valait avant la guerre 4 couronnes et 92 hellers, vaut actuellement huit couronnes et demie. Cet accroissement de la fortune de nos émigrés nous vaudra double profit, en ce que l'envoi de ces fonds au pays fera remonter notre change et enrichira notre avoir national.

BARON LOUIS LÉVAY.

---

## LA DÉMENCE TRIOMPHANTE

---

C'est une fatalité pour le monde de manquer d'hommes de génie capables de mettre fin à l'immense catastrophe qui sévit de plus en plus effrénée. Le chancelier allemand Kühlmann, qui avait montré des vues si modérées, a dû se retirer ; le comte Czernin, homme d'Etat d'une si remarquable envergure et d'esprit vraiment européen, ami sincère d'une paix de réconciliation, s'en est allé à son tour, à la suite de son duel avec M. Clemenceau ; M. le comte de Tisza, que la presse adverse n'a cessé de décrier comme un jusqu'aboutiste de la pire espèce — ce qui est une pure calomnie, — a renoncé au pouvoir à cause des difficultés intérieures provoquées par les intrigues de ses adversaires ; en Angleterre, M. le marquis de Landsdowne, qui naguère fit entendre une voix si raisonnable, semble être terrorisé par les ennemis du bon sens. Par contre, les « hommes d'État » du genre de MM. Lloyd George, Clemenceau et Wilson sont d'autant plus alertes et les agences de presse ententistes ne cessent de nous rabâcher leurs manifestations belliqueuses toutes plus farouches les unes que les autres.

Vraiment, la presse de l'ennemi nous offre un triste spectacle. En lisant les journaux français, anglais, italiens ou américains, on a le sentiment d'assister à des monologues de fous furieux, entremêlés, heureusement pour nous, d'intermèdes du plus haut comique. C'est ainsi que nos adversaires continuent imperturbablement à résoudre tous les problèmes qui se posent — et surtout qui ne se posent pas — dans le sens qui leur convient le mieux. Ils ne se lassent pas de nous confirmer, par exemple, leur volonté de vaincre. Hé ! Qui donc en douterait ? Et qui oserait encore balancer à croire que « la guerre

puisse se terminer autrement que par la victoire militaire de l'Entente » (Poincaré) ?

Mais notre intention n'est pas de nous divertir une fois de plus des bouffonneries de ces messieurs, qui ont encore le toupet de parler de victoire : ils sont mûrs pour la camisole de force ; si nous revenons aujourd'hui au thème de la démente ententiste, c'est pour vouer au mépris public les apaches de la plume qui nous servent de temps en temps le plat traditionnel de « l'offensive de paix allemande ». Rien de plus odieux, et en même temps rien de plus grotesque, que la façon dont les Franco-Anglais ou les compatriotes du professeur criminel d'outre-mer traitent la question de la paix.

D'abord, ce sont toujours les Centraux qui aspirent à la paix : les Alliés, eux, si généreux, si humains et, avant tout, si *victorieux*, n'en veulent pas. Quoi de plus naturel, quand on touche à la victoire décisive ? Les Austro-Allemands n'ont-ils pas été battus en Belgique, en Serbie, en Roumanie, en Russie ? Tout n'annonce-t-il pas qu'ils vont l'être également en France ? Dans de pareilles conditions, vouloir la cessation des hostilités est une action anti-patriotique ; c'est une honte, une ignominie ; bref, c'est du « défaitisme ». Si Clemenceau, Lloyd George ou Wilson daignent ouvrir la bouche, c'est toujours pour nous dire qu'ils sont les ennemis résolus de toute paix avant — la « victoire ». Nous devons donc nous préparer à voir la guerre durer au moins jusqu'à la fin du monde, parce qu'il n'y a pas d'homme sensé qui prévoie la victoire de l'Entente avant la consommation des siècles. Reste à savoir si les peuples seront assez bêtes pour s'entre-tuer jusqu'à ce qu'il plaira aux chefs enragés du jusqu'aboutisme.

Il est très instructif de voir à quels procédés les fanfarons ententistes ont recours lorsqu'il s'agit de « repousser les offres de paix » des ennemis du genre humain, c'est-à-dire des Austro-Allemands. On répand dans la presse adverse et « neutre » que les derniers trament une intrigue contre « la victoire », en projetant de soumettre aux Alliés des conditions très modérées. C'est un mensonge, mais un mensonge de plus ou de moins n'a pas de quoi effrayer les champions de la vérité, de la justice et de la liberté, car ils savent très bien que c'est une arme puissante qui permet en outre de se poser devant l'univers en vainqueurs intraitables. Quoi ! Les Allemands veulent la

paix? Pas avant la victoire! En bonne logique, les Alliés devraient dire : pas avant que nous soyons totalement écrasés ; mais ils préfèrent crier : pas avant la victoire ! Les crédules Franco-Anglo-Américains, en lisant dans les journaux que leurs chefs ne jurent que par la victoire « intégrale », se persuadent qu'elle ne peut manquer d'arriver bientôt et se résignent à l'inévitable. Si nos maîtres, se disent-ils, tiennent à ce que la victoire soit totale, eh bien ! n'acceptons point les offres de l'ennemi qui, sentant que sa défaite est irrémédiable, cherche à nous circonvenir. Et cette farce sinistre se répète chaque fois que l'Entente subit un désastre sur un théâtre de guerre quelconque. Tout récemment, on a pu lire dans la presse ententiste que les Allemands avaient proposé la paix à l'Amérique par l'intermédiaire d'« un ami de Wilson », qui, naturellement, avait repoussé ces avances insidieuses ! Quel que soit cet inconnu, c'est un grand patriote qui mérite d'être ménagé et — soigné.

Pourquoi les puissances centrales prépareraient-elles une « offensive de paix » ? Parce que les Alliés hurlent toujours victoire ? Pour tout homme de bon sens, c'est un spectacle baroque de voir l'Entente, qui a été vaincue sur presque tous les champs de bataille et dont les vastes espoirs fondés sur la supériorité du nombre se sont si piteusement effondrés, faire néanmoins semblant *d'attendre* les propositions de l'adversaire. A qui veut-on faire accroire que les peuples de l'Entente n'éprouvent pas un aussi vif désir de paix que ceux des puissances centrales ? L'usure, la lassitude, la pénurie des vivres et des matières premières éprouvent chacun des partis belligérants et, en dernière analyse, c'est la carte de guerre qui restera le critère suprême de — la victoire. C'est donc une impudente feinte de la part des gouvernements ententistes que cette affectation de nous représenter comme des mendiants de paix, tandis que les Alliés n'auraient pas besoin d'y songer, tout allant à merveille chez eux, pourvu que la guerre soit « poursuivie énergiquement ». Pose de charlatans que tout cela ! Les nigauds seuls peuvent s'en laisser conter et s'imaginer que les Austro-Allemands, après avoir battu l'Entente, la solliciteront de dicter les conditions de paix. Un mensonge, pour avoir été répété un million de fois, n'en reste pas moins un mensonge.

Doit-on rire ou pleurer devant cette outrance de méchanceté et de stupidité humaine ? Que penser de ces Français, de ces Anglais et de ces Américains qui se laissent bernier par des cerveaux fêlés qui leur promettent une victoire impossible ? Au lieu d'envoyer ces assassins de peuples dans une maison d'aliénés, on répand à des millions d'exemplaires leurs discours ineptes, où ils divaguent sur « la liberté de l'Europe », la victoire du droit et sur leur résolution de continuer la guerre jusqu'à l'infini. Ils diraient qu'ils luttent pour la liberté de la trigonométrie qu'on les applaudirait ! . . . . Après la bataille de Sedan, Gústave Flaubert qui, lui, n'a cessé de lutter contre la stupidité exaspérante des hommes, écrivait : « Notre folie est le résultat d'une grande bêtise et cette bêtise provient d'une vantardise exagérée, car, à force de mentir, on était devenu idiot. » On ne saurait mieux caractériser la démente de nos adversaires d'aujourd'hui. Quelquefois, nous sommes même tentés de nous demander si les peuples qui endurent tout cela, et qu'on trompe si facilement, ne méritent pas, après tout, qu'on les traite comme le tsar transatlantique ou le président actuel du cabinet français les traitent, c'est-à-dire en enfants malades et imbéciles.

Nous n'avons aucune intention de faire des ouvertures de paix aux gouvernants actuels de l'Entente : on ne traite pas avec des criminels qui sont atteints d'une folie incurable. Que les Wilson et les Baker continuent à nous menacer d'une guerre de plusieurs années encore ; qu'ils déclarent que « les États-Unis sont déterminés à poursuivre le combat jusqu'à ce que la puissance militaire prussienne soit anéantie » : nous nous moquons de ces rodomontades. Nous les connaissons de longue date, depuis le temps où le rouleau compresseur russe fonctionnait encore. Qu'ils viennent, les cinq, les dix millions d'Américains, si tel est leur bon plaisir : la « puissance militaire prussienne » aura raison de cette entreprise extravagante qu'est la guerre de M. Wilson contre les peuples de l'Europe centrale. Nous ne nous laissons pas intimider par le chantage yankee, il ne nous empêchera pas d'en finir avec le front franco-anglais — où « l'on ne passe pas » —, comme nous en avons fini avec les autres fronts également invincibles.

La phraséologie ridicule sur la « victoire du droit » peut continuer à exercer son effet magique sur les peuples de l'Entente ; elle ne retiendra pas l'Allemagne de démontrer à la face du monde



qu'elle est digne d'exercer cette hégémonie universelle que ses adversaires s'efforcent si intelligemment de faire passer en ses mains. L'orgueil franco-anglais est d'une outrecuidance intolérable et il faut qu'il soit rabattu ; la France et l'Angleterre doivent expier la faute de s'être laissé guider par des farceurs grandiloquents et sans scrupules ; les Américains qui, du haut de leurs millions entassés, croient pouvoir nous faire la loi, devront aussi se guérir de leur mégalomanie, si puissamment flattée par les Alliés en détresse ; pour nous, nous le répétons, leurs fanfaronnades ne sont d'aucun effet et les Allemands ne se laisseront certainement pas battre pour les beaux yeux de M. Wilson, l'ex-professeur promu dictateur, ou parce que les « socialistes » américains ont décidé qu'ils « veulent la victoire » ! Et après ? Les Russes, les Roumains, les Français, les Chinois, etc., n'ont-ils pas décidé, eux aussi, la même chose ?

La démente ententiste est sans doute un désastre pour l'Europe et pour le monde. Nous qui avons manifesté plus d'une fois notre volonté sincère de conclure une paix honorable, nous pouvons du moins contempler ses ravages avec une conscience sereine et avec le sentiment de force que nous donne la résistance victorieuse que nous avons su opposer à la coalition formidable des faux civilisés. Oui, des faux civilisés, dont la vanité insupportable, unie à une duplicité sans exemple, a déchaîné la catastrophe mondiale et la prolonge indéfiniment. Car quelle que soit l'infatuation des meneurs ententistes, nous ne les croyons pas aveuglés au point de s'imaginer qu'il suffit de hâbler et de nous menacer d'une demi-douzaine encore d'années de carnage pour gagner la guerre.

C'est un fait que la démente ententiste est encore partout triomphante, malgré les défaites infligées aux pauvres « Alliés victorieux » ; nous qui avons noté, dans la *Revue de Hongrie*, ses différentes péripéties, nous n'en sommes nullement surpris... Voici un exemple typique de la façon dont on leurre les pauvres peuples assassinés. L'ex-militariste converti Hervé écrivait jadis dans sa *Victoire (difficile est satiram non scribere!)* que la chute de Bucarest ou plutôt l'occupation de la Roumanie par les puissances centrales serait un fâcheux incident, mais n'influerait aucunement sur l'issue du conflit ; cet événement n'aurait que l'inconvénient de prolonger la guerre. Toutes les fois qu'un désastre pareil à celui de la Roumanie est arrivé

à l'Entente « victorieuse », M. Hervé s'est évertué à démontrer à ses naïfs lecteurs que la « victoire » n'en était pas moins sûre, seulement qu'elle était « reculée » de quelques mois ou de quelques années. Parlant récemment de la chute éventuelle de Calais, M. Hervé ne s'est pas fait faute de mettre à l'épreuve la crédulité des abonnés de sa *Victoire* : il leur a dit que, si Calais tombait au pouvoir des Allemands, la victoire n'en resterait pas moins certaine . . . Il ne faudrait que l'attendre un peu plus longtemps . . . Si donc les Allemands prenaient Paris, Londres, New-York et Washington, s'ils prenaient les cinq parties du monde, pourvu qu'il restât un coin perdu où M. Hervé pût rédiger sa *Victoire*, la victoire demeurerait aussi certaine qu'elle l'est maintenant ; il faudrait seulement combattre les Allemands quelques millions d'années de plus ; à défaut d'Américains, la diplomatie française saurait certainement s'assurer la collaboration des habitants de la planète Mars . . .

Plaignons les pays où de pareils turlupins sont rois de l'opinion. Ils apprendront ce que peut la vraie force morale, celle dont l'Allemagne montre le splendide exemple.

DIPLOMATE.

---

## LES DÉPENSES DE GUERRE ANGLAISES

---

Le monde avait attendu pour les premiers mois de 1918 l'émission du quatrième emprunt de guerre anglais. Cet emprunt ne s'est pas montré, comme le dit Linter dans le *D. P.* Au lieu de cela, Bonar Law, le chancelier du trésor anglais, annonça à la fin de février au public étonné, qu'à l'avenir il ne serait d'ailleurs plus émis d'emprunts à long terme. Il avoua avec une certaine sécheresse, que cette décision était imposée par les événements ; la révolution russe avait rendu illusoire les plus beaux projets conçus dans ce sens. Donc, afin de ne pas laisser s'augmenter davantage la dette flottante, déjà suffisamment menaçante sans cela, Bonar Law annonça en même temps qu'à l'avenir les dépenses de guerre seraient établies par semaine. Cela voulait dire que certaines classes du peuple anglais seraient à l'avenir engagées à des dates espacées régulièrement à souscrire de soi-disant *bons de guerre nationaux*. Ces bons sont une invention de date toute récente ; ils constituent une valeur intermédiaire entre des emprunts à long terme et des emprunts à court terme, et sont lancés sur le marché anglais depuis l'automne de 1917. On peut les acheter tous les jours, ils produisent 5 pour cent d'intérêt et peuvent, au choix de l'acquéreur, être remboursés en 5, 7 ou 10 ans et cela à 102, 103 ou à 105 pour cent. En tenant compte de cette prime de remboursement, ils produisent un intérêt d'à peu près 5½ pour cent.

Lorsque l'on considère que les Anglais dotèrent leur premier emprunt de guerre du taux d'intérêt de 3½ pour cent, il résulte déjà de ce seul fait un renchérissement notable du crédit de l'Etat. En outre cette forme d'emprunt est une autre preuve de l'allure vacillante que le trésor anglais a appliqué dans ses expérimentations. Le tableau ci-après exposant la dette d'Etat

anglaise ne présente pas moins de dix formes différentes d'emprunt.

Tout observateur objectif doit reconnaître ici que le trésor allemand a eu la main heureuse, hors de toute proportion. Car, à la rigueur, aucun des types d'emprunts de l'Angleterre n'a, jusqu'à ce jour, fourni les preuves de son efficacité. Avant tout, il faut constater que les emprunts de guerre ont sans exception baissé considérablement de cours. Examinons maintenant le tableau ci-dessous.

*Le développement de la dette d'Etat anglaise pendant la guerre :*

En millions de livres sterling	1 <sup>er</sup> août 1914	31 mars 1915	31 mars 1916	31 mars 1917	9 mars 1918	Différ. avec le 1 <sup>er</sup> août 1914
Dette fixe .....	586·7	583·3	318·5	317·8	317·8	— 268·9
Annuités.....	29·6	28·0	26·1	24·0	24·0	— 5·6
Dette flottante :						
Emprunt de guerre 3 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> p. c.	—	349 1	62·8	32·7	62·7	+ 62·7
» » » 4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> p. c.	—	—	900·0	20·0	20·0	+ 20·0
» » » 4 et 5 p. c.	—	—	—	1962·4	2082·6 <sup>(1)</sup>	+ 2082·6
Bons de guerre nationale...	—	—	—	—	459·4	+ 459·4
Bons du trésor.....	15·5	77·2	566·8	463·7	1023·4	+ 1007·9
Bons exchequer .....	20·5	67·4	177·0	320·3	402·6	+ 382·1
Certificats de War Saving ..	—	—	1·4	74·5	125·5	+ 125·5
» de War expenditure	—	—	—	23·6	23·2	+ 23·2
Autres dettes .....	—	—	9·2	316·5	905·0	+ 905·0
Emprunt américain .....	—	—	51·4	51·4	51·4	+ 51·4
Avances temporaires .....	1·0	—	19·9	217·5	225·8	+ 224·8
	653·3	1105·0	2133·1	3854·4	5123·4	+ 5070·1
Autres dettes de capital...	57·2	57·0	56·7	52·2	51·4	— 5·8
Dettes totales.....	710·5	1162·0	2189·8	3906·6	5774·8	+ 5064·3

L'on voit que, pour le 9 mars, l'ensemble de la dette anglaise s'élève à 5<sup>3</sup>/<sub>4</sub> milliards de livres sterling, ce qui fait largement 5 milliards de plus qu'avant la guerre ; si la dette soi-disant « fixe » a diminué fortement, cela s'explique par la conversion des 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> pour cent consolidés en emprunts de guerre. Dans les « autres » dettes, il faut sans doute comprendre les avances des Etats-Unis d'Amérique qui, rien que pour l'année 1917, se sont élevées à plus de 400 millions de livres sterling.

Néanmoins, il serait en tout cas inexact de parler simplement d'une augmentation de la dette anglaise d'au delà de 5

<sup>(1)</sup> Sous déduction de £ 16·1 mill. qui furent payés pour impôts de succession.

milliards de livres, attendu qu'à ces postes il faut opposer des créances sur les alliés et les colonies, qui sont débiteurs ensemble d'environ 1600 millions de livres sterling. Mais comme, sur ce montant, 600 millions sont affectés à la Russie, il faut bien convenir que cet actif est peu sûr. Des économistes anglais, même optimistes, ne comptent sur la rentrée intégrale que d'un milliard de ces créances.

Quelque onéreuse que la direction des dépenses de guerre anglaises se soit montrée dans la technique de ses emprunts et quels que soient les gaspillages que les autorités anglaises aient commises par suite d'une organisation défectueuse, gaspillages établis par la commission d'enquête instituée par le parlement, l'économie financière anglaise mérite néanmoins, à un autre point de vue, l'approbation de ses adversaires. Nous voulons parler de la quote-part relativement grande pour laquelle le contribuable a participé aux dépenses. Cela est démontré par notre second tableau ci-dessous.

*Les dépenses de guerre anglaises (le tout en millions de livres sterling):*

	1914/15 (du 1 <sup>er</sup> août au 31 mars)	1915/16	1916/17	1917/18	1 <sup>er</sup> août 1914 au 1 <sup>er</sup> avril 1918
Dépenses .....	577	1501	2199	2650	6937
Il a été couvert par les impôts	172	337	573	660	1742
» » les emprunts..	404	1167	1626	1990	5185
Impôts à produire en pour cent	29%	22%	26%	25%	25%

Par conséquent, le quart, en chiffres ronds, des dépenses a été couvert par les impôts, et quand on admet que plus d'un milliard des dépenses n'étaient que d'un genre temporaire, le rapport est encore meilleur. Il faut apprécier d'autant plus le fait louable que, pour l'année budgétaire prochaine, une grande partie du public demande une nouvelle augmentation des impôts. En Grande-Bretagne aussi bien qu'en Allemagne, s'annoncent d'importants débats sur la question d'un impôt sur la fortune. On craint dans bien des milieux qu'il n'y aura pas moyen d'éviter cette éventualité, parce que, même si la guerre finissait bientôt, soit dans les premières semaines à venir, l'augmentation permanente de l'impôt dans le budget annuel anglais s'élèvera sans aucun doute à une somme d'environ 400 millions de livres sterling, soit 10 milliards de francs, et que, d'autre part, les impôts actuels (1917/1918 : 660 millions de livres) comprennent

un poste d'impôts de 250 millions de livres sur des bénéfices de guerre, donc une ressource qui disparaît en temps de paix. Comme il faut compter, indépendamment des intérêts affectés aux dettes de guerre, sur une charge normale de 200 millions de livres sterling pour l'administration de l'État, il en résulte provisoirement un déficit annuel qui peut certainement être évalué à 190 millions de livres sterling.

On voit donc que l'Angleterre, même si la guerre lui était favorable, se trouverait à peu près devant les mêmes problèmes financiers que les autres pays, y compris l'Allemagne. La différence réelle consiste en ce que l'Allemagne n'est, en général, pour la majeure partie, débitrice qu'envers ses propres nationaux, tandis que l'Angleterre s'est justement adressée, dans une proportion intolérable, à l'étranger.

Mais c'est aussi, par suite de cette particularité, que le monde de ces créanciers est intéressé à la cause anglaise, et qu'il prend parti pour elle, alors que l'Allemagne ne s'est pas créée une sphère d'intérêts de ce genre. Il est vrai que l'Allemagne a en partie financé ses alliés, comme l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. C'est pourquoi également l'Allemagne est intéressée à la prospérité et aux succès militaires de ses alliés, pour lesquels elle a déjà sacrifié ses biens et son sang sur les champs de bataille où les épaules se touchent et se soutiennent, alors que l'Angleterre pousse ses alliés à la ruine.

Ainsi l'Allemagne, en gagnant la guerre, fera d'un seul coup changer la face des choses et pourra offrir à son propre peuple d'autant plus d'avantages et de biens. Il est bien vrai que dans la vie courante l'on se plaît à dire que « mieux vaut devoir à un étranger qu'à sa propre famille », mais il est prouvé que ce sont précisément ces maisons qui ont maintenu le capital dans la famille, lesquelles ont grandi et prospéré et ont formé ces puissantes dynasties patriciennes, alors que par des dettes à l'étranger les familles se dispersent. L'Angleterre a préféré suivre ce dernier exemple en se consolant de la maxime : *peine partagée est réduite de moitié*, mais, en commerçant avisé, John Bull soigne assurément en même temps pour que, dans le partage, la part de ses alliés ne soit pas trop mince . . . et en effet il tire son profit de la prolongation de la guerre.

*Les Annales Politiques (Bruxelles).*

---

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

8 août 1918.

Nous devrions relater dans cette chronique ce qui se passe sur les champs de bataille ; mais, si paradoxal que cela puisse paraître, les faits de la guerre n'ont presque pas d'influence sur la situation. Ces semaines dernières ont été assez favorables aux Alliés : en Italie, l'offensive austro-hongroise sur la Piave n'a pas abouti ; en France, les Franco-Anglais-Américains viennent de remporter un succès qui leur a permis de reprendre Soissons. Mais qu'est-ce que de telles « victoires » signifient ? Nous serions même assez généreux pour ne pas les envier à nos adversaires, si elles pouvaient avoir pour effet de les incliner à une attitude moins farouche à notre égard ; mais il n'en est rien ; le moindre coup réussi leur fait aussitôt perdre la tête et un gain de terrain de quelques kilomètres les exalte à un tel point que leur volonté de nous exterminer n'en devient que plus féroce. La psychose ententiste sévit encore dans des proportions bien funestes pour la pauvre humanité : au seuil de la cinquième année de guerre, nous devons constater que l'espoir de voir bientôt finir le carnage est aussi illusoire que jamais.

Dans le camp de l'Entente, on n'entend que des cris de guerre ; on dirait que nos adversaires ont complètement perdu la notion de la réalité. Les défaites sanglantes qu'ils ont subies depuis le 21 mars, jour où la grande offensive allemande a commencé, ont été vite oubliées et le succès que les troupes franco-américains viennent de remporter près de la Marne leur a remonté le moral jusqu'à les enhardir à parler de l'imminence de leur ridicule « victoire définitive ». Optimistes jusqu'à l'idiotie, les journalistes alliés nous représentent la reprise de Château-Thierry, par exemple, comme la prise de Potsdam et poussent des cris de triomphe comme s'ils étaient à deux pas de Berlin . . .

Qu'arriverait-il si les champions du droit et de la justice pouvaient se vanter d'avoir accompli quelque chose d'analogue à ce que les Allemands ont fait pendant les quatre années de leur lutte contre les forces coalisées de tout l'univers ?

La conjuration ententiste n'est à nos yeux qu'une association de proie, et le professeur criminel d'outre-mer qui, dans des prétextes hypocrites, a entraîné dans la guerre les États-Unis d'Amérique, symbolise très bien toute la mauvaise foi qui est au fond de cette entreprise, menée pour la « liberté du monde ». Sans Wilson, la guerre toucherait probablement à sa fin. Grâce à cet homme, l'Europe doit continuer à se suicider. Et pourquoi ? Pour la réalisation des visées panaméricaines. Que les Français, aveuglés par la haine et par leur amour-propre excessif, soient enchantés de la présence en France des soldats américains, cela se comprend encore ; mais que les Anglais, parmi lesquels il se trouve des gens qui n'ont pas encore perdu le bon sens, se prosternent devant ce faux Messie, ceci nous est tout à fait incompréhensible. Le président des États-Unis aurait pu jouer un rôle grandiose dans le conflit, s'il avait été guidé par des sentiments d'impartialité et d'humanité ; au lieu de cela, il n'a fait que nourrir la haine et, par conséquent, la guerre ; son intervention est la dernière espérance de l'Entente et la seule cause de la prolongation actuelle de la lutte. Qui sera assez naïf pour croire que l'Amérique s'est lancée dans la guerre pour faire triompher des principes abstraits ? C'est très beau de dire qu'on lutte pour « le droit » et « la justice », quand on se réserve de définir en quoi consiste ce droit et cette justice. On fait simplement rentrer ses désirs et ses intérêts dans des formules bien sonnantes et l'on déclare ensuite que du triomphe de ces formules dépend le salut de l'univers.

Wilson et l'école politique qu'il représente poursuivent des fins impérialistes dont le dernier mot est la domination des États-Unis sur l'Europe. Si la cause soutenue par Wilson venait à triompher, l'Allemagne ne serait pas seule à devoir subir la tyrannie panaméricaine ; les Alliés eux-mêmes devraient se courber sous le joug yankee. L'hégémonie de l'Amérique en Europe serait un fait irrémédiable. Nous doutons que les Anglais envisagent une telle éventualité avec indifférence et qu'elle ne leur fasse pas éprouver un malaise. Les Allemands luttent actuellement non seulement pour l'intégrité de leur



empire, mais encore pour que l'Europe reste aux Européens. Les forces réunies de la Russie, de la France et de l'Angleterre n'ont pu venir à bout de l'Allemagne ; Wilson a donc bien calculé le moment où l'intervention de son pays pourrait avoir un effet décisif. Convaincus que nous sommes de l'invincibilité des puissances centrales, nous croyons que les États-Unis ne parviendront jamais à imposer leur volonté en Europe ; mais il serait encore temps que l'Angleterre se ressaisît et prît l'initiative de chercher à résoudre le conflit par voie de compromis avec la Germanie. Si les Alliés reconnaissaient que leur rêve chimérique de « victoire » est en contradiction avec le principe du droit des peuples de disposer librement de leurs destinées, principe dont ils font tant d'étalage et que la continuation de la guerre ne peut qu'achever la destruction de la civilisation européenne, ils trouveraient certainement un *modus procedendi* pour arriver à une paix d'entente.

Wilson n'a jamais travaillé dans ce sens. Il n'a cessé de flatter la vanité française et l'orgueil britannique et, sous le couvert de mots d'ordre idéalistes, il n'a fait qu'attiser chez les Alliés le feu de la haine contre l'Allemagne. Maintenant, voilà les Américains implantés partout en Europe ; les Chinois et les Japonais interviennent en Russie : quelle perspective ! Une Europe affaiblie et épuisée en face d'un Japon armé jusqu'aux dents et d'une Amérique militarisée à la prussienne, <sup>(1)</sup> voilà où nous en sommes au seuil de la cinquième année de la guerre. Quelques faibles voix se font entendre, de part et d'autre, en

(1) Neuf membres du Congrès américain, actuellement en Angleterre, ont publié une déclaration qui révèle les efforts déployés par les États-Unis pour « gagner la guerre ». Voici quelques passages de cette déclaration :

« L'Amérique possède vingt millions d'hommes aptes à servir ; chaque année, plus d'un million de jeunes gens atteignent l'âge de vingt ans. L'Amérique possède dans le monde la plus grande puissance industrielle, soutenue par la plus grande richesse de production agricole. L'Amérique est si forte que, si cela est nécessaire, elle pourra alimenter les populations de France, de Grande-Bretagne et d'Italie ainsi que la sienne propre, et maintenir en même temps aux armées combattant contre le militarisme prussien leurs rations complètes.

Il y a maintenant en Europe un million et demi de soldats américains. Avant le mois d'octobre, il y en aura deux millions, et en dehors de ceux-ci, un million et demi de jeunes gens forts, de 21 à 30 ans, s'entraînent en Amérique. Le soldat américain sait qu'il combat pour détruire le militarisme prussien et non pour détruire le peuple allemand. Chaque semaine dix mille soldats quittent l'Amérique pour les champs de bataille, traversant l'Atlantique sans être inquiétés par les sous-marins, qui rarement attaquent des bâtiments armés, préférant faire leur proie des vaisseaux sans défense. La pro-

faveur d'une réconciliation, mais elles sont étouffées sous le vacarme des jusqu'aboutistes et les peuples, impuissants, doivent assister à une tuerie honteuse dont on n'entrevoit pas encore la fin.

Oxenstjerna, le célèbre homme d'État suédois, disait que le monde est gouverné avec peu de sagesse ; personne n'aurait imaginé qu'un jour viendrait où les destinées de l'univers seraient conduites par une bande d'aliénés : cette image, on le sait, est de M. Wilson lui-même.

portion des soldats américains, qui ont perdu la vie au cours de la traversée de l'Atlantique est beaucoup moindre que celle des soldats allemands tués dans des accidents de chemins de fer au cours de leur transfert de Russie à la frontière française.

Le soldat américain est magnifiquement armé et équipé. Tous ses vêtements sont de laine, ses chaussures sont des meilleures. Il y a en Amérique abondance de cuir et d'étoffe, tout comme il y a abondance de vivres. Sans tenir compte des quantités énormes des munitions de guerre fournies aux Alliés, le gouvernement américain, depuis qu'il est entré en guerre, a fait fabriquer pour l'usage de ses troupes, une quantité de fusils permettant d'en donner deux à chaque homme. Le taux actuel de la livraison des fusils américains est de 54.211 fusils par semaine. Mais ce qui est plus important encore, c'est le fait que l'Amérique construit maintenant des mitrailleuses à raison de cinq mille par semaine. Au total, 87.540 mitrailleuses ont été construites depuis que l'Amérique est entrée en guerre. L'armée américaine possède deux milliards de cartouches pour mitrailleuses et reçoit chaque jour quinze millions de cartouches.

La capacité de production des usines américaines est de 760.000 obus par jour. Un million de grenades perfectionnées, de types variés, possédant une puissance spéciale d'explosion, sont fournies par semaine. Plus de 150 engins de tranchées ont été inventés et perfectionnés en Amérique, qui a fait de grands progrès dans l'emploi des lance-flammes, comme dans celui des gaz empoisonnés et brûlants. Ces nouveaux engins, dont les troupes sont pourvues, feront regretter aux chefs militaires de l'Allemagne, d'avoir introduit de telles méthodes barbares dans la guerre.

Les troupes américaines sont aussi spécialement protégées contre les gaz par des moyens que les troupes allemandes ne pourront jamais posséder, car la matière productrice n'existe pas aujourd'hui en Allemagne.

L'Amérique construit maintenant plus de 25 aéroplanes par jour et il y a dans les Etats-Unis seuls plus de 100.000 aviateurs. Le nouveau moteur américain, le moteur *Liberty* est, comparativement à son poids, le plus puissant moteur existant au monde. Les Américains construisent également les plus puissants appareils de bombardement qui déverseront une pluie de mort sur l'Allemagne et qui seront capables de voler à travers l'Atlantique en 24 heures. Déjà 500 aéroplanes de bataille ont été embarqués à destination de l'Europe, avec 500 moteurs supplémentaires. Les aéroplanes de batailles sont maintenant livrés au taux de 80 par semaine.

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*  
GUILLAUME DE HUSZÁR.

LES  
**Annales Politiques**

formant à fin d'année huit volumes in-16 Jésus

Cet ouvrage paraît toutes les six semaines en un volume de plus de 200 pages dans lesquelles se trouvent résumées toutes les questions ayant rapport à l'actualité politique, sociale et diplomatique et forme en même temps un recueil des articles les plus remarquables de « l'Information de Bruxelles » et d'autres journaux belges.

Pour en propager la vulgarisation, l'éditeur a porté le prix de l'abonnement pour les huit volumes que contient l'année à la modique somme de vingt francs (mark 16).

Le prix du fascicule broché est de trois francs (m. 2.40).

Le prix du volume relié, dos percaline et couverture solidement cartonnée est de quatre francs (m. 3.20).

On remarquera les sacrifices que s'est imposés l'éditeur pour la propagation de ce livre en fixant ces prix qui ne sont guère en proportion de la hausse des matières premières.

Les Annales politiques ne se trouvent en vente qu'aux adresses indiquées ci-après, à l'étranger et ne sont pas mises en vente en librairie belge.

La publicité de ce recueil se recommande spécialement à la grande industrie, qui lui sera d'un grand rapport par sa durabilité et sa permanence.

On s'abonne à tous les Bureaux de Poste.

Chèques postaux: Compte N° 2, Bruxelles.

## **Fenyőháza**

*Bain thermal et villégiature de l'État*, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison: du 15 mai à fin octobre. *Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.*

## **VIZAKNA**

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit.

## **Excursions par bateaux à Visegrád et pour le Bas-Danube**

Le public de la ville de Budapest, de même que les visiteurs de la province et de l'étranger qui y séjournent temporairement, ne sauraient trouver un passe-temps plus agréable qu'en faisant une excursion en bateau pour visiter **Visegrád**, qui est une commune située à quelques heures de distance de Budapest, remplie de souvenirs historiques et riche en beautés naturelles de toute sorte.

Le bateau part de la station située sur l'**Eötvös-tér** (côté de Pest) à 8<sup>h</sup> 30 de matin et à 2<sup>h</sup> 20 du soir ; de la station **Pálffy-tér** (côté de Bude), 10 minutes après le terme indiqué. Il passe devant l'**île Marguerite** et plus loin, devant les ruines d'**Aquincum**, ville fondée par les Romains, pour s'engager, après, dans le bras du Danube, plus étroit et plus pittoresque qui tire son nom de la ville et de l'île de Szent-Endre en touchant les villégiatures les plus agréables, visitées par une foule de touristes. En quittant la dernière station située sur l'île déjà nommée, c'est-à-dire après Kis-Oroszi, les deux bras de Danube se rejoignent de nouveau, et l'on arrive à **une des parties les plus accidentées des rives de ce grand fleuve, qui peut supporter la comparaison avec les sites romantiques de la vallée du Rhin les plus renommés.**

Arrivé à **Visegrád**, on peut admirer à loisir ce site merveilleux. Les ruines majestueuses de l'ancien château royal du même nom nous rappellent les splendeurs passées de ce séjour de prédilection de nos rois de la maison d'**Anjou**, notamment de **Louis le Grand** et du roi populaire **Mathias Corvin**.

Sur la côte, on aperçoit la **Tour de Salomon** où a été emprisonné le roi de ce nom, après avoir causé beaucoup de troubles. Plus haut, se trouve la croix de fer élevée en mémoire de l'infortunée **Claire Zách**, victime d'un séducteur princier. Dans les bois ombreux qui entourent le château, s'est déroulée l'idylle charmante du roi **Mathias** et de la **Belle Ilonka**; épisodes qui ont tous été chantés par nos poètes. **Le prix du billet aller et retour pour Visegrád, en première classe, est de 2 couronnes.**

Le voyage fluvial le plus intéressant est sans conteste la visite de la contrée montagnaise que traverse le Danube avant de sortir de notre patrie. Il s'agit des **Portes de Fer**, qui sont un phénomène unique en leur genre, car le Danube traverse toute une série d'obstacles naturels, des rochers abruptes et d'une beauté sauvage qui lui barrent la route et qui produisent des gouffres, des chutes d'eau et des rapides et détroits tourmentés d'une grande variété qui sont visités par une infinité de voyageurs accourus des quatre coins de l'horizon. Il suffit de mentionner les détroits dits **Kis-** et **Nagy-Kazán** qui surpassent de très loin, en beauté sauvage les rapides du Rhin entre Bingen et Coblentz.

Voilà un petit résumé de ce spectacle merveilleux : On arrive d'abord aux deux rochers à pic s'élevant au milieu du Danube **Babakaj** et **Biosli**, puis viennent les cataractes nommés **Izlás**, **Greben**, **Dojke**, **Kozla**, **Grand-** et **Petit-Tachtalia** et **Juc**. On rencontre ensuite les rapides et les masses rocheuses d'un aspect étrange nommés **Grand-** et **Petit-Sterbec**, **Grand-** et **Petit-Sucaru** et autres aspects du détroit **Kazán**; les cavernes **Veterani**, **Ponyikova**, **Chauve-Souris**. Il faut y ajouter les ruines d'une série de châteaux qui ont joué un grand rôle dans l'histoire nationale : **Semendria**, **Golubac**, **Fort St Ladislas**, etc. Le tout forme un spectacle curieux et grandiose qu'on n'oublie plus jamais.

Le voyage pour le Bas-Danube peut s'effectuer de trois manières différentes : en prenant le train à Budapest pour Zimony (en face de Belgrade), pour Bázias ou pour Orsova, et on continue sur les bateaux superbes et confortables de la **Société de Navigation fluviale et maritime Hongroise**. Départ des bateaux dans les deux sens trois fois par semaine : de Zimony et de Bázias à Orsova les dimanche, mardi et vendredi, d'Orsova à Bázias et Zimony les lundi, jeudi et samedi. On part la veille de Budapest par le train, en arrivant à Zimony on embarque de suite sur le bateau et l'on y couche. Prix du billet aller et retour de Budapest : par Zimony à Orsova ou en sens contraire : 1<sup>re</sup> classe 54 C. 80, 2<sup>e</sup> classe (1<sup>re</sup> classe du bateau) 39 C. 60 ; par Bázias à Orsova ou vice-versa : 1<sup>re</sup> classe 53 C. 50, 2<sup>e</sup> classe 37 C. 50. Les billets sont valables 30 jours et comportent une digression pour **Herkulesfürdő** (les bains d'Hercule).

Des prospectus dans toutes les langues sont envoyés gratuitement sur demande par la Direction de la **Société de Navigation fluviale et maritime Hongroise**.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.



50148

BUDAPESTI TUDOMÁNYOS AKADÉMIA  
1918 OKT. 13  
ATVETTE

N° 71—72 de la série consacrée à la guerre.

XI<sup>e</sup> ANNÉE. — TOME XXII.

15 SEPTEMBRE — 15 OCTOBRE 1918

# REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

**GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.**

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

115.

## SOMMAIRE :

I. — LA LANGUE ET LA CIVILISATION TURQUES, par M. Jules Germanus, Professeur à l'Académie orientale de Commerce de Budapest .....	1
II. — LA COERCITION MORALE DE LA GRÈCE, par M. G. F. Abbott .....	23
III. — L'UKRAINE COMME PAYS A CÉRÉALES, par M. le Dr. Soskin .....	43
IV. — CE SONT LES ALLEMANDS ! par I. P. ... ..	56
V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par <b>Historicus</b> .....	60

FOLYÓIRAT  
1123/24. 1-197.  
LAPJELŐKÖZÖLÉS  
SZEGED

**BUDAPEST,**  
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
MUNICH, SUCC. ULBICH PUTZE. — SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — BRUXELLES, ANDRÉ NORZ.  
LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.  
BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS. — ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.  
LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE  
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ. — BARCELONE, VERDAGUER.  
BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH  
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

Dr. Horváth Miklós-Tudományi  
KÖNYVTÁRA  
SZEGED

POLITIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS INTERNATIONALES.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est principalement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

### LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.*

### LA REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

#### PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	} 30 cour. 30 marks 30 francs.
ALLEMAGNE		
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE		

Prix du Numéro: 2.50 cour.; Étranger: 2 francs 50.

---

## LA LANGUE ET LA CIVILISATION TURQUES

---

L'empire Ottoman a été relativement moins connu, il y a quelques générations, que les contrées de l'Asie baignées par l'océan Indien. Vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les Portugais, les Français et les Anglais étaient déjà fortement établis dans l'Inde ; en même temps qu'ils travaillaient à étendre leur domaine colonial et leurs relations commerciales, ils s'efforçaient de pénétrer les secrets de l'antique civilisation hindoue ; la Turquie, au contraire, n'a été connue, même pendant le siècle suivant, que comme le porte-étendard de l'Islam et l'antagoniste héréditaire de la chrétienté. On a bien essayé de traduire en italien, en latin et en allemand quelques pages de la littérature turque, principalement des historiens ; mais, en somme, l'Europe ne savait, il y a un siècle encore, de la civilisation des Osmanlis que ce que lui en avaient appris les relations superficielles de quelques rares voyageurs. La langue turque a été d'un usage courant dans la presqu'île balkanique et même en Hongrie, pendant la domination ottomane, l'espace de deux siècles ou peu s'en faut. Mais, malgré ce voisinage, nul, en Allemagne, n'a songé à étudier la nature et l'origine de cette langue ni sa littérature. Le grand historien anglais Gibbon n'a eu à sa disposition, pour ses recherches sur l'histoire ancienne des Osmanlis, que quelques méchantes traductions et il n'a connu les institutions religieuses de ce peuple que par la traduction du Coran faite par Maracci. Si, malgré la pauvreté des sources, il a prononcé sur la civilisation turque des jugements si remarquables, ils sont le fruit de sa géniale intuition, qui a suppléé aux lacunes de sa documentation. Un autre écrivain anglais qui a traité récemment, dans un livre, la ques-

tion de la paix universelle, prétend que non seulement il n'existe pas de littérature turque, mais que la langue même est absolument dépourvue de règles grammaticales. Cette assertion téméraire est tellement dénuée de fondement qu'il ne faut pas lui faire l'honneur de la prendre au sérieux et de la réfuter. Je la mentionne comme un exemple des erreurs auxquelles on s'expose en parlant de ce que l'on ne connaît pas assez à fond. Mais l'ignorance n'engendre pas que le dédain; la civilisation ottomane a été l'objet de louanges hyperboliques et d'admiration de commande qui procédaient d'une méconnaissance aussi profonde que celle qui a produit l'appréciation que nous venons de citer.

En Hongrie, on a considéré l'étude de la langue turque comme un devoir qui incombait aux érudits, philologues et historiens, surtout depuis que l'on a commencé à rechercher la parenté ethnique des peuples d'après les langues qu'ils parlent. Or, tandis qu'au début du siècle dernier, notre Alexandre Csoma de Körös croyait trouver le berceau de notre nation au Thibet, le professeur Vámbéry a dirigé ses investigations du côté de Khiva et de Bokhara. Le professeur Vámbéry et son école ne se préoccupaient que des origines magyares et n'ont guère prêté attention à l'histoire et à la littérature turques. Pour eux, l'essentiel était l'étude de la langue; ils ne s'inquiétaient même que du langage populaire: ils ont, pour la plupart, laissé complètement de côté la langue littéraire, qui est un mélange des idiomes arabe, persan et turc; c'était pourtant la clef du problème; pour l'avoir négligée, la civilisation turque est restée pour eux lettre close.

Dans le reste de l'Europe, les études des orientalistes ont eu pour but la connaissance des civilisations arabe et persane; la culture ottomane leur est demeurée indifférente. Les philologues ont d'ailleurs copié servilement les opinions de leurs prédécesseurs sans les contrôler par des investigations personnelles. Phénomène curieux: actuellement encore, dans les universités allemandes, ce sont des philologues arabisants, très distingués d'ailleurs, qui initient la jeunesse aux études orientales. Ils ignorent, pour la plupart, la langue turque, et ceux d'entre eux qui la connaissent la parlent avec une prononciation arabe; de plus, leur interprétation est le plus souvent fautive, et ce qu'ils savent de la civilisation des Osman-



lis, ils l'ont puisé à des sources arabo-musulmanes qui sont en grande partie récusables.

En somme, la *turcologie* proprement dite qui a, chez nous, au point de vue de la linguistique pure, donné des résultats appréciables, ne fait que naître en Allemagne, où ce n'est que depuis peu que quelques érudits étudient la philologie turque. Au surplus, même chez nous, les ouvrages consacrés à l'étude de la littérature ottomane sont assez clairsemés ; la raison en est que les œuvres littéraires turques sont écrites dans un langage tellement mélangé qu'il rebute nos philologues les plus zélés. Il faut dire que la langue turque proprement dite, qui a tant de rapports avec notre idiome national, y figure pour une part extrêmement faible ; or, l'étude de l'arabe et du persan, qui y dominant, ne séduit pas nos turcologues. Ceux-ci considèrent la langue littéraire turque comme un produit exotique dont ils n'essayent même pas de déchiffrer les mystères. Fâcheuse prévention, dont l'effet est que l'on s'en tient à des résultats purement linguistiques et, partant, restreints. Or, tout ce qui existe a nécessairement sa raison d'être et il est de l'intérêt général de remonter à l'origine des choses ; c'est pécher contre la science que de déprécier et de négliger les manifestations de l'esprit, sous le prétexte qu'on n'éprouve pas de goût à les étudier.

Ce qui fait le charme particulier de la littérature turque, c'est la diversité des genres qui la caractérise et qui est due aux emprunts multiples qu'elle a faits de tous les côtés. La simplicité primordiale du peuple turc s'est modifiée graduellement, d'abord au contact de la Perse, à laquelle il doit l'élément fantastique de sa littérature, puis au contact des Arabes qui lui ont inculqué la tendance spéculative et dogmatisante. Enfin, devenu une puissance mondiale, le peuple ottoman a subi l'influence de la mobilité grecque et celle de la population essentiellement trafiquante du Levant et des rivages de la Méditerranée. Il faut cependant observer que le Turc, en embrassant l'Islam, ne s'est pas changé en Arabe, ni en Persan, bien qu'il se soit approprié une certaine part de l'idéal arabe et persan, ni en Levantin, bien qu'il ait vécu, pendant des siècles, sous le même climat et dans les contrées qui ont vu fleurir les Grecs anciens et modernes. Les circonstances ambiantes ont tour à tour modifié son tempérament ; mais lui aussi,

il a réagi sur son entourage. En somme, c'est l'ensemble de ces actions et réactions réciproques qui constitue à proprement parler l'histoire de la civilisation turque. Quant à la langue, elle a été, au début, pure et exempte de tout alliage ; mais, dans la suite des temps, elle a subi l'influence persane et arabe. Persans et Arabes ont été, en effet, les modeleurs de la langue turque, qu'ils ont farcie de leurs idées et d'une foule de termes pris dans leur vocabulaire. Mais, de même que ces mots d'emprunt ont subi un changement de forme et ont dû se plier aux règles de la grammaire turque, ainsi la culture intellectuelle persane et arabo-islamique a subi une certaine métamorphose en devenant l'apanage de l'âme turque. Il ne suffit pas de lire le *Coran* dans le texte arabe et d'être au fait du régime politico-religieux de l'Islam, pour connaître le fond de la civilisation turque. Les arabisants aussi bien que les spécialistes en philologie comparée sont totalement incompetents sur ce sujet. Les menus faits historiques qui composent la trame d'une civilisation poussent leurs racines dans les profondeurs du corps social ; ils sont l'effet des pulsations de la conscience nationale ; il faut même en chercher la genèse jusque dans l'âme des individus qui figurent sur la scène politique. On tomberait dans l'absurde si l'on voulait les expliquer en vertu des lois d'un dogmatisme généralisateur. Le seul moyen d'atteindre la vérité, dans ce domaine, c'est l'analyse exacte de la totalité des phénomènes par lesquels une civilisation se manifeste.

En ce qui concerne la civilisation turque, on peut dire que les éléments dont elle est formée sont encore en pleine fermentation à l'heure qu'il est. Des éléments nouveaux s'y mêlent tous les jours. La guerre de Crimée (1854—56) a été la réaction de la civilisation occidentale contre la barbarie moscovite : du moins, c'est ce que l'on a dit pour consoler les victimes de ce conflit. Un des mobiles principaux de cette entreprise, en somme désintéressée, a été de protéger la Terre-Sainte contre l'agression des barbares du Nord. Ce fut donc une sorte de croisade dirigée contre les Russes schismatiques, qui convoitaient Constantinople et voulaient y arriver en passant par la Palestine. Chose paradoxale : les chrétiens de l'Europe ont aidé les Turcs à conserver la possession de la Terre-Sainte, en combattant d'autres chrétiens qui prétendaient l'ôter à des *mécéants*. La guerre de Crimée fut la première

où les Osmanlis figurèrent et se considérèrent comme Européens ; par le fait de cette fraternité d'armes avec les nations les plus avancées en civilisation, pour empêcher que l'équilibre du monde ne fût rompu au profit de la puissance moscovite et au détriment de la liberté, les Turcs se sentirent attirés vers la culture européenne.

Indépendamment des conséquences politiques des glorieuses campagnes du Danube, du Caucase et de Sébastopol, la guerre de Crimée a eu pour effet capital d'imprimer une direction nouvelle à l'âme ottomane. Les Turcs ont appris à connaître et à estimer les Européens et ils s'en sont fait estimer à leur tour. La campagne de Crimée détermina en Occident une éclosion prodigieuse de publications, articles de journaux, brochures, livres, en l'honneur de l'alliance avec la Turquie ; celle-ci, d'autre part, se mit à l'école de l'Europe. Le français devint, dès ce moment, la langue favorite des Turcs cultivés et la bonne société s'efforça de se modeler sur les habitudes françaises. Au respect et à l'admiration dont on avait entouré, pendant six siècles, la culture arabo-islamique, succéda un vif engouement pour la civilisation occidentale. On admirait sans discernement tout ce qui se faisait en Europe et l'on se hâta de l'imiter. Pour faire le choix des choses dignes d'être accueillies, il aurait fallu plus de lumières que n'en possédait le public turc. La formation qu'il avait reçue de ses maîtres orientaux ne le mettait pas à même d'opérer cette sélection et cette adaptation dans les conditions qu'il eût fallu. Il ne songeait qu'à satisfaire sa soif de nouveautés européennes. Cet enthousiasme prenait même parfois un caractère puéril. Ainsi, le sultan Abdul Medjid et son frère et successeur, Abdul Aziz, s'amuserent à faire construire des palais somptueux ; ils employèrent les capitaux fournis par l'Europe et qui devaient servir à donner une nouvelle impulsion à la vie économique du pays, à orner les places publiques de Constantinople de jardins, de fontaines monumentales et à bâtir des séraïls. On s'empressait d'imiter le faste et le cérémonial des cours européennes ; mais on continuait les désastreux errements financiers d'autrefois et on négligeait totalement l'instruction du peuple.

Si du moins la régénération intellectuelle des classes cultivées s'était accomplie selon les règles que commandait la raison, on eût pu se consoler qu'il y eût des gaucheries dans cet

apprentissage de la civilisation occidentale. Malheureusement, on se borna à imiter sans chercher à comprendre. Ce n'est que beaucoup plus tard que le travail d'assimilation s'est fait.

La prose turque est née sous l'ère nouvelle que nous venons de caractériser. Jusqu'alors, il n'existait, en prose, que des chroniques d'un style ampoulé écrites par les historiographes officiels ; cette littérature était profondément ignorée du public. Ceux qui s'adonnaient aux choses de l'esprit s'occupaient de l'étude du droit ecclésiastique ou cultivaient la poésie. La calligraphie et l'art de faire des vers étaient les seuls signes de la culture intellectuelle. Ce n'était pas l'apanage des seuls érudits ; les princes et les hommes d'Etat y trouvaient leurs plus chères délices. Il y a quelques années, je fus chargé d'une mission officielle à Constantinople et je me présentai au secrétaire d'Etat du ministère ottoman de l'Intérieur. Ce haut fonctionnaire me posa dès l'abord la question : avez-vous lu mon volume de poésies érotiques ? Et sur ma réponse négative, il se mit à chercher dans les dossiers et paperasses et en tira un livre proprement relié dont il me fit cadeau.

Il fallut quelque temps aux Turcs pour s'apercevoir que les peuples de l'Europe expriment leurs idées d'une façon intelligible, simple et sans fleurs de rhétorique superflues. Le style ampoulé qui distingue les anciennes œuvres littéraires turques était l'effet d'une aberration dans l'imitation des maîtres persans et arabes. Les écrivains ottomans s'étaient imaginé suivre ainsi la bonne école. En étudiant mieux leurs modèles, ils auraient vu qu'on n'y trouve aucune trace de cette emphase boursouflée dont le style turc acquit la fâcheuse spécialité. Pour les écrivains ottomans, l'idée ou le fait à exprimer avait fini par être chose secondaire ; l'essentiel, c'était la façon plus ou moins ornée, ou plutôt contournée, de débiter ce que l'on avait à dire.

On s'est mépris, en Europe, sur le sens de la révolution qui s'est accomplie dans la littérature turque. On a voulu y voir un acte de nationalisme ; on s'est figuré que les intellectuels ottomans avaient tout à coup décidé de ne plus se servir de l'ancien idiome, amalgame de persan, d'arabe et de turc et ne retenir que l'élément turc, dégagé de tout alliage.

C'est là une profonde erreur. Il ne faut pas établir un rapport de cause à effet entre l'éveil du nationalisme

turc qui s'est produit après la guerre de Crimée (l'idée de nationalité avait été jusque-là complètement étrangère à l'Islam), et la rénovation littéraire qui a consisté dans l'adoption du langage populaire pour les ouvrages de l'esprit.

C'est tout simplement par désir d'imiter la littérature occidentale que les écrivains turcs ont procédé à ce changement.

Quand les littérateurs ottomans se sont mis à composer des pièces de théâtre à l'européenne, leur souci naturel a été de se faire entendre facilement du public. Pour cela, il fallait renoncer à porter sur la scène le style touffu de la poésie persane ou les fioritures inintelligibles du langage des anciennes chroniques. Le public qui va au théâtre s'y rend pour s'amuser et non pas pour y faire des études linguistiques. On ne peut pas demander aux spectateurs d'une pièce de suivre le dialogue en feuilletant un dictionnaire.

Il existait bien une vieille littérature dramatique, écrite en langage populaire (les *orta oïnou*), continuation des jeux mimiques jadis en honneur à Byzance ; mais les écrivains turcs du XIX<sup>e</sup> siècle en ignoraient l'existence et ne pouvaient donc songer à la faire revivre. Il fallait créer du nouveau. On adopta donc pour le roman et le théâtre la langue de la conversation.

Les chefs du mouvement littéraire, les Sinassi, les Sézaii et les Namik Kémal, ne furent, surtout au début, rien moins que des puristes ; s'ils le sont devenus dans la suite, c'est qu'il fallait remplacer l'ancienne langue littéraire, surannée et incompréhensible, dont il était impossible de tirer parti dans la nouvelle, le roman et le théâtre. Malheureusement, les novateurs n'eurent pas l'idée de remonter aux sources populaires. Ce sont les turcologues européens qui ont songé à recueillir et à publier les œuvres d'inspiration plébéienne, afin de les sauver de l'oubli ; les écrivains turcs ne s'en sont pas occupés. L'apôtre le plus actif du mouvement, Ebou Zia Tevfik, n'a fait aucun état de ce genre de littérature. On doit à notre compatriote M. Ignace Kunoss, une précieuse collection de chansons, de contes, de pièces scéniques, d'histoires drôlatiques, dans lesquels se reflète l'âme turque. Il les a traduits en

hongrois et en d'autres langues étrangères, tandis qu'il n'en existe aucune édition turque.

En résumé, la Renaissance turque s'est éprise de la civilisation occidentale sans la comprendre; d'autre part, elle a méconnue les ressources qu'elle pouvait tirer de la tradition ottomane.

Le renouveau politique déterminé par le contact de l'Europe allait de pair avec le mouvement littéraire; mais l'essor n'en fut pas long. Après un court essai de régime parlementaire, le despotisme oriental reprit le dessus et mit un terme à cette chétive imitation des institutions de l'Occident. Les gaspillages effrénés du souverain eurent pour suite la banqueroute de l'Etat et les guerres continuelles finirent par tuer les libertés publiques, tant il est vrai que le régime militaire n'est pas favorable à l'essor des facultés intellectuelles. Le sultan Abdul Hamid comprima durement les aspirations réformatrices de la jeunesse, et les hommes façonnés à l'européenne furent obligés d'émigrer. Ils allèrent s'établir en France. Ils maniaient tous la plume, attendu qu'en Turquie il existe un lien plus ou moins étroit entre la littérature et la politique. Ainsi, il était de règle que les poètes dédissent leurs volumes au souverain et, pour réussir, s'assurassent des protections puissantes. Les historiens et les publicistes flagornaient de même le sultan et en retour ils obtenaient de lui des places, ou plutôt des sinécures bien rétribuées. C'est dire que tout politicien devait être écrivain et que, d'autre part, tout littérateur faisait de la politique. Il en est ainsi de nos jours encore: les ambassadeurs, les ministres et les consuls ottomans sortent tous des rangs de la littérature.

Ce n'était pas par souci d'indépendance littéraire que les intellectuels Jeunes Turcs allaient chercher asile en France; c'était parce qu'ils voulaient pouvoir exercer librement leur talent sur des sujets politiques déplaisants pour l'autocratie.

Pour tous ces émigrés, la plume n'était qu'un instrument politique. Nul d'eux n'avait cure de savoir littéraire systématique et ne cultivait les lettres pour l'ornement de l'esprit. Aiguiser sa pensée, c'était, pour eux, fourbir ses armes pour la lutte.

La France attire naturellement les dilettantes de cette espèce. Le style y est tout et l'on y regarde davantage à la phrase qu'à l'idée. Les beaux parleurs qui plastronnent sur la scène ne s'inquiètent pas de savoir si les doctrines qu'ils énoncent ne sont pas infirmées par les enseignements de l'université; on y voit même la science se mettre au service de la rue. Les exilés ottomans se sentirent tout à fait à l'aise sur l'asphalte parisien et à part quelques honorables exceptions, ils devinrent des virtuoses de la plume et de la parole sans, pour autant, apprendre grand'chose. Quelques-uns, cependant, travaillèrent sérieusement, s'approprièrent les méthodes européennes et prirent leurs grades dans l'enseignement supérieur. Ceux-là ont embrassé la carrière scientifique et se sont établis dans leur patrie d'adoption. Le reste s'est contenté de prendre les belles manières des salons français, et lorsque l'armée de Salonique eut renversé le sultan Abdul Hamid, toute cette cohorte de brillants esprits revint au pays, pleine d'espoirs enthousiastes et se promettant de faire de la Turquie une seconde France. Le grand rêve était de couvrir l'empire ottoman d'universités; hélas! on ne songeait pas qu'il fallait d'abord y créer l'enseignement primaire et moyen. D'autres avaient d'éblouissantes visions de gloire militaire: ils voyaient le Croissant étinceler sur les murs de Belgrade et de Sofia. La débâcle de la guerre balkanique souffla sur ces fantasmagories et fit revenir les esprits à la réalité.

L'imitation toute superficielle de la civilisation européenne, à laquelle la Turquie s'était adonnée à la suite de la guerre de Crimée, n'avait pas été sans influencer le fond de l'opinion publique. Les tendances chauvines et impérialistes en honneur en Europe ne tardèrent pas à se communiquer à l'esprit ottoman. La question de la langue nationale fut un des principaux domaines où cet esprit nouveau se manifesta. Une école voulait que le peuple turc parlât sa langue non pas comme il l'avait apprise de ses ancêtres, mais selon les règles de la linguistique. Ces réformateurs eussent été bien embarrassés d'énoncer les principes de la science qu'ils prêchaient, car cette science n'existait que dans leur imagination.



Entre toutes les manifestations de l'intelligence humaine, le langage est celle qui se prête le moins à une législation artificielle et qui est la plus rebelle à une réglementation arbitraire. En effet, les lois et l'évolution du langage sont essentiellement spontanées et ne peuvent être déterminées *a priori*. Les influences de voisinage, les goûts, la mode et jusqu'au caprice individuel, y laissent des traces qui, le temps aidant, deviennent à la longue, et à l'aide des analogies, des règles du langage. Or, en Turquie, la corporation qui décide souverainement les questions littéraires se compose d'écrivains et d'hommes politiques qui ne sont linguistes à aucun degré ; leurs verdicts se basent uniquement sur le goût individuel et non sur une étude spéciale et systématique. Depuis dix ans que dure le débat sur la rénovation de la langue turque, on n'a pas encore vu les adversaires faire état d'arguments philologiques ; les raisons qu'ils s'opposent mutuellement sont d'ordre tout subjectif.

Les auteurs turcs, voués à l'imitation des genres littéraires étrangers, se trouvaient amenés à s'appropriier le vocabulaire du langage populaire, qui seul fournissait les termes dont ils avaient besoin ; ils s'apercevaient ainsi que la langue nationale se prêtait fort bien à la littérature, notamment pour les ouvrages en prose. Ils laissèrent de côté la langue scientifique, qui resta ce qu'elle était, c'est-à-dire un mélange de turc, d'arabe et de persan.

Les choses en étaient là, quand, pendant la guerre turco-grecque, parurent les premières poésies de Méhémet Emin, écrites dans le langage populaire. Les applaudissements unanimes des orientalistes européens accueillirent cette initiative hardie. L'Anglais Gibb salua en Méhémet Emin le régénérateur de la littérature turque, l'Allemand Giese le proclama à son tour grand poète, et ses compatriotes, voyant le succès éclatant qu'il obtient auprès des érudits occidentaux, finirent par le fêter à qui mieux mieux. Après la chute du sultan Abdul Hamid, le poète, qui avait rempli jusque-là l'emploi modeste de contrôleur des douanes, devient un haut fonctionnaire du gouvernement. Dans sa nouvelle position, Méhémet Emin resta fidèle à la poésie populaire ; mais il ne se perfectionna pas, comme on s'y attendait. Les mêmes idées reviennent



constamment sous sa plume : il exhorte ses lecteurs au travail ; il recommande sans cesse aux cultivateurs d'employer des charrues en fer au lieu des instruments aratoires en bois dont ils se servent ; il vante les avantages des agglomérations de la population, en villages et en bourgs ; il conseille aux paysans et aux artisans de ne pas rougir de leur humble état, mais de travailler et de produire sans relâche, etc. Je ne saurais partager, au sujet de l'œuvre poétique de Méhémet Emin, le sentiment enthousiaste de la plupart des orientalistes. Ses pièces de vers ne dépassent guère, à mon avis, le niveau des chants populaires ; la naïveté qu'on y aperçoit a quelque chose d'enfantin, au point que la plupart des morceaux ressemblent à ces petites réclames versifiées dont se servent les industriels pour vanter leurs marchandises. Cela manque d'inspiration et de sentiment un peu profond, et le langage, bien que simple et même primitif, prend souvent des allures affectées.

Quoi qu'il en soit, Méhémet Emin a inauguré une ère nouvelle en littérature ; il est le chef d'une école qui proclame la nécessité de réformer le langage, et qui laisse loin derrière elle le modernisme des premiers réformateurs. Les disciples du poète ont entrepris d'épurer sérieusement la langue nationale. Le principe qui préside à cette opération délicate est qu'il faut éliminer les mots d'origine arabe et persane et adopter, à leur place, des termes pris dans les langues de l'Occident, principalement dans le français, ou bien se servir de radicaux tartares.

Le mouvement nationaliste nouvellement éclos dans l'empire Ottoman a puissamment secondé la révolution linguistique proclamée par Méhémet Emin et ses adeptes. L'opinion publique associa désormais à la nation turque tous les peuples sans exception dont l'affinité avec elle est attestée par le langage. On assista à ce spectacle paradoxal : dans l'excès de sa ferveur, le nationalisme turc répudia les liens plusieurs fois séculaires qui avaient attaché le peuple des Osmanlis à ses anciens compagnons d'armes et de croyances : Arabes et Persans, et il se déclara solidaire d'autres groupes ethniques dont aucune communauté d'intérêts ne le rapprochait et dont la parenté, souvent problématique, avec la nation turque, n'est con-

nue que par des témoignages historiques parfois sujets à caution.

Dès que le sentiment national est poussé au delà des limites raisonnables, il fait appel à la philologie pour satisfaire ses ambitions généalogiques et il n'est pas rare de voir alors forger des parentés ethniques de la plus haute fantaisie.

Depuis un siècle environ, on a pris l'habitude de considérer comme apparentés les peuples dont l'idiome est classé par la linguistique comme appartenant à une même famille de langues, sans prendre garde que l'analogie du parler ne saurait être un critère décisif et qu'il faut encore considérer la race, le caractère, les intérêts communs et la destinée sociale des groupes ethniques en cause. Ainsi, on parle couramment des races slave, germanique ou romane, de leur caractère, de leur essor ou de leur décadence. Mais ces classifications sont artificielles; elles sont nées dans les cabinets des linguistes, et le grand public a été fort longtemps sans se douter que les analogies linguistiques eussent une importance si capitale.

Pour ce qui regarde spécialement les Turcs, ce sont les philologues qui leur ont appris qu'ils sont les descendants ou, en tout cas, les proches parents des tribus turcomanes qui habitent la Russie, et que leurs destinées politiques et sociales sont intimement liées à celles de ces congénères. De là, un engouement extravagant pour l'Asie centrale et pour la civilisation du Turkestan, qu'on prétend imiter en tout et partout. Les lettrés s'empressent de reviser le dictionnaire et de substituer aux vocables arabes et persans, éliminés sans autre forme de procès, des radicaux tartares. La doctrine de l'Islam ne dit plus rien à ces réformateurs; la remplaceront-ils du moins par les idées humanitaires du XX<sup>e</sup> siècle? Non; ils vont chercher leurs héros parmi les conquérants mongols et tartares du moyen âge et prennent pour types les Gengis-khan et les Tamerlan.

Mais ce qui est plus grave que toutes ces rêveries, en somme innocentes, c'est le manque absolu de suite et de méthode qui est le trait caractéristique des novateurs turcs. Toutes les théories bonnes ou mauvaises, surgies

n'importe où, sont accueillies avec empressement et appliquées séance tenante.

Il y a quelques années, par exemple, on tint pour définitifs certains axiomes de la sociologie sur l'islamisme ; cela fit loi jusqu'au moment où l'on s'aperçut qu'on s'était trompé. Les systèmes même des novateurs varient. Hâtivement, sans études approfondies, on bouleverse ce qui existe, quitte à constater trop tôt qu'on a fait fausse route. Aujourd'hui, on s'en prend à l'écriture arabe, qu'on veut remplacer par un nouvel alphabet, et à l'orthographe d'usage, qu'on brûle de détrôner pour lui substituer le système phonétique. Et c'est l'arbitraire et le gâchis, chaque auteur ayant son orthographe particulière. Heureux quand il n'en oublie pas lui-même les règles d'une page à l'autre de ses écrits et quand il n'habille pas le même mot de plusieurs façons différentes ! Le résultat est que l'écriture turque dont les principes ont été, jusque-là, assez fermes, devient de plus en plus indéchiffrable. L'emploi des mots étrangers donne lieu à tout autant d'incohérences. L'usage de mots peu connus est une vieille habitude de la littérature turque. Trop souvent, le lecteur était obligé de s'aider du dictionnaire. Maintenant, on emploie à tort et à travers des mots français travestis en arabe, dont la prononciation reste incertaine. Mais les auteurs ne peuvent résister à ce penchant invétéré et à chaque pas on rencontre des termes arabes qui ne sont connus que des spécialistes.

\*

Telle était la situation quand parut le livre de Djelal Nouri intitulé *Notre langue turque*.<sup>(1)</sup> L'auteur, bien que jeune encore, n'est pas un nouveau-venu dans la littérature : il a déjà publié des récits de voyages qui ne manquent pas d'intérêt et des études sociologiques, très appréciées. J'ai hésité un moment à entamer la lecture de ce nouveau volume, car je sais qu'en Turquie les philologues sont rares et que les professeurs d'université récemment nommés n'ont pas eu le temps encore de former des linguistes assez

<sup>(1)</sup> *Turktchemis*, Constantinople, 1917. 1 volume de 120 pages (en turc).

versés dans leur spécialité. Le premier chapitre du livre ne m'a guère donné envie de poursuivre la lecture, car j'y ai trouvé des hérésies scientifiques assez graves pour me faire douter de la compétence philologique de l'auteur. On lit, par exemple (page 11) : « Sans l'aide que nous ont apportée ces deux langues (le persan et l'arabe), l'idiome turc, qui a été dans l'origine agglutinant n'aurait jamais passé à l'état de langue à déclinaison. » L'auteur n'est sûrement pas un philologue de métier et il a dû puiser son savoir dans quelque traité français d'ancienne date, qui en est encore à la classification des langues établie par feu Max Müller, système suranné et tout à fait abandonné aujourd'hui. C'est ainsi que, selon Müller, les langues subiraient dans le cours des temps des transformations radicales, favorisées par le progrès intellectuel, et que, par exemple, les idiomes à suffixes deviendraient des langues à déclinaison.

Ce n'est pas ici le lieu de réfuter à fond cette théorie linguistique erronée ; je me borne donc à constater que la langue turque, malgré les emprunts sans nombre qu'elle a faits au persan et à l'arabe, est restée ce qu'elle a toujours été : une langue agglutinante. On trouve, par exemple, des poèmes, anciens aussi bien que modernes, composés exclusivement de vocables persans, qui sont pour la plupart déclinés selon les règles de la langue persane, sans que, pour autant, le parler turc ait cessé d'être une langue agglutinante.

Il faut pardonner ces petites méprises à l'auteur, d'autant plus que, dans la suite, il condamne vigoureusement et avec beaucoup de bon sens la prétention de quelques-uns de ses compatriotes de fabriquer de toutes pièces une langue nouvelle ; il montre l'utopie d'un projet pareil en citant l'exemple des idiomes de l'Occident. Il discute ensuite cette question : est-il possible et désirable de simplifier la langue ? Il répond par la négative, car, dit-il, la provision d'idées accumulées dans le cours des siècles se perd si l'on change le sens des expressions qui les ont fixées dans le langage. Sa définition de la destination des langues est très judicieuse. Elles ne sont pas, dit-il, une collection plus ou moins intéressante de vocables,

mais un instrument intellectuel qui sert à exprimer avec précision les idées que suggèrent à l'homme les circonstances ambiantes. Pour ce qui est de l'influence de l'arabe et du persan sur la formation de la langue turque, elle s'explique suffisamment par l'histoire nationale et par les événements variés dont le langage et les éléments de toute sorte qui le composent sont les interprètes fidèles. Il est impossible d'enrichir ou d'appauvrir artificiellement une langue vivante. Un peuple quelque peu avancé en civilisation ne peut exprimer ses pensées dans le langage primitif des peuplades à demi-barbares de l'Asie, de même qu'un homme adulte ne peut revenir au vocabulaire de l'enfance. La condamnation prononcée par M. Djelal Nouri contre le langage artificiel de la nouvelle école ne fait, du reste, que confirmer aux yeux de ses compatriotes le jugement d'un étranger, tel que moi, sur le langage hétéroclite des littérateurs turcs modernes, composé qu'il est de vocables tartares, turcs et français. Ce jeu d'esprit a eu une certaine vogue parmi les lettrés, mais notre auteur a le courage de déclarer que personne ne parle cette langue factice, ni ne la comprend et que, par conséquent, les écrivains ont tort de l'employer dans leurs compositions.

Dans tous les idiomes du monde, le langage des sciences diffère du parler du peuple et des paysans. Les réformateurs turcs croient qu'il faut faire cesser cette différence et ils ont entrepris de rendre le langage scientifique accessible à la masse populaire. Djelal Nouri cite, à ce propos, le trait connu du paysan qui, ayant vu son curé se servir de lunettes, pour lire, s'en va dans la ville prochaine pour en acheter. Après en avoir essayée un certain nombre, il les rend au marchand en disant qu'il ne peut s'en servir. Et quand celui-ci, perdant patience, lui demande s'il sait lire, il répond : « Si je savais lire, je n'aurais pas besoin de tes lunettes ! » En Turquie comme partout ailleurs, il manque au commun des gens, pour entendre la science et les lettres, la préparation requise ; ce n'est pas une simple affaire de langage. Dès lors, il ne suffit pas de simplifier la langue scientifique en adoptant des radicaux tartares.

La langue est un organisme vivant, — dit notre auteur, — qu'il est impossible de créer ou de transformer artificiellement, et il invoque pour preuve de son dire l'échec des langues factices, telles que l'espéranto, le volapuk, etc. Il s'élève contre l'erreur de quelques-uns qui considèrent le langage littéraire comme un produit artificiel. Le peuple turc, dit-il, lorsqu'il était au début de son évolution, n'a pu développer son parler que par des emprunts faits à d'autres idiomes. Mais toutes les langues civilisées se sont enrichies par le même moyen : le français, l'anglais, l'allemand, le hongrois etc., sont tous, en ce sens, le résultat d'un mélange. Tout comme il n'existe pas de peuple pur de race, il n'y a pas non plus de langue qui ne soit, à un degré plus ou moins grand, un composé d'éléments hétérogènes. Pour le turc comme pour les autres langues, les termes empruntés ailleurs sont devenus turcs par l'usage, à tel point que leur prononciation, et même parfois leur signification, a subi des changements plus ou moins profonds, selon les lois de l'évolution intellectuelle. En d'autres termes, les mots empruntés ont été adaptés par l'usage aux besoins de la pensée et de l'échange des idées. La vie est un changement continu qui jamais ne s'arrête. « Si l'on s'était contenté chez nous — dit l'auteur — du dialecte touranien (c'est la langue turque pure qu'il entend), notre nation n'aurait fait aucun progrès. Mais les nomades de l'Asie centrale sont devenus à la longue un peuple civilisé ; nous avons évolué et appris beaucoup de choses. Notre langue aussi s'est modifiée, et c'est grâce aux changements survenus pendant les quatre ou cinq derniers siècles que le langage dont nous nous servons diffère du tout au tout du touranien primitif, et qu'il est devenu même une des langues les plus sonores, les plus harmonieuses du monde. » Et plus loin : « Si nous avions songé plus tôt à nous approprier les résultats des sciences, qui sont le trésor commun du genre humain, et si nous les avions enseignées dans nos *medressés*, notre idiome national serait encore plus parfait qu'il ne l'est. » « Les langues se développent et se perfectionnent en s'appliquant à suivre le progrès général et en faisant des efforts pour exprimer par des nuances appropriées les acquisitions nouvelles. Dans les choses

de l'esprit, notamment, on a besoin de faire des distinctions d'une subtilité extrême. Comment les exprime-t-on ? Soit en appliquant les termes concrets du langage courant aux idées abstraites auparavant inconnues, soit en empruntant des termes étrangers auxquels on impose la signification voulue.»

L'auteur se demande ensuite si la langue turque se prête au raisonnement scientifique et si elle est en état de fournir les termes techniques indispensables. «La langue russe, dit-il, emprunte ces derniers vocables au latin. La nôtre est moins apte à appliquer ce procédé. Bien que rien ne s'oppose, en principe, à l'adoption des termes grecs ou latins, néanmoins, en tant que notre langue s'est modelée sur les idiomes de l'Orient, tant au point de vue de l'écriture que sous le rapport de son évolution, l'assimilation des vocables pris à l'Occident est moins aisée.» Il ne prétend pas, d'ailleurs, trancher la question d'une manière définitive. S'il est permis de dire mon opinion personnelle, je suis d'avis que la langue turque n'a nul besoin d'emprunter des termes latins dont la prononciation aussi bien que l'écriture présente des difficultés, puisqu'elle possède des mots arabes parfaitement équivalents pour désigner les termes usités dans chaque science. L'arabe est, d'ailleurs, bien plus riche en radicaux que ne le sont le grec et le latin, de sorte qu'on y trouve les équivalents de tous les termes techniques, médicaux et autres. Et ils ont en outre l'avantage d'être orthographiés d'une manière fixe, sans donner lieu à des équivoques qui sont inévitables dans les mots empruntés aux idiomes de l'Occident, dont la lecture, dans la transcription en lettres arabes, laisse toujours des doutes dans l'esprit.

La partie la plus intéressante du livre que nous analysons est celle qui a trait à la civilisation turque. L'auteur s'y livre à une critique très sévère de la culture intellectuelle de son pays ; nous qualifierions volontiers sa rigueur d'injuste si nous n'étions habitué à voir percer la même tendance chez la plupart de ses compatriotes qui ont reçu une éducation à l'europpéenne. En effet, tous les Turcs modernes déplorent avec une sorte de résignation douloureuse la décadence trop certaine qui s'est produite sous ce rapport dans leur nation, depuis un siècle. Il

faut dire que le tempérament mélancolique de la généralité des Osmanlis engendre la défiance en leurs propres forces et l'admiration exagérée de l'étranger. Il n'y a guère que quelques chauvins enthousiastes et crédules pour trouver que tout est pour le mieux dans le monde ottoman. Tout ce qu'il y a d'intelligent en Turquie déplore l'état arriéré de la nation et s'exprime avec sévérité sur les habitudes d'esprit, les us et coutumes de la société turque.

Cette critique pessimiste s'étale sans déguisements dans un livre récent de M. Ibrahim Hilmi intitulé *Imitation de l'Europe*, (1) où règne un ton qu'on ne tolérerait nulle part ailleurs. Cela ne veut pas dire que les observations qui y sont exposées ne soient pas fondées. Reste à savoir si l'on saura profiter des avis sincères et bien intentionnés que ce livre renferme et si, spécialement, les pouvoirs publics essayeront de changer les institutions et les coutumes vicieuses qui sont la source du mal.

Quant à M. Djelal Nouri, il propose de commencer l'épuration par la réforme du langage. « Il n'y a pas, dit-il, de nation arrivée à un degré quelque peu élevé de civilisation dont le langage soit resté en arrière. Même aux périodes de décadence, la langue conserve quelque chose de son ancienne grandeur. » L'auteur jette ensuite un coup d'œil sur l'histoire de sa nation. « Les Osmanlis — dit-il — ont longtemps suivi une carrière purement militaire. Jusqu'au temps de Soliman le Grand, ils n'ont songé qu'à faire des conquêtes et ils ont négligé la culture intellectuelle. Malgré cela, si l'on parcourt les nombreux *tez-kérés* qui conservent la mémoire des écrivains des âges passés, on constate que l'âge d'or de la littérature ottomane présente un plus grand nombre d'auteurs renommés que n'en possède n'importe quel autre peuple. » Cela n'empêche pas M. Djelal Nouri d'être pessimiste, comme le sont tous les Turcs modernes. Il ne trouve dans cette longue liste de littérateurs aucun nom qui égale celui d'Aristote, de Bacon, de Descartes ou même d'Ibn Roujd, et cela le fait douter de leur valeur. Pour ce qui est de la philosophie, il n'y constate nul progrès depuis les Arabes ; bien

(1) *Avropalilasmak*. Constantinople, 1913, un volume de 265 p. (En turc.)



plus, les Turcs ne sont même pas parvenus à comprendre la philosophie arabe.

Il est de fait que les ouvrages philosophiques écrits en langue ottomane ne sont guère brillants, mais, pour les apprécier, on aurait tort de leur appliquer la même mesure qu'aux produits similaires de la pensée française, allemande ou anglaise. Quand bien même un auteur turc ou arabe aurait mis au jour une œuvre philosophique de premier ordre qui eût fait époque dans les études de ce genre, cela prouverait-il la supériorité de la race ottomane ou arabe sous ce rapport ? Ne serait-ce pas plutôt le résultat de circonstances spéciales qui n'ont rien à faire avec la race ? L'histoire nous montre, en effet, que les races les mieux douées ne produisent souvent pendant un long espace de temps aucun esprit transcendant, par la raison que les circonstances ont été défavorables à l'éclosion d'un génie, tandis que parfois un peuple médiocrement doué accomplira de grandes choses, parce qu'il aura eu la chance de reconnaître à temps les talents éclos dans son sein et qu'il aura pu les favoriser. C'est dans ce sens qu'on peut dire que la gloire des grands hommes rejaillit sur la race dont ils sont issus.

Pour en revenir au peuple turc, il a surtout excellé par ses vertus militaires. Son évolution s'est accomplie au milieu de nations auxquelles les choses de l'esprit étaient devenues indifférentes. Quand les Osmanlis ont paru sur la scène du monde, dans l'ouest de l'Asie et dans l'Europe orientale, la décadence intellectuelle de ces contrées était complète depuis longtemps. L'invasion mongole avait détruit l'empire des califes et, après la ruine de Bagdad, qui fut le grand foyer des sciences, des arts et de la littérature, la civilisation arabe n'a plus retrouvé l'éclat qu'elle avait eu du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle. Lors de la prise de Constantinople par les Turcs, qui eut lieu au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, le foyer des sciences et des lettres s'était déjà transporté dans l'Europe occidentale. Les raisons de ce déplacement sont trop compliquées pour être traitées ici incidemment. En tout état de cause, je ne crois pas que la race ait été un facteur aussi important dans cette révolution qu'on le croit. M'est avis que la bonne organisation et les habitudes morales y ont eu la plus grande part.

Quoi qu'il en soit, M. Djelal Nouri n'entre pas dans l'analyse des raisons auxquelles est dû le retard de l'évolution intellectuelle chez les Turcs. Il se contente de retracer avec de sincères regrets patriotiques, mais sans ménagements, l'ignorance qui s'étale partout dans son pays. Il cite comme une preuve péremptoire des dispositions d'esprit de ses compatriotes le vers suivant de Sunbulzade Vehbi, un poète qui a fleuri il y a une centaine d'années :

Tu n'a pas besoin d'apprendre la géométrie,  
Évite avec soin les embûches que Satan t'y tend,  
La pensée ne soit pas ton fait  
Prends garde de t'y livrer nuit et jour.

L'auteur est encore plus sévère à l'égard de la littérature historique turque, spécialité qui jouit cependant d'une certaine faveur auprès du public hongrois. Les chroniqueurs turcs, dit-il, ont eu moins en vue de donner un récit fidèle des événements qu'ils traitent que de flatter les sultans et leurs principaux généraux ; car leurs écrits n'étaient destinés qu'à ces hauts personnages. Ces chroniques sont un tissu de fleurs de rhétorique, de jeux d'esprit frivoles, de tours de phrase affectés dans lesquels entre une mosaïque de termes persans et arabes, enfin, de clichés monotones. On n'y trouve jamais une description fidèle des événements ; la préoccupation essentielle de l'auteur est de faire briller son esprit dans les fioritures boursouflées du style d'apparat en usage. Les chroniques turques sont d'ailleurs écrites dans une langue que personne ne parle ni ne comprend complètement et dont il est, par conséquent, impossible de tirer aucun profit quelconque. Ces défauts sautent encore plus aux yeux quand on compare ces compositions avec les ouvrages historiques arabes, qui se distinguent par un sain esprit critique, inconnu même aux historiens occidentaux du moyen âge. Les chroniqueurs arabes, en effet, confrontent les différentes sources les unes avec les autres et si les documents se contredisent, ils se gardent bien de les concilier, mais laissent ce soin au lecteur. Ils ont rendu par là un grand service aux écrivains des temps subséquents. Malheureusement, les historiens turcs n'ont pas suivi cet

exemple ; aussi est-il très difficile, voire impossible d'étudier avec fruit l'histoire ottomane à l'aide des seules références indigènes.

Le tableau que trace l'auteur de l'état des arts en Turquie n'est guère plus consolant. La Sublime Porte a parfois encouragé les peintres, mais elle ne l'a fait que par intermittence et d'une manière capricieuse. Ibrahim pacha avait emporté de Hongrie quelques œuvres statuaire<sup>(1)</sup> dont on orna la place de Sainte-Sophie ; mais personne ne sait ce qu'elles sont devenues. L'art de la sculpture est resté complètement inconnu en Turquie. En revanche, la calligraphie a pris un bel essor chez les Turcs, qui ont rivalisé à cet égard avec les Persans et surpassé les Arabes. Le genre d'écriture nommé *rik'a* a été employé pour la première fois en Turquie et y est encore cultivé avec distinction de nos jours.

\*

Il résulte de ce qui précède que notre auteur n'appartient pas à cette catégorie d'enthousiastes superficiels qui, vantant outre mesure la gloire passée de leur pays, se contentent de quelques phrases élogieuses stéréotypées et attendent les événements avec une indolence fataliste. Son pessimisme ne s'adresse qu'au passé ; mais tout en mettant à nu les causes des fautes commises, il est plein d'espoir en un avenir meilleur. Il ne professe pas non plus ce genre de nationalisme qui porte ses ambitions au delà des frontières de l'empire et rêve pour la race turque un rôle politique, social et historique plus grand, par quoi ce nationalisme ressemble singulièrement à un impérialisme de nature plus ou moins conquérante.

Il est encore d'usage de nos jours de considérer la race turque comme « une et indivisible » ; cette supposition ne s'est maintenue jusqu'ici qu'à la faveur du retard des recherches ethnologiques et historiques. Rien ne garantit

(1) Dans un manuscrit du Trésor de Constantinople, intitulé *Hurner Nâmé*, et orné d'illustrations superbes, j'ai trouvé le dessin d'une statue qu'on avait apportée jadis de Bude et qui fut érigée sur la place de l'Hippodrome. Au dessus d'une colonne haute de 4 à 5 mètres, se détache la figure d'un ange, pour autant que j'ai pu distinguer le sujet au milieu des fioritures de l'enluminure.

qu'une étude plus approfondie ne révèle pas la présence de diverses nationalités sous l'uniformité de la langue. En tout cas, la prétendue unité ethnique du peuple ottoman ne s'est manifestée jusqu'à nos jours que par des signes négatifs, ainsi que l'a clairement prouvé le célèbre historien allemand Ranke, dans les pages où il a apprécié le rôle du peuple turc dans la civilisation.

Quant à l'état présent et aux destinées futures des Osmanlis, M. Djelal Nouri et tous les hommes d'Etat éclairés de son pays professent la même opinion, à savoir que l'existence du peuple turc est indissolublement liée à la possession du pays qu'il habite maintenant et au maintien des circonstances ambiantes, à condition qu'il mette en jeu ses facultés. Ni les souvenirs d'un passé glorieux, ni le rêve ambitieux d'un avenir supposé radieux, mais en somme incertain, ne sauraient être propices à la bonne formation de la génération actuelle. L'auteur affirme être un réaliste. En tout cas, son réalisme est empreint d'une sincérité vigoureuse et naïve qui l'aide à envisager l'avenir avec confiance. Il sait qu'il est aussi impossible à un peuple d'oublier son histoire que de s'ignorer soi-même.

Je n'ai pu consacrer, dans ces considérations, au penseur distingué qu'est M. Djelal Nouri et aux autres représentants du mouvement intellectuel turc, qu'une place bien mesurée. Mais cet aperçu sommaire de l'orientation actuelle de la pensée ottomane peut suffire au but que je me suis proposé. Sous l'effet de la guerre qui se prolonge, les préoccupations d'ordre matériel priment tout en Turquie, comme chez nous. Les soucis budgétaires dominent la vie publique. Les questions intellectuelles sont fatalement reléguées à l'arrière-plan. Mais la vie de l'esprit n'est que suspendue. Elle reprendra tous ses droits et sa prépondérance aussitôt que le poids des inquiétudes matérielles se sera allégé. Au surplus, pour se faire une idée juste de l'état de l'opinion en Turquie, il ne faut pas perdre de vue la situation économique du pays, car il va de soi qu'il existe un rapport intime entre les conditions matérielles et l'état intellectuel d'une nation.

JULES GERMANUS.

---

---

## LA COERCITION MORALE DE LA GRÈCE

(L'opinion d'un Anglais sur la politique des Alliés.)<sup>(1)</sup>

---

De tous les peuples d'Europe, ce fut le peuple hellène que la grande guerre surprit le plus désagréablement. Après quatre-vingt-dix ans de lutttes et de déceptions, il venait de voir son union nationale à peu près accomplie... Certains territoires grecs demeuraient encore sous la domination ennemie, il est vrai ; mais les bénéfices acquis et le prix qu'ils avaient été payés suffisaient pour le moment. Sa seule pensée était de garder et de mettre à profit le fruit de ses victoires —, non point de courir à d'autres aventures. Comme quelqu'un qui a jeté sa gourme, l'Hellade, assagi, pensait à s'organiser. Ses conditions économiques étaient éminemment favorables à ce programme. Gouvernée par un souverain et un homme

(1) Cet article, tiré d'un ouvrage anglais: **La Turquie, la Grèce et les Grandes Puissances**, par M. G. F. Abbott, a été traduit par M<sup>me</sup> D. Psycha, secrétaire général de la section de Berne de l'Union Hellénique, collaboratrice à la *Revue de Hongrie*. Voici quelques passages de la préface caractéristique dont M<sup>me</sup> Psycha a accompagné sa traduction: «M. G. F. Abbott, publiciste anglais d'une réputation mondiale, nous apporte sur la politique du gouvernement légal de la Grèce et de son roi, un témoignage basé sur une documentation et une logique impeccables dont il est impossible de contester la valeur, d'autant plus qu'en flétrissant les actes d'arbitraire dont son pays est en grande partie responsable et en rendant justice à ceux qui en furent les victimes, il fait preuve d'un courage et d'une magnanimité peu ordinaires.

«Pour le pêcheur de vérité en eau trouble, il est extrêmement regrettable que l'œuvre de M. Abbott se termine en octobre 1916, c'est-à-dire *avant* que les mesures de force contre la Grèce aient pris le caractère de violence et de brutalité qu'elles eurent par la suite ; nous laissons au lecteur le soin d'apprécier quel aurait été, quel doit être aujourd'hui, le verdict de l'homme qui, *déjà*, s'élevait avec indignation contre la tyrannie et la mauvaise foi de ceux qui se sont efforcés de sacrifier tout un peuple à leur seul intérêt.

«Nous sommes également convaincus que, désabusé sur le caractère de M. Vénizélos à qui il accorde encore quelque crédit, il doit avoir modifié du tout au tout son jugement sur l'homme néfaste qui fut l'agent principal des malheurs de l'hellénisme.»

d'Etat à qui la confiance la plus absolue pouvait être accordée, la nation, pour la première fois dans son histoire, était exempte de toute discorde politique. Ses finances, malgré deux guerres, étaient bonnes. La situation extérieure ne donnait aucune cause d'anxiété immédiate. La Turquie, il est vrai, demeurait irréconciliée et la Bulgarie boudait ; les possibilités d'agression de ces deux côtés devaient être prises en considération, mais ce n'était qu'une éventualité éloignée et, la Serbie vivant sous la même appréhension, les deux Etats amis avaient formé une alliance défensive.

Unie, satisfaite du présent et confiante en l'avenir, la nation grecque s'adonna à sa tâche de consolidation, sans délais et avec un succès remarquable. Douze mois s'étaient à peine écoulés depuis le traité de Bucarest, et déjà la vie des provinces nouvellement conquises avait changé de face : les terrains vagues étaient devenus des jardins, des vignes et des champs cultivés ; l'anarchie avait disparu ; la sécurité régnait dans des districts qui, jusqu'alors, avaient été le théâtre de perpétuels brigandages. Pendant l'hiver 1914, il n'y eut pas d'assises en Macédoine, faute de criminels ! Mais tout ceci n'était encore que les bases de l'édifice qui devait remplacer les ruines ottomanes. Le plan de reconstruction comprenait des routes, des voies ferrées, des ponts, des ports et toutes les améliorations indispensables à la vie civilisée. Pour mettre ce plan à exécution, le royaume Hellénique avait besoin d'une certaine période de tranquillité.

La guerre européenne était évidemment la dernière chose que les Grecs pouvaient désirer, et ils n'y étaient nullement préparés ; mais, au premier abord, il ne leur sembla pas être menacés d'autre désagrément que celui des troubles économiques, la part de tout neutre en temps de guerre ; malgré les affirmations contraires, il est de toute évidence que leur traité avec la Serbie ne leur imposait aucune obligation, légale ou morale. C'était un accord purement balkanique, ne visant aucune complication ultra-balkanique. Ceci est prouvé non seulement par le témoignage de quelqu'un qui prit une part active à la conclusion de ce traité, <sup>(1)</sup> mais par la Serbie elle-

(1) Le prince Nicolas de Grèce au rédacteur du *Temps* : « J'ai moi-même pris une part active aux négociations qui ont abouti à la conclusion de ce traité d'alliance. Je puis affirmer que ce traité est un traité balkanique qui ne vise

même, qui ne songea jamais à appeler la Grèce à son secours, ni à se plaindre de sa non-intervention. En vérité, qu'est-il besoin de preuves ? le bon sens le plus élémentaire suffit à ceux qui en possèdent la moindre parcelle et consentent à s'en servir pour reconnaître que les deux petites nations ne pouvaient être assez folles pour prétendre se défendre mutuellement contre la moitié de l'Europe ! Quant aux autres belligérants, le peuple grec eut à concilier son amour profond de la France avec sa non moins profonde admiration pour l'Allemagne. Mais aucun de ces sentiments ne constituait une raison suffisante pour que le gouvernement grec prît part à une querelle qui, certainement, ne le concernait en rien.

L'entrée de la Turquie dans la lutte changea la situation. La victoire de l'empire Ottoman, c'était la perpétuation du joug turc sur les Hellènes de Thrace et de l'Asie Mineure, aussi bien qu'une menace pour le royaume Hellénique. Si la Grèce contribuait à la destruction de cet empire, le résultat serait la libération de quelques-uns au moins des sujets grecs du Sultan, et un certain gain de territoire. Ainsi raisonnaient les hommes d'Etat d'Athènes. D'autre part, du point de vue des puissances européennes, l'attitude de la Grèce, après l'entrée en lice de la Turquie, devenait une question de haute importance pour les deux groupes, et Athènes fut le théâtre de cabales et de propagandes rivales pareilles à celles qu'avait vues Constantinople quelques semaines auparavant ; mais les rôles étaient intervertis, c'était l'Allemagne qui désirait la neutralité de la Grèce et l'Entente qui la pressait d'entrer dans la lutte.

Des négociations entre les représentants de l'Entente et du gouvernement hellène s'ensuivirent. M. Vénizélos, premier ministre, était feu et flamme pour l'intervention ; le roi Constantin n'y était pas opposé, à condition, toutefois, que les Alliés conduisissent leurs opérations d'Orient de manière à s'assurer une chance raisonnable de succès ; il déconseillait un assaut naval contre les Dardanelles qu'il savait, comme toute personne saine d'esprit, imprenables ; par contre, il préconisait la marche sur Constantinople, offrant toute son armée dans ce

que la politique balkanique. Il n'avait et ne pouvait avoir en vue de participer à une guerre mondiale, dont les conditions et les facteurs étaient impossibles à prévoir et à apprécier d'avance.

Le Temps. 18. février 1916.

but. Si ce plan avait été adopté, les Grecs se seraient joints aux Alliés avec tout l'enthousiasme dont ils sont capables. D'un bout à l'autre du pays, il n'est ni prince ni politicien, ni soldat ni marin, ni commerçant ni laboureur qui n'eût été heureux de donner jusqu'à son dernier sou, jusqu'à sa dernière goutte de sang, pour une cause dont la seule pensée fait frémir de joie tout cœur hellène : le rétablissement de l'empire Byzantin.

Cet idéal, systématiquement découragé par les grandes puissances, n'était certes plus aussi vivace qu'autrefois. Depuis 1885, peu d'hommes d'Etat grecs espéraient encore voir l'ancien rêve de leur race réalisé. Mais, dans la subconscience populaire, cet espoir n'avait rien perdu de sa vigueur. Depuis des années, l'anniversaire de la chute de Constantinople (29 mai v. s.) était observé comme un jour de deuil. Après les victoires de 1912 et 1913 et le regain d'optimisme qu'elles apportèrent, cette cérémonie funèbre prit tout à coup un air de fête : jour d'anticipation plutôt que de commémoration. Les foules qui se pressaient à la cathédrale d'Athènes acclamaient leur souverain comme le futur Constantin XII, destiné à venger le triste sort de Constantin XI, et à reconquérir la couronne impériale perdue par cet empereur. « A la Cité ! » (*Stin Poli !*) « A Sainte-Sophie ! » (*Stin Aya Sofia !*). Tels étaient les vœux par lesquels on accueillait le roi, qui n'avait pas de plus vif désir que de les réaliser.

C'est dans cet esprit qu'il fit ses propositions aux Alliés. Elles furent repoussées, en partie parce que la Grande-Bretagne et la France considéraient qu'il était au-dessous de leur dignité de se laisser guider par un petit pays comme la Grèce, mais principalement parce que ces propositions étaient incompatibles avec les visées du troisième partenaire dans l'Alliance : la Russie ne désirait pas voir un souverain grec à Constantinople, ni même dans le voisinage ; il y avait longtemps qu'elle convoitait ce butin pour elle-même.

Le plan de l'Entente était que les Etats balkaniques formassent une autre coalition et entrassent dans la lice comme quatrième partenaire. C'était une belle conception dans le domaine de l'abstrait, mais nous ne vivons pas dans un monde d'abstractions. Les petits Etats ont leurs rivalités, aussi bien que les grandes puissances.



Comment éliminer cette difficulté fondamentale ? Mais c'était bien simple ! Avec un optimisme de visionnaires, à moins que ce n'ait été une désinvolture de cyniques, les artisans du projet se mirent à l'œuvre pour amener la Grèce et la Serbie à se concilier la Bulgarie ; elles devaient, tout simplement, lui offrir leurs territoires macédoniens, fruits de deux guerres et se dépouiller sans hésiter, sur la vague promesse de se procurer elles-mêmes des compensations, au détriment d'une Turquie démolie et d'une Autriche-Hongrie démembrée, dans un avenir problématique ! C'était là, sans doute, une transaction assez hasardeuse pour plaire aux diplomates français, anglais et russes ; mais les Grecs et les Serbes ont l'esprit ainsi fait qu'elle ne leur dit rien. Ils préféraient, ainsi que les Bulgares, « un oiseau dans la main à deux sur la branche », et la seule chose qu'ils promirent, ce fut de céder lesdits territoires à la Bulgarie quand, avec l'aide de celle-ci, ils auraient réussi à dépouiller l'empire Ottoman et l'Autriche-Hongrie — pas avant ! Seule une diplomatie aveugle aux réalités les plus élémentaires pouvait s'attendre à une réponse différente. On peut ajouter que le plan était anglais, comme le fut d'ailleurs la ténacité avec laquelle on s'y cramponna, même après que son impraticabilité fut devenue manifeste. Ce fut la contribution de l'Angleterre à l'imbroglio balkanique.

Voilà pour le côté politique de la question. Le côté militaire n'était guère plus brillant. Le roi Constantin — un soldat — appréciait en soldat la puissance militaire de l'Allemagne ; il ne partageait pas du tout l'opinion de son fougueux premier ministre au sujet de ce facteur du problème. Pour celui-ci, c'était un article de foi que les empires centraux seraient battus ; le roi voulait des garanties tangibles. Il y allait de l'existence de la Grèce. Le grand état-major grec — corps d'officiers qui avait démontré sa compétence dans deux guerres — était complètement de l'opinion du roi. Il était prêt à lier le sort de la Grèce à celui des Alliés, à condition que la France et l'Angleterre concentrassent dans la péninsule balkanique des forces suffisantes — avec la coopération de la Grèce — pour protéger la Serbie et tenir le Danube, pendant que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne seraient occupées par les Russes en Galicie. Mais la France et l'Angleterre avaient autre chose à faire. Au lieu de tenter quelque chose qui aurait relevé

leur prestige militaire au yeux du monde, elles s'embarquèrent dans la folle aventure des Dardanelles. Ceci fut la contribution de la Russie à l'imbroglio. C'était une exhibition peu propre à inspirer confiance au roi Constantin et à ses experts ! Il refusa donc d'entrer dans la lice aux conditions dictées par les Alliés. M. Vénizélos restait partisan de l'intervention ; mais il recula devant la responsabilité d'entraîner son pays dans une voie aussi périlleuse : bien qu'il eût obtenu la majorité à la Chambre, il démissionna (février 1915).

Son successeur, M. Gounaris, tenta en avril de rouvrir les négociations ; il proposa de se joindre aux Alliés si ceux-ci garantissaient au moins l'intégrité territoriale de la Grèce contre la Bulgarie, dont les dispositions étaient évidentes pour quiconque était doué de quelque sagacité ! L'Angleterre répondit vaguement qu'elle ne pouvait donner une réponse catégorique avant d'avoir consulté les autres membres de l'Alliance. La réponse de la France fut également vague. Le ministre de Russie à Athènes donna d'autre part à entendre à M. Gounaris que son gouvernement ne considérait pas l'intervention de la Grèce comme nécessaire. Et la question en resta là.

Le temps passa ; les semaines devinrent des mois, et les Alliés se montraient toujours incapables de prendre la seule mesure qui eût amené la Grèce, la Roumanie et sans doute la Bulgarie dans leur camp, c'est-à-dire le prompt envoi d'une armée en Serbie.

Lorsque M. Vénizélos revint au pouvoir, après les élections générales de mai, il trouva le roi moins disposé que jamais à se risquer dans ce jeu dangereux. Pendant que les diplomates alliés parlaient, les événements s'étaient succédé. Le premier échec des efforts anglo-français aux Dardanelles (mars-mai) avait été suivi des succès austro-allemands en Galicie et en Pologne. Partout le « rouleau compresseur » russe était forcé de reculer et la Bulgarie se montrait incontestablement disposée à se joindre à l'ennemi (juin-septembre). Ces événements changeaient totalement l'aspect des choses, et beaucoup de Grecs qui avaient adhéré au programme de M. Vénizélos commencèrent à douter de sa sagesse.

Ce ne fut qu'alors que les Alliés passèrent des paroles aux actes. Le plan britannique d'une coalition gréco-serbo-bulgare et le plan russe de forcer le chemin de Constantinople à tra-

vers les Dardanelles, ayant subi un échec, ce fut le tour de la France d'apporter sa contribution à l'imbroglio. Elle le fit sous la forme d'une expédition de secours pour la Serbie. L'Angleterre se souciait peu d'une nouvelle aventure en Europe sud-orientale. Mais elle acquiesça. Le 5 octobre, des troupes anglo-françaises débarquèrent à Salonique, en route pour la Serbie. Le roi Constantin refusa de se laisser impressionner par ce déploiement d'énergie. Les forces envoyées étaient trop restreintes et arrivaient trop tard. Même si tous les Grecs adultes s'y étaient joints, la Serbie ne pouvait être sauvée et la Grèce eût été sacrifiée. Les Allemands étaient libres de jeter leurs légions à travers le Danube, et la Bulgarie massait ses troupes à la frontière serbe. Malgré toute sa compassion pour la Serbie, le roi Constantin ne se croyait pas tenu à commettre un suicide national. M. Vénizélos démissionna une fois de plus (6 octobre) et M. Zaimis forma un ministère de neutralité bienveillante.

Les événements justifiaient bientôt les pronostics les plus pessimistes. En moins de quinze jours (6—17 octobre), la Serbie fut inondée par le déluge germano-austro-bulgare. Les Alliés firent appel à la Grèce, lui offrant Chypre pour prix de son aide. En d'autres circonstances, cette offre eût été très tentante, mais en l'occurrence le roi Constantin ne vit pas le moyen de l'accepter. A quoi servait de gagner Chypre si l'on perdait Athènes ? D'après certains conseillers, tout n'était pas perdu encore : « Si d'importants contingents Alliés étaient promptement envoyés dans la péninsule balkanique, leur arrivée persuaderait le public grec que la lutte allait être menée à forces plus égales. Un tel fait aurait quelque chance d'imposer aux Grecs une politique d'action », ainsi écrivait le correspondant du *Times* à Athènes, en date du 30 octobre. (1)

Mais rien ne fut fait.

Ainsi se présentait le bilan des Alliés vis-à-vis de la Grèce au déclin de la première année de guerre. Ils avaient réussi à ranger contre eux ses ennemis naturels — la Turquie et la Bulgarie — sans toutefois la gagner à leur cause ! Ce brillant résultat, qui déconcertait le vulgaire bon sens, l'Entente ne le devait ni à la propagande allemande à Athènes, dont on

(1) *Times*, 1<sup>er</sup> novembre 1915.

nous a assez parlé, ni aux attaches allemandes du roi Constantin, dont on ne nous a que trop parlé, mais à une ineptie diplomatique et stratégique qui avait de quoi confondre l'imagination.

\*

M. Vénizélos demeurait fermement persuadé de l'ultime triomphe des Alliés : « Je suis sûr qu'il vaincront. Ils doivent vaincre. Ils ne peuvent pas échouer. Ils ont commis presque toutes les fautes possibles, mais leur cause sera victorieuse, automatiquement. » Ainsi parla l'homme d'Etat. Mais son souverain était moins optimiste que jamais. Il continuait à considérer la situation en soldat et n'était point disposé à risquer l'existence de son pays sur un coup de dé. Le spectre de la Belgique l'avait toujours hanté ; le spectacle de la Serbie venait maintenant s'y ajouter. « Si un vingtième seulement des espérances de M. Vénizélos s'était réalisé », disait-il, « je me serais mis à la tête de toutes les forces de l'Hellade. »

Le peuple grec écoutait ses deux chefs avec un égal respect. Mais, somme toute, dans la question militaire, ce peuple préférerait se laisser guider par le jugement d'un soldat plutôt que par celui d'un civil, si intelligent fût-il. De plus, la persistance de l'Angleterre à insister sur l'apaisement de la Bulgarie au détriment de la Grèce, et son peu d'enthousiasme à secourir la Serbie, avaient, à tort ou à raison, engendré chez les Grecs l'idée que, malgré tout ce qui s'était passé, le gouvernement britannique restait enclin à la conception d'une grande Bulgarie. Cette interprétation des vues anglaises sur le problème macédonien contribua à réfrigérer l'enthousiasme que la révélation des visées russes avait déjà ébranlé.

Ainsi le roi put poursuivre sa politique de neutralité et, M. Zaimis ayant poussé trop loin sa bienveillance envers les Alliés, fut remplacé, après un mois, par M. Skouloudis (6 novembre). La neutralité d'un petit Etat situé comme l'est la Grèce, est terriblement exposée ; les Alliés ne se firent aucun scrupule, dès le début, d'user librement des ports et des îles de la Grèce, sous prétexte de nécessité militaire — la seule loi reconnue en pratique par les nations, quoi qu'elles professent en théorie.

Après le débarquement à Salonique, cette main-mise prit de telles proportions que les relations de l'Entente et du royaume hellénique pouvaient désormais se comparer à celles d'une bande de tyrans décidés à abuser de leur force envers un enfant qui ne peut que protester. Le débarquement lui-même se fit sous le couvert d'un accord gréco-serbe qui donnait aux Serbes certains droits de transport à travers le territoire grec et l'usage d'un quai dans le port. M. Vénizélos, en sanctionnant ce débarquement, avait élargi le sens de cette convention presque jusqu'au point de violer la neutralité ; cependant, il avait limité la permission au passage des troupes pour la Serbie. Mais les Alliés, obligés de reculer en Macédoine grecque et décidés à y rester, exigèrent une extension de la tolérance initiale que la Grèce ne pouvait accorder sans renoncer à ses droits souverains et sans se mettre en posture hostile vis-à-vis des puissances centrales. La cajolerie fit alors place à la coercition. Peu après l'accession de M. Skouloudis au pouvoir, les ports grecs furent bloqués, les bâtiments grecs arrêtés, et le pays, qui dépend en grande partie de l'importation pour sa subsistance, se vit acculé à la famine.

Les Allemands et les Bulgares tentèrent d'alléger la situation et d'empêcher la Grèce d'être poussée par la famine à passer dans le camp ennemi, en envoyant 15.000 tonnes de froment par voie de terre. Mais ce secours ne put être renouvelé, les voies ferrées se trouvant sous la menace des canons de l'Entente. Comme prétexte de ce traitement infligé à un Etat qui ne s'était rendu coupable d'aucune provocation et ne pouvait offrir aucune résistance, on imagina la crainte que les autorités grecques ne tentassent de désarmer les forces alliées en retraite. Telle eût été, sans doute, l'action d'un Etat neutre, capable de faire respecter ses droits légaux ; mais les Grecs venaient d'avoir la preuve que leur vie était entre les mains des puissances maîtresses des mers. Rien n'était plus éloigné de leur pensée que de s'attirer des représailles. Ce prétexte servit pourtant à donner quelque apparence de fondement à des mesures injustes et, à l'aide de la famine, les Alliés forcèrent la Grèce à une série de concessions également incompatibles avec le devoir de neutralité et avec les droits d'un Etat libre.

Ces procédés des Alliés servirent à M. Vénizélos de nouvel argument en faveur de sa thèse, à savoir que l'intervention

aux côtés de l'Entente était la seule voie à suivre pour la réalisation des intérêts vitaux de la Grèce. Le roi Constantin n'ignorait pas ce qu'il en était ; mais sa crainte de l'Allemagne contrebalançait sa crainte des Alliés. La France et l'Angleterre ne pouvaient, lui semblait-il, traiter en ennemi un Etat qui demeurerait neutre, tandis que, en abandonnant la neutralité, il eût exposé son pays au péril d'une invasion allemande. A ce moment, le démon de la discorde, déchaîné par la diplomatie étrangère, se mit à l'œuvre en Grèce.

Le différend entre le roi et M. Vénizélos est essentiellement une divergence d'opinion sur la politique la plus profitable au pays. Que tous deux soient mus par cette pensée patriotique, nul n'a le droit d'en douter qui a eu l'honneur de les connaître. Mais des sentiments de nature moins élevés peuvent se glisser même dans le cœur du plus pur patriote. Le roi et son antagoniste, bien qu'ils eussent coopéré loyalement, à un moment donné, à l'agrandissement de leur pays, ne furent jamais très sympathiques l'un à l'autre. Outre les vieilles querelles dont le souvenir était encore douloureux, ils étaient victimes d'une faiblesse très humaine, faiblesse que leurs succès à chacun avaient accentuée. La popularité les avait exaltés et l'on peut dire de ces grands hommes (j'espère qu'ils me pardonneront la comparaison !), de même que de César et de Pompée, que l'un ne pouvait souffrir l'idée d'avoir un supérieur, tandis que l'autre s'insurgeait contre la pensée d'avoir un égal.

Jusqu'au moment de ce grave conflit, ils se partageaient également l'hommage de leurs compatriotes : si la Grèce était fière de M. Vénizélos, ainsi que d'un second Périclès, elle saluait dans le roi Constantin, et avec non moins de fierté, un autre « Basile Boulgaroktone ». Du moment qu'ils étaient divisés, lequel des deux la Grèce était-elle disposée à suivre ? M. Vénizélos et les Alliés soutenaient que la Grèce brûlait d'entrer dans la lutte et que, si la nation avait pu exprimer sa volonté, elle eût voté pour M. Vénizélos et sa politique. Le roi soutenait la thèse contraire, et offrait de la mettre à l'épreuve par de nouvelles élections (12 novembre). Mais M. Vénizélos prétendait que les élections ne prouveraient rien, ses adhérents étant pour la plupart sous les drapeaux et par conséquent privés de leur droit de vote ; les partisans qui lui restaient étaient des hommes

d'âge mûr, d'esprit forcément plus timide. En conséquence, son parti s'abstint de se présenter aux urnes.

La nouvelle Chambre, formée le 24 janvier 1916, ne comptait pas de vénizélistes parmi ses membres, et le cabinet Skouloudis demeura au pouvoir. Mais cela ne pouvait convenir aux Alliés. Si le roi restait en repos, quelle chance avait l'Entente d'entraîner la Grèce dans la guerre ? M. Vénizélos, qui paraît s'être momentanément abstenu par désir patriotique de ne pas envenimer la dissension, fut amené à reprendre son activité politique (avril 1916). Ceci incita ses adversaires à s'organiser à leur tour et la campagne pro-ententiste se heurta à une campagne anti-ententiste. Les deux partis en vinrent à une collision, à un meeting arrangé par les vénizélistes à Athènes, où de violentes objurgations furent lancées, des coups de feu échangés et des arrestations eurent lieu. Une quinzaine de jours plus tard, M. Vénizélos posa avec succès sa candidature pour Mytilène (8 mai). Son entrée au Parlement et l'activité de ses partisans à l'étranger ou sur les lieux demeurèrent toutefois sans fruits. La politique de neutralité ralliait encore tous les suffrages. Mais la crise était proche. Dans l'intervalle, les troupes alliées, sous le commandement de Sarrail, s'étaient établies en Macédoine, faisaient sauter les ponts, établissaient des fortifications où bon leur semblait, utilisaient à leur gré les voies ferrées, disposaient enfin de Salonique comme d'une ville leur appartenant. En décembre de l'année précédente, quand la Grèce avait dû subir les volontés des Alliés, les Allemands, avaient prévenu le gouvernement hellénique que, en livrant la Macédoine à l'Entente, il aliénait sa souveraineté sur cette partie du pays et que, de par ce précédent, ils s'estimaient également autorisés à traverser la frontière, s'ils le jugeaient bon. Les Grecs s'en inquiétaient peu : puisque l'un des deux partis s'érigait en maître dans le pays, pourquoi pas l'autre ? Si la neutralité signifie quelque chose, ce ne peut être que ceci : facilités égales pour les deux groupes de belligérants. Mais la seule pensée d'une invasion bulgare en Macédoine, dans cette contrée si récemment dévastée par l'ennemi héréditaire, remplissait les Grecs d'horreur. Si cela arrivait jamais, déclaraient les vénizélistes, ils feraient fi de leur devoir de sujets et courraient aux armes. C'est ce qui arriva.

Vers le mois de mai, les Alliés commencèrent une avance vers le nord, occupant quelques villages de la frontière bulgare-grecque. Les Bulgares ripostèrent en avançant vers le sud et en occupant le fort Rupel, qui leur fut remis par ordre du gouvernement hellénique. Un cri d'horreur accueillit cette concession et un nouvel atout se trouva dans les mains de M. Vénizélos et des Alliés. Le premier déclara que le gouvernement trahissait l'Hellade ; les seconds demandèrent à M. Skouloudis une explication. M. Skouloudis répliqua qu'il considérait l'occupation du fort Rupel par les Bulgares comme une conséquence inévitable de l'occupation de Salonique par les Anglo-Français. En refusant, le gouvernement eût enfreint les principes stricts de neutralité et exposé la Grèce à une invasion allemande. La réponse des Alliés fut une nouvelle et flagrante infraction aux droits souverains du pays : le général Sarrail déposa les autorités grecques de Salonique, se saisit de leurs bureaux et proclama la loi martiale ; mais les ressources « diplomatiques » de l'Entente n'étaient pas encore épuisées. La presse ententiste réclama violemment « une pression ». Il fallait châtier la Grèce sévèrement pour sa « félonie politique ». Les mesures déjà prises à Salonique étaient insuffisantes. Ce qu'il fallait, c'était « une action énergique » au Pirée. Il est aisé de se montrer fort vis-à-vis du faible. La clameur de la presse était le préambule de nouvelles mesures coercitives. Le 8 juin, les importations furent encore restreintes. Les Grecs protestèrent. Le peuple le plus servile n'eût pu s'abstenir de protester contre cet acte arbitraire, par lequel on le privait de pain. Athènes fut le théâtre de manifestations contre M. Vénizélos et les Alliés. Quelques officiers anglais furent insultés. Les journaux de l'Entente clamèrent que « la Grèce mettait les Alliés au défi » !! Les mesures de contrainte redoublèrent. Une fois de plus, le pays fut au seuil de la famine.

En même temps, l'Angleterre, la France et la Russie émièrent la prétention d'être les tutrices de la Grèce et de ses libertés constitutionnelles. Agissant de concert avec M. Vénizélos, elles déclarèrent qu'un Parlement qui n'avait pas été élu par la nation entière était anti-constitutionnel. Les actes d'un cabinet où personne n'était autorisé à parler au nom de toute la nation étaient des actes illégaux. Poussées par une paternelle sollicitude envers la Grèce, et dans le but de lui rendre



ces institutions parlementaires que le roi Constantin avait arbitrairement foulées aux pieds, les « puissances protectrices » demandèrent le renvoi du ministère Skouloudis, la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections — précédées par la démobilisation de l'armée. Le prétexte de cette dernière exigence était la prétendue crainte d'une attaque grecque contre les forces alliées en Macédoine. La raison véritable, c'était la conviction que l'armée était composée en partie de vénizelistes qui, une fois libérés, voteraient pour Vénizélos et sa politique. Cet ultimatum obtint, comme il était à prévoir, satisfaction immédiate. En attendant les élections, un gouvernement de pure forme fut constitué sous M. Zaimis (22 juin) pour gagner du temps et exécuter les ordres des Alliés. Le jour suivant, les mesures restrictives furent relâchées, et deux jours plus tard, annulées. Les correspondants des journaux de l'Entente à Athènes écrivaient onctueusement que la Grèce venait de recevoir une *Magna Charta*. Néanmoins, quelque étrange que cela paraisse, il n'y eut point de foule en délire dans les rues pour célébrer la mansuétude des « puissances protectrices », point de manifestations de joie ni de reconnaissance, nulle part ! « C'est le peuple le moins expansif que j'ai jamais vu », écrivait gravement un de ces messieurs bien informés !

\*

Huit semaines après l'affaire de la *Magna Charta*, le dilemme « neutralité ou participation » fut violemment remis sur le tapis. Entre temps, l'offensive des Alliés en Macédoine s'était développée, appelant une riposte de l'ennemi. Dans la troisième semaine d'août, les Bulgares attaquèrent sur toute la ligne, du Vardar à la Strouma, et poussèrent jusqu'aux importantes villes grecques, de Serrès, Drama et Kavalla. Les garnisons grecques se trouvèrent devant un dilemme tragique : obéir à leurs sentiments et résister à l'envahisseur, ce qui aurait pour effet de plonger leur pays dans la guerre, ou obéir à leur roi et céder les mêmes positions qui, trois ans auparavant, avaient été arrachées aux Bulgares, sous le commandement de ce même roi ! A quelques exceptions près, la loyauté et la discipline l'emportèrent sur le sentiment, et les Bulgares occupèrent les villes.

La détresse, le désarroi et la rage que cette nouvelle infortune souleva dans toutes les classes du peuple hellène peuvent être aisément imaginés. M. Vénizélos et les Alliés se hâtèrent de battre monnaie avec l'émotion populaire. Les organes du premier dénoncèrent les avocats de la neutralité comme traîtres à la patrie ; les journaux ententistes proclamèrent les royalistes traîtres à la fois à la patrie et aux « puissances protectrices ». Les accusations les plus odieuses furent lancées contre le parti du roi : tantôt on l'appelait le « parti du kaiser » et tantôt le « parti bulgare » — et le roi lui-même, en la personne de ses ministres, fut dénoncé à la vindicte publique comme plus nuisible à la Grèce que n'importe quel ennemi extérieur. Si, au moment le plus critique de son histoire, la Grèce voyait une armée hostile violer son sol et une flotte amie bloquer ses ports, c'était à lui qu'elle le devait principalement ! Les partisans du roi ripostèrent en renvoyant ces accusations à leurs auteurs. *Toutes les calamités et les mortifications que subissait la Grèce étaient dues à M. Vénizélos.* C'était M. Vénizélos et nul autre qui avait mis le pays dans ce cercle vicieux, qui avait appelé sur la Grèce l'invasion, la contre-invasion et la coercition, car n'était-ce pas lui qui avait invité les Alliés à débarquer à Salonique ? Les deux partis organisèrent des meetings où des orateurs passionnés s'insultèrent et se menacèrent et le peuple devint d'heure en heure plus violent et plus énervé.

A la faveur de cette détresse, de ce mécontentement et de ce désordre, les Alliés arrachèrent au royaume ses derniers lambeaux de souveraineté. Le 1<sup>er</sup> septembre, leur flotte, sous l'amiral du Fournet, entra au Pirée et dans d'autres ports, et se saisit de tous les vaisseaux marchands allemands et austro-hongrois qui s'y trouvaient. Simultanément, leurs représentants à Athènes exigèrent l'expulsion immédiate de tous les propagandistes allemands et la mise en accusation de leurs « complices » grecs, enfin la remise des postes, télégraphes et téléphones de l'Etat aux mains de l'Entente. Comme d'habitude, le roi Constantin se plia aux mesures auxquelles il n'avait pas le pouvoir de résister et, comme d'habitude, son gouvernement fit une énergique et vaine protestation. Pendant que se déroulaient ces événements, on apprit que la Roumanie se rangeait aux côtés de l'Entente. Ce fait, ajouté à toutes les

autres influences en jeu, était de nature à peser sur les décisions du roi. En effet, il paraît qu'il fut disposé, à ce moment, à modifier son attitude. Par malheur, les débuts de la Roumanie ne furent pas assez brillants pour que son entrée dans la lice améliorât la situation militaire au point de justifier l'entrée en guerre de la Grèce. En conséquence, les conversations entre le premier ministre et les représentants de l'Entente ne menèrent à rien et M. Zaimis — vénizéliste, au fond — donna sa démission (11 septembre).

Le roi Constantin maintenait fermement son opinion que la neutralité était encore l'attitude la plus sûre pour son pays. Mais, en eût-il eu le pouvoir, qu'il ne prétendait pas forcer ses sujets à adhérer à son avis.

Dans une audience qu'il accorda au représentant de la Presse Associée (Associated Press), le 1<sup>er</sup> septembre, il déclara que ce n'était le moment ni pour lui, ni pour le gouvernement de décider du sort de la Grèce ; la nation devait en décider elle-même, et elle en aurait l'occasion aux élections générales. C'était justement ce que M. Vénizélos et les Alliés avaient demandé dès le début. M. Vénizélos prétendait représenter la volonté de la nation et se faisait fort de démontrer la justesse de sa politique par une écrasante majorité. Les Alliés, par la voie de leurs organes les plus responsables, affirmaient que la question de neutralité ou d'intervention ne concernait que les Grecs eux-mêmes, les « puissances protectrices » étant uniquement anxieuses de rendre aux Grecs leur pleine liberté constitutionnelle, afin qu'ils pussent, par le suffrage, décider de l'avenir de leur royaume. Sous prétexte de provoquer cette consultation nationale, les Alliés avaient obtenu, ainsi que nous l'avons vu, la dissolution du Parlement et la démobilisation de l'armée, afin de permettre à tous les citoyens grecs de se présenter au vote. En conséquence, M. Dimitracopoulos, invité par le roi à prendre la succession de M. Zaimis, proposa aux représentants de l'Entente de laisser la question ouverte jusqu'au moment où les élections auraient manifesté la volonté de la nation. Ces élections devaient avoir lieu un mois plus tard. Si étrange que cela puisse paraître à tout esprit logique, les ministres de l'Entente rejetèrent cette proposition ! La prudence leur interdit de publier les motifs de ce refus, mais M. Vénizélos se montra moins discret. Il déclara que les élections

ne pouvaient avoir lieu qu'après le changement d'orientation politique, « afin que l'entrée en guerre de la Grèce ne fût pas une résultante des élections ». <sup>(1)</sup> L'explication de ce brusque changement de front est fort simple. La démobilisation de l'armée avait prouvé la fausseté de la légende d'après laquelle la majorité du peuple grec aurait été opposée à la neutralité et n'était empêchée de se joindre aux Alliés que par les efforts d'une cour germanophile et d'une clique de politiciens corrompus par l'or allemand ! Les réservistes libérés, sur lesquels comptaient tant M. Vénizélos et les Alliés, retournaient dans leurs foyers la rage au cœur, ayant vu de près les privations et les humiliations que les usurpateurs de l'autorité royale avaient imposées à l'armée et au roi qui l'avait deux fois conduite à la victoire. Un seul exemple suffira à illustrer la situation : quelques officiers grecs avaient pénétré dans les bureaux d'un journal vénizéliste à Salonique et maltraité l'éditeur. Les autorités grecques les arrêtèrent. Mais le général Sarrail, s'arrogeant le droit de commander dans une maison étrangère, ordonna à ses soldats de forcer la prison grecque et d'en extraire les prisonniers, qui furent jetés dans une prison française et jugés par un tribunal français. Ce ne fut qu'un des nombreux incidents qui prouvèrent aux Grecs combien la nation qu'ils avaient adorée peut être brutale, lorsque ses intérêts sont en jeu.

Si violent fut le ressentiment parmi les militaires de tous rangs que, lorsque le train qui les emportait vers leurs foyers s'arrêtait aux stations, ils se penchaient aux portières, criant aux spectateurs : « Blackboulez Vénizélos ! » et la première chose qu'ils firent, une fois rentrés dans la vie privée, fut de former des ligues ayant pour but de lutter contre les candidats pro-ententistes aux élections. Le 22 juin, lorsque la formation de ces associations fut annoncée, les organes vénizélistes affectèrent de les tourner en dérision, s'imaginant que le mouvement était le fait d'une très petite minorité de mécontents. Mais, le 8 septembre, les ministres de l'Entente forcèrent le gouvernement grec à sévir contre des organisations qui, objet de dérision hier, étaient devenues un objet de crainte pour leurs adversaires.

En résumé, quels qu'eussent été, au début de la scission, les sentiments du peuple et de l'armée, — qui représentait

(1) Voyez dépêches d'Athènes au *Times* des 14 et 24 septembre.

la partie la plus jeune et la plus ardente de la nation — il était à présent douloureusement clair aux yeux de M. Vénizélos qu'une vaste majorité lui était opposée, soit dans le peuple, soit dans la troupe. Il est vrai que le placide abandon des forts et des villes de la Macédoine orientale aux Bulgares abhorrés avait suscité beaucoup de mécontentement. Mais ce mécontentement contre le roi n'était qu'un murmure, comparé à la clameur qui s'élevait contre M. Vénizélos — et cette clameur fut augmentée de bien des voix qui, jusqu'alors, s'étaient élevées en sa faveur, lorsque les Alliés eurent recours aux mesures de coercition susmentionnées. Vu les circonstances, tout appel à la volonté nationale avait perdu son attrait pour M. Vénizélos et pour ses partisans ; aussi les Alliés, après leur triomphe imaginaire de juin, reculèrent-ils les élections, au lieu de les avancer ; elles furent renvoyées d'août à septembre, de septembre à octobre et ajournées enfin *sine die*. M. Dimitracopoulos, ayant échoué dans ses efforts pour amadouer les ministres de l'Entente, abandonna la formation du cabinet à M. Kalogeropoulos, qui, à son tour, après une quinzaine passée à tenter d'obtenir l'appui desdits ministres, fut obligé de démissionner. Cette tâche ingrate incombait alors au professeur Lambros (8 octobre), auquel l'Entente daigna témoigner une sorte de demi-confiance. Mais son pouvoir ne pouvait être qu'éphémère. Tout gouvernement dont était exclu M. Vénizélos ne pouvait compter vivre.

La Grèce, Etat indépendant, se voyait réduite à la condition d'un Etat vassal, qui ne pouvait se permettre d'avoir un gouvernement non investi de l'approbation de ses « protecteurs ».

\*

Entre temps, les auteurs de cette tragi-comédie corsaient leur libretto par l'introduction d'éléments nouveaux et plus passionnants.

Le roi Constantin ayant résisté à la coercition, ils décidèrent de tenter l'effet d'une explosion.

Peu après l'abandon de Serrès, Drama, Kavalla, un comité révolutionnaire fut formé à Salonique, où était le quartier général des Alliés. Ce comité publia un appel au peuple et à l'armée, leur enjoignant de prendre les armes pour chasser

les Bulgares de la Macédoine, — autrement dit, d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente ; si le roi, intimidé, suivait, tant mieux ; sinon, on marcherait sans lui. Au moment même, la flotte anglo-française évoluait devant le Pirée (1<sup>er</sup> septembre), cette organisation jusqu'alors dénommée « comité de défense nationale », se mua en « gouvernement provisoire » et en assumait les fonctions, forçant la gendarmerie et les garnisons de Macédoine à se joindre à ses volontaires ou à se retirer, émettant des bons payables au quartier général français pour le « Trésor révolutionnaire », en un mot substituant son autorité à l'autorité royale. De Salonique, le mouvement gagna les îles nouvellement acquises, Lemnos, Chios, Mytilène, Samos et la Crète, c'est-à-dire tous les territoires exposés à la menace des forces militaires et navales des Alliés. Mais la vieille Grèce, des limites septentrionales de la Thessalie aux côtés orientales du Péloponèse, se montra réfractaire. Seuls, quelques officiers et politiciens notifièrent au roi leur conviction de la nécessité d'une intervention armée contre la Bulgarie. Le roi leur donna à comprendre une fois de plus que, en principe, il n'était pas contraire à cette idée, loin de là ; mais il refusait d'être bousculé : son attitude serait déterminée, dans l'avenir, ainsi qu'elle l'avait été dans le passé, par la situation militaire. Aucune pression ne pouvait changer sa détermination ; il ferait ce qu'il considérait comme le plus profitable à son pays, même au risque de perdre son trône.

M. Vénizélos résolut alors d'amener la crise à un dénouement. Le 25 septembre, il quitta Athènes pour se mettre à la tête du mouvement révolutionnaire et, après avoir arrangé ses affaires à sa satisfaction en Crète, à Samos, à Mytilène et à Chios, il arriva à Salonique, avec l'amiral Coundouriotis et le général Danglis. Ce triumvirat, ayant usurpé le pouvoir souverain, élut domicile au palais royal et nomma un ministre. On dit que le gouvernement ainsi constitué songe à légaliser sa position en convoquant la Chambre de 1915, dans laquelle M. Vénizélos avait la majorité, sans égards pour les changements survenus depuis lors dans l'opinion publique. En attendant, ce même gouvernement vote des impôts et tente de former une armée. (1)

(1) La relation de M. Abbott s'arrête au mois s'octobre 1916.

En prenant ces mesures, M. Vénizélos se leurrait de l'espoir que la crainte de la guerre civile forcerait le roi à céder, ou que, s'il demeurait inflexible, il perdrait les sympathies de ses partisans.

« Nous sentons que notre champ d'influence s'élargira, dit-il ; graduellement, le peu d'autorité qui reste à Athènes s'effacera ». (1) Mais les résultats immédiats furent tout autres. La presse dénonça M. Vénizélos comme un aventurier ambitieux et sans principes, abandonnant son souverain et s'attachant à des étrangers, par haine et par soif de gloire personnelle ; la neutralité n'offrant aucun débouché à son ambition, il adoptait une politique d'aventure. Pour satisfaire sa vanité démesurée, il n'hésitait pas à sacrifier sa conscience et sa patrie. En douze mois, il avait réussi à attirer sur la Grèce toutes les calamités et toutes les avanies, et cela encore ne lui suffisait pas ! Actuellement, il la poussait ouvertement à l'abîme.

Aucun appui ne lui venait de nulle part. A d'insignifiantes exceptions près, l'armée, la marine et le peuple de la vieille Grèce demeuraient passifs. La révolution menaçait de dégénérer en un misérable fiasco.

C'est alors que les Alliés entrèrent en scène. Le 10 octobre, l'amiral du Fournet, commandant la flotte alliée, exigea du gouvernement hellénique, « comme mesure de sécurité pour les forces alliées de terre et de mer, dans un délai de . . . », l'abandon à l'Entente de toute la flotte grecque (2), le désarmement des batteries côtières et le placement de la voie ferrée Pirée-Larissa-Salonique sous le contrôle des Alliés.

Le gouvernement hellénique se soumit encore une fois à ces exigences, prouvant ainsi la mauvaise foi des accusations lancées contre lui. Mais, pour mieux faire comprendre aux intelligences les moins ouvertes la véritable portée de cet ultimatum vindicatif, l'amiral français le fit suivre d'autres mesures coercitives. Dans une note supplémentaire, il demanda et obtint le contrôle de la police d'Athènes et, indice plus suggestif que tout autre, le chef du contrôle de police français avertit les éditeurs des journaux athéniens d'avoir à s'abstenir de tout article anti-ententiste, sous peine de suspension du journal.

(1) Voyez le *Times* du 13 octobre 1916.

(2) Cette menace à la flotte anglo-française consistait en 5 vaisseaux de guerre — du type de 1891, à part une exception — et de deux cuirassés !

Voilà où en est arrivée la coercition morale de la Grèce à l'heure actuelle.

Ses vaisseaux de guerre portent des équipages étrangers, ses chemins de fer stratégiques sont contrôlés par des officiers étrangers, sa presse est bâillonnée par des censeurs étrangers, les rues de sa capitale sont surveillées par des marins étrangers. Jusqu'à ce jour, ces mesures ont porté des fruits tout autres que ceux qu'on en attendait.

L'homme incline à considérer la violence comme un signe de faiblesse. Les Grecs se disent : « Si les Alliés sont si sûrs de la victoire, pourquoi veulent-ils si désespérément notre aide ? Ils doivent être dans de bien mauvais draps pour tenter de gagner une poignée de partisans par des méthodes aussi éhontées — eux qui prétendent être entrés dans la guerre afin de venger la violation de la Belgique, pour garantir la sainteté de la loi internationale, comme champions, enfin, de l'indépendance des petites nations ! » Le peuple grec se disait tout cela au début ; il ne se le dit plus ; la question, pour lui, n'est plus : « Intervention ou neutralité ? » C'est maintenant une question de fidélité monarchique ou de désertion qui se pose à sa conscience. Quand les Alliés ont commencé à rudoyer la Grèce, le roi Constantin était un héros aux yeux de son peuple ; ils en ont fait un martyr. Chaque insulte nouvelle est un rayon de plus ajouté à l'auréole qui ceignait son front. *Les puissances peuvent l'expulser du trône de Grèce, comme elles expulsèrent Othon ; aucune puissance humaine ne l'expulsera du cœur de son peuple.* On peut dire que l'agent de propagande le plus efficace du kaiser en Grèce, ce fut la flotte des Alliés. Une politique de terrorisation est toujours une faute ; elle l'est d'autant plus lorsqu'elle s'exerce sur un peuple fier et sensible.

Même si l'Entente arrive à obtenir l'appui de la Grèce, les avantages matériels qui en résulteront pour elle ne contrebalanceront jamais le ressentiment qu'elle aura déchaîné. Longtemps après la guerre, quand tout cela sera de l'histoire ancienne, le peuple grec se rappellera le traitement dont il a été victime ; l'amertume en demeurera vivace, et commandera les sentiments de la race hellénique à l'égard des Alliés d'aujourd'hui, et plus particulièrement à l'égard de la France, protagoniste de cette triste et sordide farce.

---



---

---

# L'UKRAINE COMME PAYS A CÉRÉALES

---

## Population de l'Ukraine.

Les limites géographiques du nouvel Etat de l'Ukraine n'ont été définies dans le traité de paix du 9 février 1918 que du côté de l'Autriche et de la Pologne. Du côté de la Lithuanie, le traité fixe une ligne de démarcation partant de Melniki et passant par Wyssoko-Litowsk, Kame-netz-Litowsk, Proushany et aboutissant au lac de Wygonowskié. Nous n'avons pas à nous occuper ici de la question de savoir si la limite du côté de la Pologne et de la Lithuanie est définitive. On ne sait pas non plus où passera la frontière septentrionale de l'Ukraine, du côté de la Grande Russie, ni la frontière orientale et méridionale du côté des nouveaux Etats des Cosaques, des Tartares et des Caucasiens.

Comme les anciens gouvernements russes dont est formée la République populaire de l'Ukraine ne sont pas habités seulement par des Ukrainiens, il est indispensable d'établir quelle est la proportion de la population ukrainienne dans les gouvernements qu'embrassait la dénomination générale d'Ukraine. Ce dénombrement est nécessaire comme préambule à la question de la capacité de production et d'exportation de l'Ukraine, car il est permis de supposer que les districts producteurs qui, bien qu'habités par une population ukrainienne assez dense, ne seront peut-être pas incorporés au nouvel Etat, y écouleront néanmoins l'excédent de leur récolte, au moins pendant une période de transition, en vertu d'un attrait naturel produit par la parenté de race, cela pour autant, il va sans dire, que le permettent les conditions géographiques.

Cette observation s'applique spécialement à la région septentrionale du gouvernement de Tauride et au territoire du Kouban, qui fournissent des récoltes extraordinairement abondantes de blé, de façon que la production dépasse de beaucoup les besoins locaux; elle concerne également certaines parties des gouvernements de Voronège et de Koursk.

*Population des huit gouvernements ukrainiens et nombre d'habitants de race ukrainienne.*

	En milliers d'habitants			1 <sup>er</sup> janvier
	Popula- tion totale	Nombre d'Ukrai- niens	Propor- tion (2) en %	1912 (3) Popula- tion
1. Wolýnj (4) (Volhynie) (5)	3.850	2.700	70	3.995
2. Kýjiw (Kiev) . . . . .	4.570	3.620	79	4.635
3. Podilje (Podolie) . . . . .	3.740	3.030	81	3.882
4. Chersson . . . . .	3.450	1.640	54	3.547
5. Tchernihyw (Tchernigov)	2.980	2.450	86	3.083
6. Poltava . . . . .	3.580	3.410	95	3.673
7. Charki w (Kharkov) . . . . .	3.250	2.275	70	3.329
8. Katerinoslaw (Ekateri- noslaw) . . . . .	3.060	2.110	69	3.215
Total . . . . .	28.480	21.235	75	29.359

Population ukrainienne au 1<sup>er</sup> janvier 1912, chiffre rond : 22 millions.

En fait de territoires limitrophes fortement peuplés d'Ukraiens, il y a lieu de citer :

1. Tauride . . . . .	1.880	790	42
2. Kouban . . . . .	2.630	1.250	47
3. Woroniz (Voronège) . . . . .	3.360	1.810	36
4. Cholmchtchyna (Cholm) . . . . .	—	—	30
5. Koursk . . . . .	—	—	22
6. Territoire du Don . . . . .	3.500	980	26

(1) D'après St Roudnycky, Le pays et le peuple de l'Ukraine. Vienne, 1916. Edition ukrainienne, parue en 1910.

(2) Ibid. D'après le recensement de 1897.

(3) D'après l'Annuaire statistique russe de 1912.

(4) Noms ukrainiens.

(5) Noms russes.

Les Ukrainiens forment ainsi le 75% de la population des huit gouvernements de l'Ukraine. D'après les calculs de Roudnycky, le nombre total des Ukrainiens habitant ces gouvernements s'élèverait à 21 millions 250.000. Toutefois, comme il estimait en 1910 à 28 millions 500.000 âmes la population ukrainienne habitant le territoire proprement ukrainien de l'ancien empire, le chiffre de cette population devait bien avoir atteint 30 millions d'âmes en 1912, en vertu de l'accroissement naturel. A l'Ukraine propre, il faut ajouter les territoires circonvoisins, où la proportion de l'élément ukrainien varie du 20 au 47%. Dans certaines de ces régions, les Ukrainiens forment la majorité relative de la population; dans quelques districts même, ils constituent la majorité absolue. Nous renvoyons, pour plus de détails, à l'ouvrage de Roudnycky.

### **Les récoltes de céréales en Russie de 1912 à 1915.**

Dans l'essai que nous allons entreprendre d'établir la capacité de production de l'Ukraine comme pays à céréales, nous n'envisagerons que les huit gouvernements de l'Ukraine propre. Nous utiliserons les renseignements relatifs à l'année 1912 fournis par l'Annuaire statistique russe, ainsi que les statistiques de 1913 et 1914. Nous laisserons de côté celles qui concernent les récoltes de 1915, 1916 et 1917, qui portent sur des étendues inégales de territoires de la Russie d'Europe.

La statistique russe de 1912 est doublement intéressante, en ce qu'elle ne donne pas seulement un aperçu de la récolte totale, mais indique encore quelle quantité de blé restait disponible pour la consommation, après déduction de ce qui était nécessaire pour les semailles; on apprend ainsi quel était le contingent à consommer par tête d'habitant. Les données relatives aux récoltes de 1913 et 1914 contenues dans les *Nachrichten für Handel, Industrie und Landwirtschaft* du 29 juillet 1915 ont de la valeur, pour autant qu'elles embrassent toute la Russie d'Europe, qui se composait de 63 gouvernements et territoires. On a ainsi le moyen de comparer les récoltes de 1912, 1913 et 1914.

*Récoltes de céréales de la Russie d'Europe (63 gouv.) pour  
1912, 1913, 1914.*

	En millions de pouds		
	1912	1913	1914
Seigle .....	1.567·8	1.412·7	1.280·0
Blé .....	1.036·4	1.553·3	1.246·9
Orge .....	606·5	710·8	525·9
Avoine .....	862·0	1.012·2	782·4
	<hr/> 4.072·7	<hr/> 4.689·0	<hr/> 3.835·2

Récolte moyenne par année.

	Période	Période
	1909—1913	1907—1911
Seigle .....	1.239·4	1.278·0
Blé .....	925·4	1.208·8
Orge .....	542·7	594·7
Avoine .....	794·6	879·4
	<hr/> 3.502·1	<hr/> 3.960·9

Récoltes diverses.

	1912	1913	1914
Epeautre .....	6·8	9·9	7·1
Blé sarrasin .....	75·3	66·3	50·4
Millet .....	154·7	166·0	118·2
Maïs .....	123·4	113·3	125·8
Pois.....	53·4	46·2	30·6
Lentilles.....	16·5	16·8	10·2
Haricots.....	4·6	3·6	4·0
	<hr/> 434·7	<hr/> 422·1	<hr/> 346·3

Récapitulation.

	1912	1913	1914
Seigle, blé, orge, avoine	4.072·7	4.689·0	3.835·2
Divers .....	434·7	422·1	346·3
Total .....	<hr/> 4.507·4	<hr/> 5.111·1	<hr/> 4.181·5

La récolte de 1912 a été de beaucoup supérieure à la moyenne de la période 1907—1911. La récolte de 1913 a été encore plus favorable ; par contre, celle de 1914 est restée de 20% en dessous de la récolte de l'année précédente. L'excellente moyenne de la période 1909—1913 est due au rendement des récoltes de 1912 et 1913. La récolte de 1915, dont on connaît les résultats pour 48 gouvernements (non compris ceux qui se trouvaient occupés par les armées allemandes et austro-hongroises), a été très bonne ; elle s'est chiffrée, pour les quatre principales espèces de céréales, par 3.800,000.000 de pouds.

### **La récolte ukrainienne.**

La statistique officielle russe de 1912 donne l'indication du rendement de toutes les espèces de céréales, excepté l'orge d'hiver et l'avoine, dont la récolte figure dans des tableaux spéciaux.

En outre, elle fournit l'état de ce qui était destiné à la consommation, par bouche de population, et de ce qui était réservé pour l'ensemencement. Par céréales de consommation, la statistique russe n'entend pas seulement celles qui servent à faire le pain ; ce terme comprend le blé, le seigle, l'épeautre, l'orge, le maïs, le millet, le sarrasin, les pois, les lentilles et les haricots. L'avoine ne figure pas dans cette classification ; elle n'entre que pour une part infime dans l'alimentation humaine.

Nous donnons tout d'abord le tableau de la récolte totale de 1912 pour les huit gouvernements de l'Ukraine propre, puis celle des deux territoires de Tauride et du Kouban, dont la population est fortement mélangée d'Ukrainiens (42% en Tauride et 47% dans le Kouban), et nous établirons le rapport de la récolte de l'Ukraine à l'ensemble de la récolte de la Russie d'Europe.

*Récolte des gouvernements ukrainiens en 1912.*

	En millions de pouds			
	Totalité des céréales sauf l'orge d'hiver et l'avoine	Orge d'hiver	Avoine	Total
Volhynie .....	76·5	0·3	26·3	103·1
Kiev .....	114·5	0·1	27·6	142·2
Podolie .....	112·1	0·05	20·1	132·25
Kherson .....	165·8	0·06	9·1	174·96
Tchernigov .....	46·8	0·02	14·6	61·42
Poltava .....	108·0	0·19	23·6	131·79
Kharkov .....	112·6	0·16	16·2	128·96
Ekaterinoslav .....	166·8	0·17	8·2	175·17
Total .....	903·1	1·05	145·7	1.049·85
Tauride .....	108·6	0·03	6·3	114·93
Kouban .....	212·4	0·3	14·4	227·10
Ensemble.....	321·0	0·33	20·7	342·03

En somme, l'Ukraine a produit en 1912 1 milliard 50 millions de pouds de céréales, chiffre rond, soit le 23·33% de la totalité de la récolte de la Russie d'Europe, qui fut de 4 milliards 500 millions de pouds. Si l'on comprend dans les calculs la partie septentrionale du gouvernement de Tauride jusqu'à l'isthme de Perekop, on arrive à une proportion de 25% pour la part de l'Ukraine à la production de l'année 1912.

Depuis 1915, où l'Ukraine fut débarrassée de l'ennemi, le contingent ukrainien a naturellement augmenté. On ne risque guère de se tromper en admettant que la récolte de l'Ukraine a formé en 1915 le tiers de la production totale de la Russie d'Europe.

**Excédent disponible de la récolte de l'Ukraine.**

Pour élucider la question de l'excédent de la récolte qui demeure disponible après qu'il a été pourvu aux besoins de la population, il faut opérer avec les chiffres absolus. Or nous ne possédons que la statistique de l'année 1912,

année que l'on est en droit de considérer comme moyenne, avec ses 4 milliards 500 millions de pouds. D'après les données de l'Annuaire statistique russe pour 1912, qui embrasse la production de tout l'empire, nous sommes en mesure de dresser le tableau suivant pour les huit gouvernements de l'Ukraine.

*Excédent disponible de la récolte ukrainienne de 1912, après déduction des quantités réservées pour l'ensemencement, pour toutes les espèces de céréales, excepté l'orge d'hiver et l'avoine :*

	Surface ensemencée en déciatines	Excédent dispo- nible après déduction de la graine pour semailles (en mil- lions de pouds)	Excédent disponible par tête d'habitant (en pouds)
Volhynie .....	1,288.811	46·5	16·14
Kiev .....	1,360.709	102·3	22·07
Podolie .....	1,499.477	98·8	25·45
Kherson .....	3,697.231	141·3	39·83
Tchernigov .....	1,029.039	39·0	12·66
Poltava .....	1,699.731	94·8	25·76
Kharkov .....	1,820.401	98·5	29·58
Ekaterinoslav ....	2,938.949	144·9	45·04
Total .....	15,334.348	784·1	
Tauride .....	2,467.364	91·1	46·34
Kouban .....	2,895.204	186·6	65·97

La surface de terrain ensemencée de céréales (orge d'hiver et avoine non comprises), dans les huit gouvernements de l'Ukraine, a donc été en 1912 de 15 millions de déciatines. La production s'étant élevée à 903 millions de pouds et l'excédent disponible pour la consommation, après déduction des quantités réservées pour les semailles, ayant été de 784 millions de pouds, la part prélevée pour l'ensemencement a donc été de 119 millions de pouds, soit une proportion de 8 pouds par déciatine. Eu égard au fait que le chiffre de la surface ensemencée et celui de la production comprennent certaines espèces de céréales dont il faut une moins grande quantité de graine pour l'ensemencement que pour les autres espèces (tels le



maïs et les légumineuses), le chiffre moyen de 8 pouds de semence par déciatine que nous venons d'énoncer n'est point en désaccord avec la moyenne ordinairement admise de 9 pouds par déciatine, qui vaut pour les céréales à pain.

Dans l'excédent disponible par tête d'habitant sont compris, outre le seigle, le blé et l'orge, le millet, le sarrasin et les fruits à gousses, qui jouent un rôle si important dans l'alimentation du peuple ukrainien, comme dans celle du peuple russe en général.

Les évaluations diffèrent au sujet de la quantité nécessaire par tête d'habitant pour la consommation. Dans un article de la gazette commerciale du *Berliner Tageblatt* du 8 mars 1918, on estime la consommation moyenne à 25 pouds par tête, pour le seigle, le blé, l'orge, l'avoine et le maïs. Cela correspondrait à 1 kg. 125 grammes par jour, ce qui est une quantité extrêmement élevée. Il est vrai que l'avoine est comprise dans le calcul, alors qu'il faudrait en faire abstraction, attendu que l'avoine ne saurait compter comme objet d'alimentation pour l'homme.

L'auteur de l'article en question, en tablant sur une consommation de 25 pouds par tête, et sur une récolte totale de 1 milliard 182 millions de pouds pour les cinq espèces de céréales envisagées, obtient un excédent de 7 millions de tonnes. Il ne tient aucun compte de la réserve pour l'ensemencement. Or, nous avons vu que cette réserve forme une quantité de près de 2 millions de tonnes, pour l'ensemble des diverses catégories de céréales, l'avoine et l'orge d'hiver exceptées.

Il existe, d'autre part, une évaluation de la consommation des céréales à pain seules (blé et seigle); la moyenne annuelle serait de 180 kg. par tête, c'est-à-dire de 500 grammes par jour, ce qui paraît bien conforme à la réalité.

L'Annuaire du comité central russe de statistique contient toutefois une estimation différente; on y évalue la quantité de céréales de consommation de toute espèce nécessaire aux besoins de la population à 15 pouds par tête et par an. Il ne s'agit plus seulement des céréales à pain. Mais comme ce qui nous importe est de déterminer l'excédent de grains que l'Ukraine est à même d'exporter dans les années normales, nous adoptons la



notion de céréales de consommation d'après l'Annuaire statistique russe, qui fait autorité en l'occurrence, et il est entendu que nous envisageons dès lors, outre le blé et le seigle, le maïs, le sarrasin, le millet et les légumineuses. La statistique russe fournit ainsi la somme totale de l'excédent de la production ukrainienne en toute espèce de grains, l'avoine et l'orge d'hiver exceptées.

La moyenne de 15 pouds de consommation annuelle par tête correspond à une quantité journalière de 665 grammes, ce qui s'accorde parfaitement avec la moyenne de 500 grammes admise pour la consommation des seules céréales à pain, car on peut supposer une consommation journalière d'un tiers de livre de millet, de sarrasin, de légumineuse, etc.

Nous avons calculé dans le tableau suivant la consommation de la population des huit gouvernements de l'Ukraine en nous basant sur la moyenne annuelle de 15 pouds et nous arrivons ainsi à déterminer l'excédent disponible en toute espèce de grains excepté l'avoine (et l'orge d'hiver), après déduction des quantités réservées pour l'ensemencement.

*Excédent disponible en céréales de consommation en Ukraine après déduction de ce qui est nécessaire à la population.*

	Excédent ou déficit par tête et par an en pouds	Population en millions d'âmes	Excédent ou déficit en millions de pouds
Volhynie .....	+ 1·14	3.996	+ 4·56
Kiev .....	+ 7·07	4.635	+ 32·77
Podolie .....	+ 10·45	3.882	+ 40·55
Kherson .....	+ 24·83	3.547	+ 88·04
Tchernigov .....	— 2·34	3.083	— 7·20
Poltava .....	+ 10·76	3.673	+ 39·27
Kharkov .....	+ 14·58	3.329	+ 48·55
Ekaterinoslav ...	+ 30·04	3.214	+ 96·55
Total .....			+ 343·09
Tauride .....	+ 31·34	1.965	+ 61·58
Kouban .....	+ 50·97	2.830	+ 144·25

En ajoutant à l'Ukraine la partie septentrionale du gouvernement de Tauride jusqu'à l'isthme de Pérékop, l'excédent fourni par les huit gouvernements de l'Ukraine propre s'accroît d'une part notable des 61 millions 580.000 pouds de l'excédent fourni par la Tauride, de sorte que *l'excédent total disponible pour l'exportation n'est pas inférieur à 6 millions de tonnes, sans compter l'avoine*, dont la production s'est élevée en 1912 à 2 millions de tonnes, comme il appert du tableau de la page 368 de l'Annuaire statistique russe. Il n'est malheureusement pas possible de déterminer quelle part de ce total est réellement disponible.

Nous devons signaler encore l'excédent considérable que fournit le territoire du Kouban; en 1912, l'excédent de la production sur les besoins, au Kouban, a été de 51 pouds par tête de population, soit de 144 millions 250.000 pouds au total, c'est-à-dire 2 millions 300.000 tonnes. En temps de paix, cet excédent était exporté en totalité par Novorossisk, sur la mer Noire. De même, l'excédent de la récolte du gouvernement de Tauride, s'élevant à 1 million de tonnes, non compris l'avoine, était exporté par les ports de la mer d'Azov.

En considérant la récolte de 1912, qui fut de 4 milliards 500 millions de pouds, comme une récolte moyenne, on doit conclure que, *en temps normal, les huit gouvernements de l'Ukraine propre, avec une superficie ensemencée de 15 millions d'hectares, peuvent fournir un excédent de près de 6 millions de tonnes. Si l'on fait entrer en ligne de compte les territoires de Tauride et du Kouban* dont la population est fortement mélangée d'Ukrainiens (proportion moyenne : 42 à 47%) et dont l'excédent était exporté par les ports de la mer d'Azov et de la mer Noire, *on obtient un excédent disponible total de 9 millions de tonnes*, non compris l'avoine. Etant donné que, en 1911, la Russie a exporté en tout 821 millions de pouds, soit 13 millions de tonnes de céréales des principales espèces (dont 1 million 300.000 tonnes d'avoine), ainsi que de produits alimentaires fabriqués avec des céréales, il résulte que l'excédent de production du territoire auquel se rapportent nos calculs représente, en temps normal, presque les trois quarts de la totalité de l'exportation de céréales de la Russie.

La récolte de 1915 dans la Russie d'Europe a été excellente, comme nous l'avons vu. Elle a fourni pour les 48 gouvernements non occupés un rendement égal à celui qu'on avait enregistré l'année précédente dans les 63 gouvernements d'Europe. Cela étant, la production de l'Ukraine a dû être encore plus forte qu'en 1912, année que nous considérons comme normale. En effet, une partie seulement de l'Ukraine se trouvait dans la zone immédiate des opérations militaires et ainsi l'Ukraine a peu souffert directement de la guerre, si ce n'est du fait des entraves que les conjonctures extraordinaires ont mises en général à la culture du sol.

La production de l'Ukraine a dû évidemment se ressentir du déclin économique de la Russie en 1916 et en 1917; on manque de données pour apprécier exactement le dommage. La seule voie qu'on puisse tenter est d'appliquer à 1915 les chiffres obtenus pour 1912. On ne risque pas d'exagérer l'excédent, puisque, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la production de 1915 a certainement dû être supérieure à celle de 1912. Pour 1916 et 1917 il y aurait lieu de faire subir aux chiffres une réduction proportionnelle au déchet constaté dans le rendement général de la Russie. Il faudrait diminuer également le quantum réservé pour les semailles. Par contre, le chiffre de la consommation ne doit pas être modifié, car si, d'une part, la population masculine de l'Ukraine a été éclaircie par les continuels appels sous les drapeaux, d'un autre côté, les exigences du gouvernement ont redoublé, d'abord sous forme de réquisitions, ensuite sous forme de livraisons obligatoires. Depuis 1917, le flot des déserteurs ne cesse pas de se répandre sur toute la Russie, ce qui fait remonter le chiffre de la population. Il n'y a donc pas lieu de supposer une moindre consommation pour 1916 et 1917.

On admet que la production des céréales à pain dans la Russie d'Europe est tombée en 1916 au 88% du rendement de l'année précédente et en 1917 au 72%. Nous appliquerons le même taux aux autres espèces de céréales. En 1912, année à récolte normale dont nous adoptons les chiffres pour les appliquer à l'année 1915, les huit gouvernements de l'Ukraine propre ont produit

1 milliard 50 millions de pouds de céréales, dont 903 millions de pouds de céréales de consommation. Après déduction de 119 millions de pouds pour l'ensemencement (avoine et orge d'hiver non comprises), il est resté pour la consommation 784 millions de pouds. A raison de 15 pouds par tête et par an, le quantum nécessaire à l'alimentation d'une population de 29 millions 300.000 âmes était de 441 millions de pouds; il restait donc un excédent de 343 millions de pouds.

Nous avons admis pour la Tauride et le Kouban une récolte de 342 millions de pouds, dont 321 millions de pouds de céréales de consommation; l'ensemencement étant supposé exiger 43 millions 300.000 pouds, il restait 277 millions 700.000 pouds; la quantité nécessaire pour la subsistance d'une population de 4 millions 800.000 âmes étant supposée de 72 millions de pouds, l'excédent disponible pouvait être estimé à 205 millions 700.000 pouds.

### Excédent disponible présumé de la récolte de céréales de l'Ukraine en 1916 et en 1917.

#### a) Gouvernements de l'Ukraine propre.

	En millions de pouds		
	1915 (égal à 1912)	1916 (réduit de 12%)	1917 (réduit de 28%)
Céréales de consommation . . . .	903	794·6	650·2
Réserve pour semailles . . . . .	119	104·7	85·7
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	784	689·9	564·5
A déduire, pour les besoins de la population . . . . .	441	441	441
Excédent disponible . . . . .	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	343	248·9	123·5

#### b) Tauride et Kouban.

Céréales de consommation . . . .	321	285·5	231·2
Réserve pour semailles . . . . .	43·3	38·1	31·2
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	277·7	244·4	200·0
A déduire, pour les besoins de la population . . . . .	72·0	72·0	72·0
Excédent disponible . . . . .	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	205·7	172·4	128·0

En supposant donc que l'Ukraine ait souffert de la guerre, en 1916 et en 1917, dans la même mesure que le reste de la Russie d'Europe, et en admettant que la récolte de 1915 n'ait pas été supérieure à celle de 1912, ce qui est une hypothèse plutôt pessimiste, on arrive à la conclusion que l'excédent de céréales disponible a été en 1916 de 4 millions de tonnes et en 1917 de 2 millions de tonnes, chiffre rond, pour les huit gouvernements de l'Ukraine propre. A quoi il y a lieu d'ajouter l'excédent fourni par la Tauride et le Kouban, soit 2 millions 800.000 tonnes pour 1916 et 2 millions 100.000 tonnes pour 1917.

Quelle portion de cet excédent est demeurée dans le pays? Il est impossible de hasarder aucun chiffre à ce sujet. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, étant donné l'état des rapports entre Ukrainiens et Grands-Russes, une part appréciable du surplus que nous avons essayé de déterminer, doit se trouver encore entre les mains des paysans ukrainiens. En obtenir l'exportation est une entreprise qui se heurte à diverses difficultés, au premier rang desquelles il faut mettre la désorganisation des moyens de communication.

Dr SOSKIN.

---

## CE SONT LES ALLEMANDS !

---

Ceux qui s'adjugent avec orgueil le titre de civilisés ont une manière simpliste de tout mettre sur le dos des Allemands.

Si les affaires avant la guerre ne prospéraient plus, on accusait les Allemands de concurrence déloyale.

Si les places étaient encombrées, la cause en était à ces maudits Allemands qui produisaient trop d'enfants et travaillaient trop pour les nourrir, au lieu de se retirer des affaires leur fortune faite.

Si l'on se trouvait dérangé dans sa vie confortable, on criait sur les Allemands qui, ne connaissant pas la paresse, gênaient les paresseux.

Si la course aux armements prenait chaque année des proportions de plus en plus effrayantes, c'étaient à cause de ces c... d'Allemands, qui avaient l'audace de se prémunir contre la politique d'encerclement, système franco-anglais. Par contre, si la France avançait vingt milliards à la Russie pour ses armements, si l'Angleterre faisait du marinisme à outrance, on trouvait cela tout naturel.

Si la guerre de 1870 a éclaté, c'est encore et toujours à cause des Allemands, mais on se garde bien de dire que la diplomatie française avait exigé des choses impossibles et qu'au lieu de se contenter du simple renoncement des Hohenzollern au trône d'Espagne, elle poussa l'outrecuidance jusqu'à exiger un renoncement perpétuel.

Si l'Allemagne reprend l'Alsace-Lorraine, c'est un attentat, mais le vol par Louis XIV de cette province est une action glorieuse.

Si le prince héritier d'Autriche-Hongrie a été assassiné en 1914, les inspirateurs du meurtre sont les Allemands, qui cherchaient un prétexte pour déclarer la guerre.

Si Bethmann-Hollweg, dans sa franchise un peu brutale, dit : « nécessité fait loi », c'est un crime impardonnable, parce qu'il est défendu de le dire, mais simplement permis d'appliquer le principe et, dans l'application, l'Entente fait une rude concurrence aux puissances centrales, voyez la Grèce, détronement du roi Constantin, révolution en Russie, renversement du tsar qui voulait une paix séparée, etc.

Si l'Angleterre, donnant une interprétation anglaise aux stipulations maritimes, déclare le blocus de famine contre la population civile de tout un pays, nécessité fait loi, personne ne se récrie contre la barbarie du procédé.

Si l'Allemagne en guise de représailles emploie une nouvelle arme, les sous-marins, pour laquelle il n'existe pas encore de stipulations, crime épouvantable sur le compte de ces maudits Allemands.

Si le Droit est violé, c'est par les Allemands, mais est-ce aussi à cause des Allemands que le meurtrier de Jaurès n'est pas encore jugé contre tout droit ?

Si des peuples sont opprimés, les oppresseurs sont les Allemands et il faut les affranchir de l'Austro-Germanie, par contre l'Entente refuse cet affranchissement à l'Irlande, l'Égypte, les Indes, etc.

Si la guerre continue, c'est à cause de ces maudits Allemands, qui s'efforcent à vouloir une paix honorable, au lieu de se livrer à la merci de l'Entente victorieuse, grande justicière de tous les crimes allemands.

Si Lockner, ancien secrétaire de la conférence Ford pour la paix, veut, en Amérique, lutter contre le fléau de la guerre, dévastatrice de l'Humanité, il est condamné à 20 ans de prison. A ce despotisme, qui n'est pas allemand, personne ne trouve rien à dire.

Si des Français bombardent, le jour de la Fête-Dieu avec des avions la ville ouverte de Carlsruhe et font une hécatombe dans la population civile, les grands partisans du Droit et de la Justice ne protestent pas, mais réservent leurs protestations indignées contre les Allemands qui envoient, le jour du Vendredi-Saint, à 120 kilomètres de distance, un obus sur la ville

fortifiée de Paris, située en pleine zone de guerre. Une église est malheureusement détruite, tollé d'indignations, invectives contre les barbares. Comme Suisses indépendants, nous blâmons, dans les deux cas, ces attaques inutiles.

Si les vivres deviennent rares en Suisse, c'est à cause de ces sales Allemands, mais des produits suisses, envoyés à l'Entente, en quantité beaucoup plus considérable, d'après le relevé des statistiques, naturellement nos fanatiques du Droit et de la Justice n'en parlent pas.

Tout le monde se souvient par contre de la gaffe *vraiment colossale* de certains grands journaux de notre Suisse romande, qui ont donné au monde entier une preuve de leur ignardise, à propos de l'huile de cadavres. (1)

Si la grippe espagnole fait son apparition en Suisse, aussitôt nos perroquets de la Suisse romande d'accuser ces maudits Allemands de cette importation fatale, arrivée via Berlin, naturellement.

Par contre, si les Allemands, les barbares, nous envoient un remède, du Néosalvarsan, pour combattre cette grippe et que dans un communiqué du bureau de la presse de l'armée on félicite l'Allemagne de sa générosité, le *Journal du Jura* du 30 juillet, en publiant ledit communiqué, se croit obligé d'ajouter cette perfide remarque : « Sous toutes réserves. (Réd.) »

*L'Impartial* du même jour traite cette offre avec une ironie déplacée : « Un petit coup de réclame et nos plus vifs remerciements ». Ce titre n'aurait-il pas convenu également aux 500.000 francs de la Croix-Rouge américaine ? Cependant, s'il y a des vies de citoyens romands arrachées à la mort, grâce à ce remède dont nous ignorons encore l'efficacité, nos gaffeurs n'en continueront pas moins leur campagne de calomnie contre les barbares, les Huns, les Vandales.

Les Allemands ne sont pas des saints, ils ont leurs défauts comme les autres, nous ne prétendons nullement en faire des saints, mais il est souverainement ridicule et injuste de les accuser à tort et à travers de tous les événements fâcheux qui arrivent dans le monde. C'est une épidémie intellectuelle comme une autre qui sévit contre l'Allemagne. A force de répé-

(1) Les journaux franco-suisse ont, en effet, accusé les Allemands de tirer de l'huile des cadavres ennemis.



ter toujours « ce sont les Allemands », on fait hausser les épaules et on excite la pitié de tous ceux qui ont encore le bonheur et l'honneur de posséder leur bon sens.

Vous figurez-vous la Suisse allemande disant à tout propos : « Ce qui nous vaut la grippe espagnole, ce sont les Français », « si nous manquons de lait, de fromage, de pommes de terre, c'est à cause des Français », « si nous ne pouvons voir la fin de nos dures épreuves, c'est à cause des Français et des Alliés qui ne veulent pas la paix ». Et bien, en Suisse allemande on ne trouve pas des gens aussi ignares pour se couvrir d'un tel ridicule, bien que l'Entente soit la grande ennemie de la Paix, depuis décembre 1916.

De grâce, soyons équitables, justes, charitables, luttons contre la bêtise d'une grande partie de nos concitoyens égarés par des mots, des formules, des affirmations sans preuve qui mettent en évidence la puissance de la tromperie et la grandeur de la bêtise humaine.

(*L'Indépendance Helvétique.*)

S. P.

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

15 septembre 1918.

Les Alliés nagent dans un océan de félicité. Ils voient se lever l'aurore de la victoire ; figurez-vous : de la victoire ! Les troupes invincibles du maréchal Foch (Joffre fut aussi nommé maréchal lorsqu'il sauva pour la première fois la « civilisation » dans la bataille de la Marne) avancent, les Allemands reculent : les Alliés ont fait des progrès si rapides qu'ils sont déjà arrivés sur une ligne qu'ils occupaient . . . il y a quatre ans. N'est-ce pas la victoire ? Sans doute. Ils est vrai que, lorsque les Allemands approchaient de Paris ou de Calais, on nous disait que ce n'était rien ; mais du moment qu'il s'agit des Alliés, c'est autre chose. C'est la victoire, bien qu'elle n'existe provisoirement que dans l'imagination de MM. Clemenceau, Lloyd George et consorts. Ils nous semble, en effet, que ces messieurs exultent un peu trop tôt. Le fait que les Allemands leur cèdent peu à peu le terrain qu'ils avaient conquis dans les jours qui suivirent leur offensive du 21 mars ne justifie nullement les cris de triomphe poussés par les amis de l'Entente. Mais à la lueur des feux de joie allumés pour la célébration de cette victoire, il est d'autant plus intéressant de contempler le vrai visage de nos adversaires.

On recommence à nous servir certains plats ententistes dont on aurait pu croire qu'ils étaient passés de mode pour jamais. Le vieillard enragé qui remplit les fonctions de premier ministre en France, ose parler de « bandes allemandes que les soldats de la civilisation » (ce sont, comme vous savez, les soldats alliés) viennent de « vaincre ». M. Clemenceau est admirable dans son insolence ; mais ses collègues anglais et américains ne lui cèdent en rien sous le rapport de la brutalité cynique du langage ; le masque tombe de tous les visages ; tout en parlant de la capitulation imminente de l'ennemi, nos adversaires se

cassent la tête pour trouver les moyens les plus ingénieux de ruiner l'Allemagne. Qu'à ce propos des expressions comme « hordes allemandes », « boches criminels », « huns assassins », commencent à reflourir de plus belle dans la presse de l'Entente, cela ne doit pas nous surprendre. C'est un privilège des vrais civilisés d'insulter l'adversaire. Avez-vous jamais rencontré dans les journaux des Centraux des sobriquets outrageants à l'adresse des Franco-Anglais ? Non, n'est-ce pas ? Les barbares sont précisément des barbares parce que le sentiment chevaleresque leur fait complètement défaut, de même que celui de la loyauté qu'on doit garder vis-à-vis de son ennemi.

La grande démocratie d'outre-mer, où l'on jette en prison quiconque fait profession de détester la guerre,<sup>(1)</sup> nous offre un spectacle très édifiant à ce point de vue. Les journalistes américains, tout en insultant leurs adversaires à l'instar des Franco-Anglais, font déjà des calculs en vue des indemnités que devront payer les Allemands vaincus. Ces bons Yankees s'emparent déjà des mines de fer et de charbon, des chemins de fer allemands et partagent entre eux la fortune de l'État allemand, absolument comme s'ils oubliaient qu'ils luttent pour le « droit » outragé. Des nations qui détiennent la majeure partie de l'univers, auxquelles l'étendue de leurs territoires, le chiffre de leurs populations et l'immensité de leurs ressources confèrent effectivement l'hégémonie, ne se lassent pas de hurler à l'Allemagne : tu veux nous subjuguier et nous nous défendons contre tes visées impérialistes ! Vit-on jamais mensonge doublé d'une hypocrisie aussi phénoménale ? Et quand les soldats de la pauvre Entente opprimée et menacée dans son existence avancent de quelques kilomètres sur un terrain que l'ennemi évacue de son propre gré, alors les chefs des Alliés et leurs acolytes se démasquent subitement et étalent leurs projets de rapine et d'extermination !

O les champions de l'idéal ! Et voilà pourquoi la guerre doit durer indéfiniment. Et pour mettre le sceau à la profonde

(1) A Cleveland (Ohio) le tribunal fédéral américain a condamné à trente années de prison Eugène Debbs, qui fut quatre fois candidats des socialistes à la présidence. Debbs aurait enfreint la loi sur le spionnage, en cherchant à empêcher la conscription. Il arrive tous les jours que des socialistes américains sont condamnés à quelques dizaines d'années de prison pour avoir osé manifester une opinion quelconque qui soit en opposition avec la guerre à outrance prêchée par le dictateur ex-pacifiste Wilson.

immoralité de cet attentat contre l'humanité, on prodigue les beaux discours dans lesquels on célèbre l'avènement de l'âge d'or où régnera la « paix du droit », imposée par les Alliés. On voit bien que la Coalition, quand elle se répandait en phrases sonores pour flétrir la force brutale, sous-entendait que ces anathèmes ne sauraient lui être appliqués ; la violence ne mérite d'être stigmatisée que lorsqu'il s'agit des Allemands ; du moment que les glorieux Alliés se croient victorieux, la force devient la consécration du droit.

Les puissances centrales ont adhéré à toutes les belles formules proclamées par le prophète Wilson ; c'est très bien, a-t-on répondu de l'autre camp, mais avant de nous engager sur ce terrain métaphysique, nous devons vous tuer. La mort vous fera du bien, vous verrez . . .

Les champions du droit, de la liberté et de la civilisation, qu'ils soient blancs ou de couleur, se complaisent dans le rôle de justiciers. La bouffonnerie de cette attitude leur échappe totalement. Ils oublient que la partie ne peut pas être juge et surtout que le juge ne doit pas se conduire comme un apache. Nous avons presque honte d'assister à la sinistre tragi-comédie que jouent les Alliés. Nous nous en remettons à la postérité du soin d'apprécier les « buts de guerre », si chevaleresques qu'ils affichent. Il est vrai que l'on aurait quelque sujet d'être inquiet, en voyant avec quel succès l'Entente a travaillé à égarer l'opinion publique. Mais il faut espérer que les Hérodotes futurs ne s'en laisseront pas imposer et qu'ils feront bonne justice de la fantasmagorie par laquelle la conjuration franco-anglo-américaine n'a que trop aisément réussi à illusionner à son avantage les spectateurs du conflit. Quelle virtuosité dans l'art des transformations ! A peine a-t-on eu le temps d'admirer l'Entente dans le rôle de bonne fée des petits peuples « opprimés », qu'elle se métamorphose en apôtre de la démocratie et promet au peuple allemand de l'émanciper et de lui ouvrir l'Eldorado de la liberté. Et le lendemain, ce sont de nouveaux émerveillements : paix universelle, société des nations, que sais-je ? Mais dès que les puissances centrales déclarent qu'elles abondent dans telle ou telle idée que l'Entente a inscrite sur son drapeau, aussitôt le décor change et un nouveau motif apparaît. On constate que l'Entente ne se prend pas au sérieux et que les devises flamboyantes qu'elle arbore coup sur coup ne sont que des

prétextes pour prolonger la guerre et des trompe-l'œil destinés à masquer la rapacité qui se cache au fond des belles phrases débordant d'un altruisme onctueux.

La campagne de presse des Alliés a été menée avec une véritable maëstria ; si les Alliés avaient déployé autant d'énergie et d'ingéniosité dans leurs actions militaires, ils auraient probablement remporté la célèbre victoire qu'ils annoncent toujours pour demain. Mais parler et agir sont deux. Du moins les Alliés ont-ils montré un beau talent de rhéteurs et ont-ils fait la preuve qu'il n'y a pas de vérité si éclatante qu'ils ne soient capables de l'obscurir. C'est ainsi qu'ils ont accrédité partout la légende de leur noblesse et celle de la méchanceté de leurs adversaires. L'Entente lutte pour le bien, nous luttons pour le mal. En vain, disons-nous à nos adversaires, que nous aussi, nous croyons lutter pour notre bon droit ; on nous oppose des phrases archiconnues dont le sens se réduit à ceci : que la volonté des Alliés soit faite, alors tout sera bien dans le meilleur des mondes. Mais pour cela, il faut d'abord la victoire militaire de l'Entente.

Nos adversaires croient maintenant à cette victoire, parce que, devant «la poussée irrésistible des Alliés», les Allemands se retirent. Ils se convaincront bientôt que cette poussée n'est «irrésistible» qu'autant qu'il plaît aux Allemands. Un journal suisse apprécie très judicieusement la situation militaire en faisant les remarques suivantes : «Les journaux de France prédisent qu'on peut s'attendre à de grands événements. C'est aussi, peut-être, possible, mais pas dans le sens que se l'imaginent ces thuriféraires de l'Entente. Qu'on considère donc aussi et qu'on ne perde jamais de vue la situation mondiale générale dont dépend en définitive le sort final de la guerre. Jamais elle n'a été plus favorable à l'Allemagne. Les moissons et récoltes dépassent une grosse moyenne, en dépit des mensonges contraires propagés par les journaux ententistes. En Hongrie, elles sont les plus belles depuis un grand nombre d'années. La situation et les relations entre l'Allemagne et la Russie s'améliorent de plus en plus. Les provinces baltiques, la Pologne s'organisent et se laissent pénétrer par la bien-faisante influence germanique. Les échanges se font toujours plus nombreux pour le plus grand bien de tous ces pays.

L'Ukraine ouvre ses trésors, la Roumanie envoie ce qu'elle peut, les routes vers l'Orient sont ouvertes par la constitution du Caucase et de la république du Don, favorables à une politique d'amitié et de pénétration allemandes.

Qu'on ne soit pas toujours hypnotisé par la question du nombre ! Les Américains, entend-on dire de tous côtés. Eh bien ! oui, les Américains. Et qui nous dit que leur arrivée en nombre soit redoutée de chefs d'une valeur telle que celle d'un Hindenburg ou d'un Ludendorff ? Qui nous dit, comme nous l'avons déjà suggéré, si cette arrivée de grands contingents américains nullement entravée ne rentre pas dans les plans du grand état-major allemand ?

Ce qui nous rend de plus en plus optimiste, c'est justement le fait que tout marche si facilement pour l'Entente et comme à souhait.

A la place des grands généraux et politiciens ententistes, je méditerais la fable de La Fontaine : « Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille. »

Attendre avec confiance. De grandes surprises nous seront réservées peut-être sous peu.

De toutes façons, la guerre, en se prolongeant, enlève aux races anglo-saxonnes la suprématie qu'elles recherchent. Bientôt tout l'Orient asiatique va leur échapper, et la race jaune, avec sa religion bouddhique, s'élèvera sur les ruines accumulées par la race blanche et sera peut-être bien, en fin de compte, la vraie, la seule triomphatrice. Nous ne le craignons pas, car tout nous est préférable à la victoire anglo-saxonne. »

On conçoit l'allégresse de M. Clemenceau d'avoir pu décommander le train spécial qui devait le ramener à Bordeaux, avec son gouvernement. Mais la roue de la fortune tourne plus vite encore à la guerre que dans la vie ordinaire. C'est un vieux proverbe que nous recommandons à la méditation des hommes l'Etat de l'Entente : il se pourrait qu'ils se trouvassent avant longtemps dans le cas du Dante, qui disait qu'« il n'y a pas de douleur plus grande que de se souvenir des temps heureux au milieu de la misère ».

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*  
GUILLAUME DE HUSZÁR.

# Bains de HERKULES

bains thermaux et villégiature de l'État, situés dans le comitat de Krassó-Szörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de Cserna, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. Sources naturelles salées et sulfureuses à 56° Celsius. Les bains salés sont excellents contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; les bains salés et sulfureux sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie.

# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURE D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne. Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprad et sur les glaciers.

# Fenyőháza

*Bain thermal et villégiature de l'État*, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátro, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison: du 15 mai à fin octobre. *Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.*

# VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du ni-

veau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit.

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Bern				Budapest—Predeal—Bucarest			
	200	d. Budapest Ouest..... a.	—	210	925	d. Budapest .....	125 735
	690	a. Vienne (Marchegg) d.	—	633	329	a. Predeal .....	842 1290
	205	d. Budapest Est. .... a.	140	811	529	d. Predeal .....	900 1209
	640	a. Vienne Ostb. (Bruck) d.	910	1155	920	a. Bucarest .....	505 750
	740	d. Vienne Westb. .... a.	735	<b>Budapest—Cologne—Bruxelles</b>			
	710	a. Innsbruck .....	730	930	d. Budapest Ouest..... a.	710	
	800	d. Innsbruck .....	1020	550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	115	
	815	a. Buchs .....	344	710	d. Vienne Westbahn... a.	1110	
	334	d. Buchs .....	146	1248	a. Passau .....	540	
	620	a. Zurich .....	1142	125	d. Passau .....	415	
	655	d. Zurich .....	800	450	a. Nurnberg..... d.	1250	
	915	a. Bern .....	500	948	a. Francfort .....	805	
	920	d. Bern .....	440	509	a. Cologne .....	1228	
	1125	a. Lausanne .....	225	805	d. Cologne .....	1018	
	1143	d. Lausanne .....	210	129	a. Bruxelles... .. d.	414	
	105	a. Genève .....	120				
Zurich—Luzern				Budapest—Vienne—Munich—Strasbourg			
	645	d. Zurich .....	1042	920	650	d. Budapest Ouest. ... a.	1320 710
	755	a. Luzern .....	928	520	1124	a. Vienne (Marchegg) d.	658 1128
				710	1138	d. Vienne Westb. .... a.	545 1048
				127	555	a. Salzburg .....	1230 515
				215	615	d. Salzburg .....	1210 420
				500	915	a. Munich .....	940 140
				525	945	d. Munich .....	850 126
				1253	444	a. Strasbourg .....	125 528
				<b>Berlin—Amsterdam—La Haye</b>			
				917	807	d. Berlin Friedr.-Str. a.	800 611
				1020	920	a. Amsterdam..... d.	751 138
				1109	1047	a. La Haye .....	641 1258
				<b>Berlin—Rotterdam</b>			
				827	917	d. Berlin Fr.-Str. .... a.	922 611
				1022	1058	a. Rotterdam .....	856 1252
				<b>Berlin—Copenhague</b>			
				800		d. Berlin Stett. Bhf... a.	58
				723		a. Copenhague .....	1 15
						via Warnemünde-Gjedser	
				<b>Berlin—Stockholm—Christiania</b>			
				800		d. Berlin Stett. Bhf.... a.	958
				849		a. Stockholm .....	830
						via Warnemünde-Gjedser	
				800		d. Berlin..... a.	922
				1200		a. Christiania..... d.	545
						via Warnemünde-Gjedser	
Budapest—Sofia—Constantinople				Budapest—Fiume			
				710	1025	d. Budapest..... a.	645 905
				228	850	d. Zagráb .....	831 209
				730	405	a. Fiume .....	1255 810
				<b>Budapest—Oderberg—Berlin</b>			
				650*	65	d. Budapest Ouest..... a.	940 1120
				1233	1240	d. Zsolna..... d.	351 520
				253	321	d. Oderberg .....	120 345
				523	628	d. Breslau .....	1024 1256
				952	1202	a. Berlin Friedr. Str. d.	426 815*

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

